

Les deux faces de M. Gorbatchev

Dix jours après la mort en prison d'Anatoli Martchenko, l'un des plus grands prisonniers de conscience soviétiques, Andreï Sakharov, symbole de la dissidence, retrouve la liberté d'habiter à Moscou. Qu'a donc en tête M. Gorbatchev ? A première vue, sa politique à l'égard des militants des droits de l'homme est contradictoire.

Il y a eu des gestes spectaculaires. Des prisonniers célèbres, Chcharansky, Orlov, ont été mis dans un avion et expulsés. Dans le même temps, la KGB poursuit ses activités habituelles — menaces, chantage, arrestations — contre ceux qui pensent autrement et le disent. On persiste à envoyer dans des camps de travail des vieillards de plus de quatre-vingts ans, à condamner à des années de prison pour quelques écrits, parfois d'ailleurs imaginaires.

Des détenus politiques purgent d'interminables peines. Qui se souvient encore du Lituanien Gajalskas, qui en est à sa trente-cinquième année de camp ? Du mineur Klebanov qui avait eu, dans les années 70, l'impudence de vouloir fonder un syndicat libre ? Du psychiatre Koriaguine, qui voulait défendre l'honneur de sa profession et dénoncer les internements abusifs ? De l'Ukrainien Terela, du journaliste Skotchok, dont on a perdu la trace depuis qu'il s'est heurté au système des hôpitaux psychiatriques spéciaux ?

M. Gorbatchev est-il l'homme qui libère et expulse ou celui qui condamne et maintient en détention ? En dépit d'apparences déconcertantes, sa politique semble servir un objectif bien déterminé : en finir avec la dissidence, plus exactement avec ce qu'elle peut avoir de dommageable pour son image et l'efficacité de sa politique étrangère. Pour cela, il faut régler les cas les plus voyants, faire les gestes qui peuvent avoir le plus d'impact à l'Ouest, libérer par exemple Irina Ratouchinskaya, cette jeune poétesse dont le visage émouvant était apparu dans tous les journaux occidentaux.

Mais il faut aussi empêcher toute relapse, étouffer dans l'œuf toute velléité de suivre l'exemple des ex-prisonniers expulsés. On peut le faire par les méthodes les plus brutales, en province, ou plus douces, dans la capitale.

En même temps, on mène la contre-attaque, on propose sans sourciller de réunir à Moscou une conférence sur les droits de l'homme. On récupère, même cyniquement, à grand renfort de haut-parleurs et d'ensembles rock, la discrète manifestation au cours de laquelle, chaque année le 10 décembre, une poignée de Moscovites s'obstinent à lever un instant leur chapeau devant la statue de Pouchkine.

Quand on leur parlait « droits de l'homme », les prédécesseurs de M. Gorbatchev répondaient à grossière ingratitude dans les affaires intérieures, qu'il leur fallait se concentrer sur le lest de temps à autre, à concéder quelques libérations. Les méthodes de l'actuel secrétaire général sont un peu plus élaborées. L'Occident peut en tirer parti au bénéfice d'hommes et de femmes qui paient de leur personne. Mais sans oublier que Sakharov comme Martchenko n'ont pas seulement voulu lutter contre la prison mais pour la liberté.

(Lire nos informations page 4.)

Accord à la conférence de l'OPEP

Le prix du pétrole est fixé à 18 dollars le baril

Un an presque jour pour jour après avoir lâché toute discipline de production, déclenchant un effondrement des cours sans précédent, l'OPEP a enterré définitivement, le samedi 20 décembre, la guerre des prix du pétrole.

Les treize ministres réunis depuis dix jours ont décidé non seulement de plafonner leur production afin d'apurer le marché, mais aussi de revenir au système de prix fixes, abandonné depuis un an. A partir du 1^{er} janvier prochain, le prix de référence du pétrole brut ne sera plus le cours du marché libre, mais un prix-pivot de 18 dollars, calculé par rapport à un panier de sept bruts différents.

L'Irak a refusé de se plier à la discipline de production, malgré les pressions de l'Arabie saoudite.

GENÈVE
de notre envoyée spéciale

La décision de Genève, si elle est appliquée, devrait avoir un impact considérable sur le marché énergétique. L'OPEP, échaudée par le contre-choc pétrolier, revient en fait au système qui pendant quatre ans, jusqu'en décembre 1985, lui avait permis de stabiliser le marché et de maintenir les prix tant bien que mal aux environs de 30 dollars. L'organisation tente de redevenir un vrai cartel. « C'est une conférence qui fera date dans l'histoire pétrolière », notait un membre du secrétariat de l'organisation.

Pour tous les pays producteurs de pétrole, ce résultat constitue incontestablement un succès. Présentant l'accord, le marché international s'est déjà raffermi

de presque 2 dollars par baril en dix jours. « Vendredi soir à la clôture du marché de New-York, les cours atteignaient 16,55 dollars par baril, contre 14,60 dollars avant l'ouverture de la conférence. » Les prix du brut devraient, selon le président de l'OPEP, atteindre 18 dollars dans les deux ou trois semaines à venir. Ce raffermissement ferait gagner aux pays de l'OPEP quelques milliards de dollars de revenus supplémentaires.

Cet accord fera sans doute grincer les dents des pays consommateurs, qui, comme la France, verront leur facture pétrolière s'alourdir de nouveau d'un cinquième environ, perdant ainsi une partie des bénéfices du contre-choc pétrolier.

VÉRONIQUE MAURUS.
(Lire la suite page 13.)

L'aménagement du temps de travail

Le gouvernement brave M. Mitterrand et les syndicats

Alors que les mouvements de grève se poursuivaient dans les transports publics, le gouvernement a bravé les syndicats en faisant adopter son projet sur l'aménagement du temps de travail, le samedi 20 décembre, par l'Assemblée nationale, sous forme d'amendement à un texte portant diverses dispositions d'ordre social. Il devait être présenté le même jour au Sénat.

A Figeac, M. Mitterrand, qui avait refusé de signer l'ordonnance, n'a pas commenté la procédure parlementaire choisie par le gouvernement : « La loi, a-t-il dit, c'est une relation entre le Parlement et le gouvernement. Je ne suis pas dans ce circuit-là. » Pour la première fois depuis le 16 mars, une manifestation avait été organisée par la CGT sur le passage du chef de l'Etat.

LE SYNDROME DE DEVAQUET.



Lire pages 5 et 6 les articles de THIERRY BRÉHIER, PATRICK JARREAU et MICHEL NOBLECOURT.

Plusieurs morts au cours des émeutes d'Alma-Ata

Les « dérapages » de la russification

par Michel Tatu

La télévision de Moscou a rendu compte, le vendredi 19 décembre, de la visite à Alma-Ata d'un membre du Politburo, mais sans faire aucune allusion aux émeutes qui se sont produites dans cette ville, et que les médias soviétiques avaient tous évoqués le matin même.

Ces événements, dont il est confirmé qu'ils ont provoqué plusieurs morts, illustrent les « dérapages » constatés dans la politique de la nouvelle direction soviétique depuis un an environ en matière de nationalités.

« Lorsque apparaît sur nos écrans un représentant de l'Asie centrale ou de la Transcaucasie, il s'agit en général d'un type provincial épaté, parlant avec un horrible accent, portant la papakha (le bonnet de fourrure des Orientaux) ou une stupide casquette démodée. Il travaille le plus souvent dans la sphère du commerce. Dans un texte humoristique, si l'on peut dire, paru dans notre estimée *Literaturnaja Gazeta*, un auteur a même essayé de cam-

per une sorte de moyenne arithmétique entre l'habitant d'Asie centrale et le Transcaucasien. »

Ce cri du cœur de l'écrivain arménien Petrosian Vardgues contre certaines simplifications du cinéma soviétique n'avait été, en juin dernier, qu'une des nombreuses protestations émises à la tribune du congrès des écrivains de l'URSS sur le problème plus général des minorités nationales et du sort réservé à leurs cultures. D'autres avaient dénoncé la centralisation, à Moscou, de toutes les décisions concernant les éditions en langue nationale, la « tendance menaçante à la réduction

de la population d'origine locale » dans certaines républiques (il s'agissait en l'occurrence de la Lettonie, mais la formule est tout aussi valable pour le Kazakhstan), les menaces pesant sur les langues, etc. Compte tenu de ce qui vient de se passer à Alma-Ata, ces appels avaient valeur d'avertissements. Il est clair qu'ils n'ont pas été entendus.

Car la politique soviétique en matière de nationalités semble avoir quelque peu dérapé avec la nouvelle direction mise en place en 1985.

(Lire la suite page 4.)

L'Egypte ancienne, Galilée, Verdi, Picasso, l'espace...

Quand les spécialistes pensent aux amateurs

Une nouvelle collection, qui ne ressemble à aucune autre, vient de faire son apparition dans les librairies, après une très longue gestation : « Découvertes Gallimard ». Il s'agit d'une série de monographies encyclopédiques sur papier glacé et en format de poche, écrites par des spécialistes, somptueusement illustrées, qui ont l'ambition d'aborder tous les domaines de la connaissance, de traiter en profondeur tous les thèmes de réunion des collaborateurs les plus prestigieux, d'être « la plus belle collection de poche du monde ».

Les douze premiers titres ont paru, et l'entreprise apparaît déjà comme une réussite. L'Egypte oubliée, la conquête de l'espace, Picasso, Verdi, Galilée, la Longue marche, Alexandre Dumas, sont parmi les premiers sujets.

« Il fallait être un audacieux pour une telle entreprise. C'était mon rêve d'éditeur... », Pierre Marchand, quarante-sept ans, qui a édité plus d'un millier de titres depuis qu'il a créé le secteur Gallimard-Jeunesse, il y a quatorze ans, est fier de son œuvre, mais épuisé, comme après une régale.

En bon Breton passionné de mer, il a tendance à comparer « Découvertes » à l'arrivée de la Course du Rhin ; il est, avec son équipe, l'inventeur de cette collection de livres d'art documentaires, qui devrait comprendre deux à trois cents titres destinés aussi bien aux adultes qu'aux adolescents, à partir de douze ans.

En effet, le grand projet concocté de longue date par Gallimard-Jeunesse a sauté les générations, battant comme aux

cartes les tranches d'âge pour devenir, à la demande des libraires, des représentants et des responsables de la maison Gallimard, une collection à part (d'âge) entière. Primitivement appelée « Découverte junior » (pour faire suite aux deux collections pour les petits : « Découverte Benjamin » et « Découverte Cadet »), la collection nouvelle porte, comme un label, le nom de la prestigieuse maison de la rue Sébastien-Bottin.

« J'ai l'impression que j'ai grandi », explique Pierre Marchand. Il y avait Gallimard-le-petit et Gallimard-le-grand. Le fait que cela s'appelle « Découverte-Gallimard », c'est la reconnaissance par la grande maison. La fusion en quelque sorte. Désormais, on va jouer dans la même cour... »

NICOLE ZAND.

(Lire la suite page 7.)

La pollution du Rhin

La Suisse remboursera à la France les dégâts « incontestables ».

PAGE 8

Les manifestations à Athènes

Le mouvement de grève des lycéens s'étend.

PAGE 16

La guerre du Liban

Les combats ont repris à Tripoli.

PAGE 16

Les projets de l'UNEF-ID

Le syndicat étudiant espère renforcer son influence.

PAGE 8

Les meilleurs disques classiques

Une sélection des enregistrements lyriques, symphoniques, baroques...

PAGES 9 et 10

Bourse de New-York

Quand la « Chicago Connection » fait trembler Wall Street.

PAGE 13

Le Monde

RÉGIONS

- Année noire pour les casinos.
- A Amiens, la préhistoire s'expose.

PAGE 12

Le sommaire complet se trouve page 16

Cartier

Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries Cartier et les boutiques Must de Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.

23 PLACE VENDÔME, PARIS
42.60.30.90

Pendant les fêtes, les boutiques Cartier mettent un service de voitures à votre disposition.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

صباحنا من الامم

Dates

Il y a cinquante ans à Sian

Le « rapt » de Tchiang Kai-chek

RENDEZ-VOUS

Lundi 22 décembre. — **Tunis :** reprise des travaux de la ligue arabe sur la situation des camps palestiniens au Liban.
Mardi 23 décembre. — **Mogadiscio :** élection présidentielle en Somalie.
Mercredi 24 décembre. — **Rome :** célébration de l'office de Noël par le pape Jean-Paul II.
Vendredi 26 décembre. — **Pékin :** visite de MM. Lionel Jospin et Pierre Joxe (jusqu'au 5 janvier 1987).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bourde-Milly (1944-1969)
Jacques Faurès (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Dirige de la société :
ceux qui ont compté du
10 décembre 1944.

Capital social :
620.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile :
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bourde-Milly, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Sauter

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmoyrie, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Imprimé
à Paris

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Taper LEMONDE

ABONNEMENTS

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1. - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2. - SUISSE/TURQUIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : les abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'écriture

tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde USPS 785-510 is published daily,

except Sundays for \$ 4.00 per year by Le

Monde c/o Speedpost, 45-48 35 th

Street, L.C., N.Y. 11104. Second class

postage paid at New-York, N.Y.

postmaster : send address changes to Le

Monde c/o Speedpost U.S.A., P.O.C.,

45-48 35 th Street, L.C., N.Y. 11104.

Le Monde

sur minitel

LA MORT

AUX TROUSSES

Jeu-frisson et dialogues

en direct, la nuit sur minitel.

3615 TAPÉZ LEMONDE

S IAN (aujourd'hui écrite Xian) est connue de millions de touristes occidentaux pour son armée de soldats en terre cuite, grandeur nature, qui gardent depuis plus de deux mille ans le mausolée du premier empereur chinois, Qin Shi Huangdi, celui qui unifia la Chine d'une main de fer, fit construire la Grande Muraille et brûler tous les livres « classiques ». Cette armée récemment exhumée campe au pied d'un tumulus, dans la grande banlieue de la ville qui fut, pendant un millénaire, la capitale impériale de la Chine.

Il y a cinquante ans, un drame s'est déroulé dans ces lieux historiques. Le 12 décembre 1936, le généralissime Tchiang Kai-chek, alors maître de la Chine, y fut capturé par deux chefs militaires qui voulaient lui imposer la fin de la guerre contre les communistes de Mao Zedong afin de mieux combattre l'invasion japonaise qui dépeçait petit à petit une Chine affaiblie. C'est de ce jour que date la « seconde coopération » entre le Parti communiste chinois (PCC) et le Kouomintang (KMT) nationaliste. Elle dura tant bien que mal — et plutôt mal que bien — jusqu'en 1945. La première coopération, décidée par Sun Yat-sen en 1922 pour lutter contre les « Seigneurs de la guerre » qui mettaient le pays en coupe réglée et pour réunifier la Chine, n'avait duré que cinq ans. Elle s'était achevée dans le sang, par le massacre des communistes par les nationalistes et les gangs de Shanghai en avril 1927. C'est le thème de la Condition humaine de Malraux.

En 1986, l'« incident de Sian » est rentré dans la mythologie des deux partis qui se disputent toujours le contrôle de toute la Chine. Les communistes de M. Deng Xiaoping, qui ont tout à y gagner, invitent comme en 1936 leurs anciens camarades du KMT à former avec eux un « Front uni » pour la réunification de la mère patrie. Les nationalistes, repliés dans leur bastion de Taiwan, ne veulent plus entendre parler d'une coopération comme celle de 1936-1945, dont ils pensaient à l'époque qu'elle leur permettrait d'éliminer les « rouges ». — « Les communistes sont le cancer de la Chine alors que les Japonais n'en sont que la vermine », disait Tchiang Kai-chek — et qui, en fait, donna à Mao et à ses partisans les moyens de s'emparer du pouvoir. Il n'est pas question de recommencer une troisième fois, dit le KMT aujourd'hui, les communistes nous ont déjà roulés deux fois !

Surprise chez les communistes

En décembre 1936, les quelques milliers de vétérans survivants de la Longue Marche étaient arrivés depuis une année dans les grottes du nord de la province du Shaanxi (1). Ils avaient tout de suite entrepris une campagne de propagande auprès des troupes nationalistes cantonnées dans le secteur pour tenter de les convaincre qu'il valait mieux combattre contre les Japonais plutôt que se déchirer entre Chinois. Cette propagande avait séduit le maréchal nationaliste Zhang Xueiang. Également séduit avait été le général Yang Hucheng, commandant de la « pacification » du Shaanxi. Rentré d'une cure de désintoxication en Europe — il était opiomane, — devenu farouche patriote, se considérant comme le fils adoptif de Tchiang, le jeune maréchal avait graduellement cessé toute opération militaire contre les communistes et échangé avec eux missions et bureaux de liaison, sans bien sûr en faire part au gouvernement central de Nankin.

Le « Gimo » (généralissime) eut finalement vent de l'affaire. Il décida de lancer une nouvelle campagne d'« anéantissement » du type de celles qui avaient contraint deux ans plus tôt le PCC à abandonner ses bases et à entamer la Longue Marche. Il voulait en finir une fois pour toutes avec l'Armée rouge. Il envisageait aussi de remplacer Zhang Xueiang par un officier plus fidèle et de l'exiler avec son armée aux confins sud-est du pays. Zhang lui paraissait trop influencé par les

« rouges ». Une visite en octobre l'avait confirmé dans ses craintes. Il décida donc de retourner à Sian le 7 décembre pour mettre la dernière main aux préparatifs militaires. Méfiant, mais pas au point de craindre un complot, il n'était accompagné que de ses gardes du corps.

Désespérant de pouvoir convaincre le Gimo de concentrer ses efforts contre l'empire du Soleil-Levant, Zhang et Yang décidèrent de le capturer dans la nuit du 11 au 12 décembre. Il neigeait quand plusieurs camions de troupes encerclèrent l'ensemble de pavillons traditionnels où résidait Chiang. Pendant que ses gardes se faisaient hacher sur place, il se sauva en chemise de nuit dans la nuit glaciale, oubliant son dentier sur la table de chevet. Dans sa fuite, il se tordit la cheville et



Arrestation de Tchiang Kai-chek à Sian

s'abîma la colonne vertébrale. C'est recroquevillé dans un trou que les soldats le retrouvèrent au matin. Bien entendu, dans la version qu'il donna après coup des événements, Tchiang enjoliva quelque peu cette scène peu glorieuse. Fait prisonnier avec lui, son secrétaire de l'époque n'est autre que l'actuel chef du gouvernement nationaliste de Taiwan, M. Yu Kuo-hwa.

C'est donc à un prisonnier immobilisé sur son lit de douleur, en proie à une rage folle, que les deux généraux mutins tentèrent en vain d'expliquer leur programme « en huit points » de réconciliation nationale. Mais le généralissime était buté, humilié, prêt au sacrifice suprême et se comparait même à Jésus-Christ sur le Golgotha.

Les communistes semblent avoir été les premiers surpris de l'incident. Mao comprendra vite, cependant, le bénéfice qu'il pouvait tirer de l'affaire : de plus, Moscou et le Komintern exercèrent de fortes pressions sur le PCC en faveur d'une nouvelle coopération qui se retournerait contre un Japon dont l'expansionnisme en Chine et en Sibérie inquiétait Staline.

Dès le 13 décembre, les comploteurs de Sian envoyèrent un avion chercher Zhou Enlai, Yu Jiaoping, le maréchal mort en octobre dernier, et Bo Gu, l'ancien secrétaire général du PCC. Zhou fit preuve de ses talents de négociateur pour obtenir à la fois la libération du Gimo et que ce dernier — qui se refusait à signer la moindre feuille de papier — promette du moins que, de retour à Nankin, il accepterait une seconde coopération entre les deux frères ennemis. Les deux hommes se connaissaient bien : Zhou avait été le commissaire politique de Tchiang quand celui-ci commandait l'Académie militaire de Whampoa. Tchiang le qualifiait même de « communiste le plus raisonnable » qu'il ait jamais rencontré. Les deux officiers révoltés exigeaient pour leur part des garanties que leur vie serait sauve s'ils relâchaient leur insouciant prisonnier.

Paradoxalement, les choses furent plus faciles avec les comploteurs, conscients de l'enjeu pour l'avenir du pays, qu'avec Nankin. Il semble tout d'abord que le propre beau-frère de Tchiang, TV Song, qui souhaitait revenir au gouvernement dont il avait été écarté par le Gimo, ait été en relations avec Zhang Xueiang avant l'incident. Était-il au courant du rapt ? En tout cas, dès l'annonce de celui-ci dans la capitale nationaliste, invoquant l'argument selon lequel il valait mieux sacrifier un homme, aussi grand soit-il, que de perdre le pays, son autre beau-frère HH Kung — qui assurait l'intérim du pouvoir — annonça à la radio sa décision de faire bombarder Sian par l'aviation. Le ministre de la défense, pro-japonais général He Yingqin, qui ambitionnait lui aussi de prendre la place de son chef, fit avancer ses troupes en direction de la cité rebelle.

Trahi par les siens

Tchiang était trahi par les siens, qui paraissent prêts à faire d'une pierre deux coups : écraser les rebelles et se débarrasser d'un rival. « Madame » était à Shanghai quand elle apprit la séquestration de son mari et l'atmosphère dangereuse qui prévalait à Nankin. Elle s'y rendit d'urgence pour tenter de reprendre les choses en main. Elle se lança alors dans une lutte acharnée contre les subordonnés du Gimo et contre une partie de sa propre famille pour sauver la vie de son mari. « Madame » réussit à obtenir du gouvernement une trêve de trois jours avant le bombardement massif de Sian, et l'autorisation de s'y rendre pour voir son mari et ses ravisseurs.

Arrivés à Sian, elle et son frère négocièrent à la place du Gimo, toujours aussi intransigent, une solution élégante qui sauverait la face de ce dernier, libéré sans conditions, promettait aux communistes une cessation des hostilités suivie d'une nouvelle alliance, et garantissait aux deux comploteurs la vie sauve. Le général Yang y tenait d'autant plus qu'il avait au début de l'incident voulu faire passer le Gimo par les armes ; la suite de l'histoire montrera que ses inquiétudes n'étaient pas sans fondement. Zhang n'avait pas besoin d'argent, Yang, si. C'est ainsi que le jour de Noël, un symbole divin s'il en était pour ces convertis au christianisme qu'étaient le généralissime et sa femme, Tchiang, « Madame », leur entourage et le jeune maréchal s'envolèrent pour Nankin.

On n'a jamais très bien compris pourquoi Zhang Xueiang insista pour repartir avec son ancien prisonnier. Zhang, qui avait l'esprit chevaleresque, affirma qu'il voulait ainsi assumer seul la responsabilité de l'incident. Il semble plutôt que sa présence à Nankin, comme otage, ait été l'une des conditions de l'accord entre les communistes et le Gimo.

Le Gimo avait la rancune tenace. Le jeune maréchal fut immédiatement placé en résidence surveillée à Nankin. Il accompagna Tchiang pendant la guerre sino-japonaise à Chongqing (Tchoungking), puis à Taiwan en 1949 lors de l'exode qui suivit la victoire des communistes. Il aurait été « libéré » il y a plusieurs années ; il est impossible de savoir quand.

Même « libre », ce vieillard de quatre-vingt-dix ans, devenu obèse et qui partage son temps entre la lecture, les services religieux et l'opéra traditionnel chinois, ne sort jamais seul et ne peut pratiquement voir personne. Il ne nous a pas été possible de le rencontrer, cinquante ans après les faits... Il faut dire que le fils de Gimo est au pouvoir, que « Madame » est toujours en vie, et que le premier ministre taïwanais fut l'un des prisonniers de Sian.

Le sort du général Yang Hucheng fut encore plus dramatique. Ayant commis l'erreur de revenir d'Europe où il s'était exilé, il fut arrêté, incarcéré et fusillé à Chongqing en 1949, à la veille de la prise de la ville par les communistes.

Aucun accord formel ne fut jamais signé entre Chiang et Mao. A la chinoise, les négociations furent longues, discrètes, indirectes. Le 10 février 1937, le PCC présenta un programme en cinq points promettant en échange au KMT de cesser ses activités révolutionnaires et de reconnaître la légitimité du gouvernement central. Le 21 du même mois, le KMT lui demanda à peu près la même chose. Les hostilités cessèrent de facto ; Zhou Enlai fit le voyage de Nankin. Le 22 septembre, le KMT rendit public un texte d'accord en quatre points qui étaient similaires à ceux que le PCC avait présentés en juillet : les communistes rentraient dans le giron nationaliste mais obtenaient le contrôle d'une zone autonome autour de Yanan, l'Armée rouge s'intégrait dans l'Armée de Tchiang mais y formait deux unités séparées, la VIII Armée de route et la Nouvelle IV Armée. Il faut dire qu'entre-temps Nankin et Moscou avaient signé un pacte de non-agression, et que surtout le Japon avait commencé la guerre avec la Chine, lors de l'incident du pont Marco Polo près de Pékin le 7 juillet. Le climat était alors à l'union nationale contre l'envahisseur.

Très vite, la guerre sino-japonaise tourna en un conflit à trois, les nationalistes et les communistes passant autant de temps à se battre entre eux qu'à lutter contre l'occupant. Huit ans plus tard, le Japon était vaincu et le Gimo rentrait triomphant à Nankin, comme chef d'une des cinq « grandes puissances ». Un an après, la guerre civile reprenait avec un PCC sorti renforcé du conflit. Treize ans après l'incident de Sian, le régime nationaliste s'effondra et Mao proclama la naissance de la République populaire du haut de la tribune de la place Tiananmen à Pékin.

L'incident de Sian, qui fit à l'époque les manchettes de la presse mondiale, fut plus qu'un incident rocambolesque. Il eut en fait des conséquences incalculables sur l'évolution de la Chine : tout d'abord il permit le sursaut national de résistance contre le Japon. Ensuite et surtout, il accorda aux communistes, laminés par une Longue Marche au cours de laquelle ils avaient perdu leurs bases et 90 % de leurs effectifs, un second souffle, une seconde chance de se renforcer ; ce qui leur permit de survivre, puis de puiser dans la résistance la popularité et la force avec laquelle ils renversèrent le régime nationaliste. Voilà qui explique pourquoi le KMT refuse aujourd'hui catégoriquement une nouvelle expérience de ce type !

PATRICE DE BEER.

(1) Depuis 1986, la date officielle de la fin de la Longue Marche a été repoussée d'octobre 1935 à octobre 1936, arrivés des derniers soldats communistes au Shaanxi.

CORRESPONDANCE

Le rôle de Jean Sainteny dans les événements d'Indochine

A la suite de la publication dans le Monde daté 30 novembre-1^{er} décembre d'un article de Philippe Franchini concernant le quarantième anniversaire du bombardement de Haiphong, nous avons reçu la lettre suivante de M^{me} Jean Sainteny : « Les « discussions » avec Ho Chi Minh, comme il est dit dans l'article, furent conduites par Jean Sainteny, alors commissaire de la République pour le Tonkin et le nord de l'Annam (aujourd'hui le Vietnam). Elles aboutirent, après six mois d'efforts dans des conditions difficiles et dramatiques, aux fameux accords du 6 mars 1946 qui auraient pu éviter la guerre que nous avons connue. C'est également Jean Sainteny qui réussit, au mois de juin suivant, à amener Ho Chi Minh en France pour la conférence de Fontainebleau. C'est enfin Jean Sainteny qui fut la première victime de l'insurrection qu'il avait voulu éviter. Laissé pour mort sur un trottoir de Hanoi le 19 décembre 1946, il reprit le 23, sur une civière, possession du gouvernement général. La suite fut écrite par d'autres. Il ne versa jamais, quant à lui, d'autre sang que le sien. »

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

FRANÇOIS GUILLAUME

dimanche 18 h 15

animé par Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON et Jacques GRALL (Le Monde)
Jean-Yves HOLLINGER et Isabelle DATH (RTL)

en direct sur

RTL

Etranger

• Le Monde • Dimanche 21-Lundi 22 décembre 1986 3

ÉTATS-UNIS : les ventes d'armes à l'Iran et l'aide aux « contras »

Le procureur spécial Walsh disposera d'un large mandat pour mener son enquête

WASHINGTON
de notre correspondant

Les trois hauts magistrats, chargés de désigner le procureur spécial qui enquêtera sur l'affaire du financement illégal de la guérilla antisandiniste par les ventes d'armes secrètes à l'Iran ont fait appel, vendredi 19 décembre, à un avocat d'affaires républicain et solidement conservateur, M. Lawrence Walsh, soixante-quatre ans. Les magistrats ont toutefois confié un mandat plus large que ne l'avait souhaité le département de la Justice à cet ancien président de l'Association du barreau américain qui avait été attorney général adjoint sous le pré-

sident Eisenhower et avait participé, sous M. Nixon, aux négociations de paix avec le Vietnam.

Non seulement M. Walsh devra enquêter sur les ventes d'armes « directes ou indirectes » à l'Iran depuis 1984 ainsi que sur le détournement du produit de ces ventes en faveur de « toute personne, organisation, gouvernement étranger, faction ou groupe d'insurgés dans tout pays étranger », mais il devra aussi se pencher sur l'apport et la coordination d'un soutien aux personnes et groupes exposés (...) dans un conflit armé avec le gouvernement du Nicaragua depuis 1984.

L'attorney général, M. Edwin Meese, avait souhaité que le procureur spécial se cantonne aux ventes d'armes et à l'utilisation de leurs bénéfices sans remonter plus haut que 1985, date supposée des premières livraisons d'armes américaines à Téhéran, par l'intermédiaire, à l'époque, d'Israël. En décidant autrement, les trois magistrats ont choisi M. Walsh qui ont, de fait, demandé d'examiner le fonctionnement de tout le réseau d'aide privée apportée aux « contras » — avec l'appui politique, moral et très vraisemblablement logistique de la Maison Blanche — durant les trois années (1984, 1985 et 1986) où le Congrès avait interdit toute forme d'aide militaire.

L'enquête n'étant de surcroît pas limitée au Nicaragua, c'est toute l'application de la politique, conçue et développée sous M. Reagan, d'encouragement aux guerilles anti-communistes du monde — les « combattants de la liberté » — qui devrait être disséquée dans ses aspects légaux.

Un patricien de la Nouvelle-Angleterre

Véritable caricature de patricien de la Nouvelle-Angleterre, M. Walsh (« Ed » pour les intimes) a promis une « enquête juste et complète », et M. Reagan l'a aussitôt assuré de sa « totale coopération ». Il n'en reste pas moins qu'en l'état actuel des choses la vérité ne sera pas connue de M. Walsh, le temps de constituer son équipe, ne pourra se mettre au travail avant plusieurs semaines, et les commissions spéciales de la Chambre et du Sénat, qui seront formellement mises en place en janvier, n'arriveront pas de remettre leurs conclusions avant la fin de l'été.

Malgré les auditions secrètes ou publiques tenues depuis le début du mois par plusieurs commissions régulières du Congrès, on est toujours dans le brouillard le plus complet tant sur le type et les quantités exactes d'armes livrées à l'Iran, que sur le montant des sommes détournées, leur utilisation et les personnes impliquées dans cette opération. Vendredi, sortant d'une audition par la commission des

affaires de renseignement de la Chambre, M. Meese a réaffirmé que seuls auraient été au courant l'amiral Poindexter et M. McFarlane, les deux anciens conseillers pour les affaires de sécurité nationale, et leur ancien collaborateur à tous deux, le lieutenant-colonel North.

L'attorney général a ajouté que le lieutenant-colonel lui aurait déclaré le 23 novembre, deux jours avant d'être limogé, que le président avait tout ignoré des reverses aux « contras ». Un document du principe de ces reverses aurait été trouvé à cette même date dans les dossiers d'Oliver North, mais aucun de ces deux éléments nouveaux n'est à même de convaincre définitivement que M. Reagan n'aurait réellement rien su du financement occulte apporté aux antisandinistes.

A ce rythme, le dévoiement progressif du scandale va durer jusqu'au plein démantèlement, est-ce, de la campagne des primaires pour l'élection présidentielle de 1988, et l'on voit de moins en moins (sauf signature avec l'URSS d'un accord de désarmement) comment M. Reagan pourra désormais reprendre un minimum d'initiative politique.

Cette situation favorise considérablement d'abord les démocrates et ensuite les candidats républicains, qui pourront se prévaloir d'une certaine distance vis-à-vis de M. Reagan. C'est la raison pour laquelle le vice-président Bush, jusqu'à présent grand favori pour la succession mais qui recule en ce moment dans les sondages, vient d'appeler publiquement M. Poindexter et North à révéler « avant Noël » tout ce qu'ils savaient ou, au moins, à répondre « juste à une seule » question : « Avez-vous parlé au président du détournement de fonds ? »

Rappelant à ces deux officiers que le port de l'uniforme peut impliquer qu'on ait à faire de « grands sacrifices », M. Bush s'est dit sûr que leur réponse laisserait M. Reagan de tout soupçon. Ni l'amiral ni surtout le lieutenant-colonel, qui se plaignait d'avoir été abandonné par ses « amis ou prétendus amis », ne semblent cependant décidés à parler.

BERNARD GUETTA.

TRINITÉ-ET-TOBAGO : les élections du 15 décembre

La chute des cours de l'or noir a été fatale à l'équipe de M. Chambers

L'opposition modérée vient à son tour de remporter une écrasante victoire aux élections législatives de Trinité-et-Tobago, le lundi 15 décembre, en s'adjugeant trente-trois des trente-six sièges du Parlement de Port-d'Espagne. L'Alliance nationale pour la reconstruction (NAR), constituée il y a une année à peine par quatre formations d'opposition, a fait beaucoup mieux que ses dirigeants eux-mêmes pouvaient espérer. Venant s'ajouter à l'assure du pouvoir, l'effondrement des prix du pétrole aura été fatal au parti du premier ministre sortant, M. George Chambers. Sa défaite est d'autant plus cuisante que le Mouvement national du peuple (PNM), qui avait conduit cette ancienne colonie britannique à l'indépendance en 1962, avait tenu les rênes du gouvernement sans discontinuer depuis trente ans.

Avec ce changement d'équipe dirigeante, un nouveau chapitre s'ouvre dans l'histoire de Trinité-et-Tobago. Une page avait déjà été tournée en 1981, après la mort d'Eric Williams, le « père de la nation », qui avait dominé la scène politique pendant un quart de siècle, tout en assurant la stabilité du pays.

Nationaliste et modérément progressiste, Eric Williams avait réussi à préserver un système parlementaire d'inspiration britannique malgré de sérieux remous sociaux et politiques. Il est vrai que la manne pétrolière qui s'est déversée sur les deux îles jumelles après 1974 l'avait grandement aidé dans sa tâche.

Grâce aux nouvelles ressources de l'or noir et de ses raffineries, Trinité-et-Tobago avait connu un rapide essor et de substantiels bouleversements. En quelques années, le pays du calypso était devenu l'état le plus riche de l'hémisphère au sud des États-Unis, avec un revenu annuel par habitant de sept mille dollars. Cette relative prospérité s'était poursuivie au lendemain de la disparition d'Eric Williams. Quelques mois plus tard, son parti avait encore aisément gagné les élections.

Priorité à la reprise

Une certaine morosité n'a cependant pas tardé à succéder à l'euphorie pétrolière. Le malaise engendré par la diminution des recettes du pétrole, qui assurait 90 % des exportations, a fini par avoir des répercussions sociales et politiques. Pour l'opposition, c'était une occasion rêvée de tenter d'envoyer le PNM. Des dissidents du parti gouvernemental se sont alors joints à ses adversaires pour créer la NAR, coalition pluri-bénéficiaire allant de l'Organisation de reconstruction nationale (ONR), de droite, aux intellectuels plus ou moins attachés au mouvement TAPPA, en passant par le Front uni du travail de M. Basdeo Pandey, chef du remuant syndicat des ouvriers agricoles.

Parfois contesté, le dirigeant de l'ONR, principale force de cette alliance, M. Karl Hudson Phillips, un ancien ministre bien en cour à Washington et soutenu par les milieux d'affaires, a préféré se tenir en retrait. A sa tête, la NAR a placé un avocat de Tobago, M. Arthur Napolean Robinson, chef de file d'un petit parti local, qui réclamait une plus grande autonomie pour son île natale un peu délaissée par sa grande sœur voisine.

Donnant la priorité à la reprise économique, l'opposition aura habilement réussi à canaliser le mécontentement provoqué par les incertitudes conjoncturelles. La montée du chômage, la fermeture d'entreprises, la détérioration du pouvoir d'achat et d'autres maux de la récession

lui avaient fourni autant de thèmes électoraux. En plus de la critique de la gestion des ressources pétrolières, de la corruption et du gaspillage, le principal grief adressé au gouvernement sortant était d'avoir laissé l'économie trop dépendante de l'industrie pétrolière.

Longtemps l'un des États les plus prospères des Caraïbes, Trinité-et-Tobago doit absolument réaménager son économie si elle veut enrayer le déclin de ces dernières années. Au rythme actuel d'extraction, ses réserves pétrolières seront épuisées dans huit à dix ans, à moins de découvrir de nouveaux gisements. Pour redresser la barre, il est devenu indispensable de diversifier les exportations, en poursuivant notamment le développement de l'industrie manufacturière.

« Nous ne promettons pas le Pérou, mais si nous supprimons les taxes du passé, nous pourrions faire de ces deux îles un paradis potentiel », avait déclaré, durant la campagne, M. Robinson. Le nouveau premier ministre espère sortir de l'ombre par des recettes libérales classiques, en réduisant les impôts, en stimulant la consommation et la décentralisation administrative. L'opposition, qui a bénéficié de la participation élevée (plus de 70 %), a également promis de surmonter les traditionnelles rivalités entre les deux principaux groupes ethniques, les Noirs et les Indiens d'origine asiatique, longtemps tenus en marge des responsabilités gouvernementales.

En politique étrangère, le nouveau gouvernement s'est engagé à renforcer la coopération avec le CARICOM, dont les autres membres se plaignent des restrictions aux importations réintroduites par Trinité-et-Tobago, le plus important marché de la zone. Une amnistie d'ailleurs est promise aux ressortissants de la communauté des Caraïbes séjournant illégalement dans le pays. Enfin, ce changement de gouvernement ne devrait pas déplaire à Washington. Trinité-et-Tobago ayant été l'un des rares pays de cette région névralgique à ne pas désapprouver l'intervention des troupes américaines à Grenade, en novembre 1983.

JEAN-CLAUDE BUIHNER.

• BRÉSIL : l'ancien chef de la police brésilienne a huit jours pour quitter le pays. — L'ancien chef de la police politique d'Haïti, l'ex-colonel Albert Pierre, dispose de huit jours pour quitter le territoire brésilien, a indiqué, le vendredi 19 décembre, le ministre de la justice M. Paulo Brossard. Mercredi, la Cour suprême fédérale avait rejeté une demande d'extradition vers Haïti d'Albert Pierre, formée par le gouvernement de Port-au-Prince, le 23 mars.

M. Reagan souhaite la fabrication de cinquante missiles MX mobiles

Washington (AFP). — Le président Reagan a décidé, le vendredi 19 décembre, de demander prochainement au Congrès d'approuver la fabrication de cinquante missiles intercontinentaux MX supplémentaires. Ces missiles à dix ogives seront disposés sur des wagons de chemin de fer spéciaux, contrairement aux cinquante premiers MX, dont le Congrès a décidé le déploiement en 1985 dans des silos fixes. Cette mobilité est destinée à donner aux MX une moindre vulnérabilité.

M. Reagan a également donné son accord à la poursuite du développement d'un missile mobile à une ogive, plus petit que le MX, le Midgeman. Le président aurait arrêté

un programme de modernisation des forces stratégiques américaines à l'issue d'une réunion, vendredi, avec les principaux chefs militaires.

Le coût de fabrication des cinquante MX supplémentaires et leur déploiement est estimé à environ 15 milliards de dollars. Quant aux Midgeman, la production de cinq cents missiles, chiffre souhaité par le Pentagone, reviendrait à quelque 40 milliards de dollars.

Les Soviétiques développent, eux aussi, un missile intercontinental à dix ogives mobile sur rail, le SS-24. Ils disposent déjà d'un missile plus petit à une seule ogive, le SS-25.

• M. Reagan veut un budget militaire de 312 milliards de dollars en 1989. — M. Reagan va demander un budget militaire de 312 milliards de dollars au titre de l'exercice 1989, soit un montant sensiblement inférieur aux chiffres présentés auparavant par le département de la défense, ont déclaré lundi 15 décembre des hauts fonctionnaires du Pentagone souhaitant conserver l'anonymat. Ils ont précisé qu'il a été demandé au Pentagone de

dresser des priorités à l'intérieur d'une enveloppe globale de 312 milliards de dollars, avant que le projet de budget ne soit soumis au Congrès en janvier 1987. L'administration demandait cependant au Congrès une « rallonge » budgétaire au titre de 1987 « pour quelques éléments [qu'elle avait] demandés, mais non obtenus en 1987 ». Le montant de cette rallonge n'a pas été précisé. — (Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

Importante manifestation en faveur des droits de l'homme à Buenos-Aires

Buenos-Aires. — Plus de 60 000 personnes ont manifesté vendredi 19 décembre dans le centre de Buenos-Aires afin de protester contre le projet du gouvernement argentin de mettre un terme aux poursuites contre les militaires accusés d'avoir violé les droits de l'homme pendant la dictature militaire (1976-1983).

La manifestation, qui s'est déroulée sans incidents, s'est achevée devant le bâtiment du Parlement argentin. Le projet de loi gouvernemental, qui doit mettre « un point final » aux actions pénales contre les auteurs de répression sous la dictature, doit être examiné par le Sénat, réuni en session extraordinaire.

Ce rassemblement, qui, selon les observateurs, est le plus important jamais organisé sur les droits de l'homme sous le gouvernement du président Raúl Alfonsín, avait été mis sur pied par les principaux partis de l'opposition et les organisations humanitaires. — (AFP.)

Colombie

Défilé silencieux après le meurtre d'un journaliste

Quatre mille journalistes et employés de presse ont participé, le vendredi 19 décembre, à une manifestation silencieuse dans le centre de Bogotá, à la mémoire de Guillermo Cano, directeur du quotidien El Espectador, assassiné mercredi à la suite de ses articles sur le trafic de drogue.

La manifestation a été précédée d'une grève de 24 heures de tous les médias colombiens. Un orateur a lu les noms de vingt-deux des vingt-six journalistes assassinés au cours des dix dernières années, et qui avaient pour la plupart pris nettement position contre la mafia de la drogue. Le

meurtre de Cano, qui était à la tête de son journal depuis trente-quatre ans, a plongé le pays dans la stupeur. — (Reuters.)

Maroc

Tension dans les enclaves espagnoles

Une vive tension régnait du nouveau le samedi 20 décembre dans les enclaves espagnoles au Maroc après des affrontements entre forces de l'ordre et musulmans jeudi à Melilla. Huit policiers et deux manifestants ont été blessés. Les musulmans ont tenté une campagne de protestation contre la loi qui permet aux autorités d'expulser les personnes d'origine marocaine qui n'ont pas le statut de citoyen espagnol et ne disposent pas d'un permis de travail. A Ceuta, une manifestation prévue pour samedi a été interdite. — (Reuters.)

Roumanie

Grèves en Transylvanie en novembre dernier

Vienne (AFP). — Des grèves ont éclaté début novembre dans plusieurs usines de Cluj, Turda, Brasov, Timisoara et Arad (Transylvanie), où vit une forte minorité hongroise qui se plaint de plus en plus d'une assimilation forcée, a annoncé une revue satirique, la Presse hongroise de Transylvanie. A l'usine Combinatul de Utile Grey de Cluj, vingt-cinq ouvriers qui avaient participé aux grèves ont « disparu » deux semaines après la cessation du mouvement de mécontentement, affirme la revue parvenue à l'AFP à Vienne. Aucune confirmation de ces événements n'a pu être obtenue de sources indépendantes.

Les ouvriers grévistes étaient pour la plupart membres de la minorité hongroise de Roumanie (environ 2 millions de personnes), affirme la revue, sans préciser si le durcissement des grèves ni le nombre des ouvriers qui y ont participé. La grève avait débuté à la suite d'un rationnement du pain à 300 grammes par personne et par jour à partir du 1^{er} novembre en Transylvanie, selon la même source. La quantité de pain disponible a été insuffisante malgré le rationnement, et les ouvriers n'ont pu s'approvisionner après la fermeture des usines, qu'ils n'ont pas le droit de

quitter pendant leur journée de travail. Les grèves ont cessé après l'arrivée de nourriture supplémentaire.

Suriname

Négociations avec la France sur les réfugiés installés en Guyane

Paramaribo (Reuters). — Une délégation du Suriname discutera, la semaine prochaine à Paris, du sort des quelque cinq mille réfugiés qui ont fui le pays pour la Guyane française à la suite des combats entre les troupes surinamaises et les rebelles de Ronny Brunswijk.

Dans un communiqué, le ministre surinamais des affaires étrangères précise que la délégation sera composée de représentants des ministères de l'Intérieur, de la santé et des affaires étrangères.

Auparavant, le chef de la diplomatie, M. Henk Herremberg, avait convoqué le chargé d'affaires français à Paramaribo pour demander des éclaircissements sur des informations selon lesquelles Paris s'apprêterait à envahir le Suriname à la suite de la défaite initiale des rebelles. Le gouvernement du Suriname a déclaré que l'armée a repris le contrôle des villes stratégiques de Moengo et Albina, près de la frontière guyanaise.

Les autorités reconnaissent qu'une douzaine de civils ont été tués au cours des combats, ainsi qu'une vingtaine de rebelles. Elles ont également demandé des informations, qualifiées de crédibles par le secrétaire d'Etat américain George Shultz, selon lesquelles l'armée aurait commis des massacres dans la population civile.

Togo

Treize condamnations à mort

La cour de sûreté de l'Etat de Lomé a condamné à mort, dans la nuit du vendredi 19 au samedi 20 décembre, treize personnes, dont trois par contumace, pour partici-

pation à la tentative de coup d'Etat du 23 septembre dernier à Lomé. Parmi les condamnés par contumace figure M. Ghislain Olympe, fils de l'ancien président de la République togolaise assassiné en 1983.

Quatorze personnes ont par ailleurs été condamnées à la prison à perpétuité (sept par contumace). Des peines de un mois à un an de prison ont été également prononcées, ainsi que trois acquittements. Le procès avait commencé jeudi. Plusieurs des condamnés ont reconnu avoir été recrutés au Ghana, où ils se sont entraînés au maniement des armes avant d'être parvenus à leur formation militaire au Suriname. La plupart sont togolais.

La tentative de coup d'Etat s'était soldée en fait par un raid contre Lomé, qui fit vingt-six morts selon la version officielle. Le contrôle de la situation avait un moment échappé au président Eyadéma, qui obtint l'envoi d'un contingent de parachutistes français. Ceux-ci n'eurent finalement pas à intervenir.

Turquie

Trois militaires tués à la frontière grecque

Un officier et un soldat turcs et un soldat grec ont été tués le vendredi 19 décembre lors d'un accrochage à la frontière turco-grecque. — Selon un communiqué de l'état-major général des armées turques à Ankara, le lieutenant Hakan Turkymaz et un soldat dont l'identité n'a pas été révélée ont été tués par balles dans la région de Kesenlispaz, en Thrace orientale (nord-ouest de la Turquie), lors d'un échange de coups de feu avec un groupe de cinq ou six militaires grecs. Le communiqué, qui affirme que les militaires grecs ont ouvert le feu en premier, ne précise pas si cet incident a fait des victimes du côté grec.

Selon la police grecque, un soldat grec a été tué et un autre grièvement blessé par une patrouille turque, composée de cinq soldats, qui a ouvert le feu sur une patrouille grecque de trois hommes. Un soldat grec a répondu en tirant une salve, a ajouté la police de Salonique (nord de la Grèce).

Les deux pays ont échangé des notes de protestations par l'intermédiaire de leurs ambassadeurs. — (AFP.)

LA MÉMOIRE BLESSÉE



ALZHEIMER : UN AUTRE NOM POUR LA FOLIE
Un document traduit de l'américain par Gabrielle Rolin

NS LA MANUFACTURE

88

صباحنا من الامم

Europe

URSS : le retour à Moscou de M. Andrei Sakharov

L'académicien aurait obtenu certaines garanties des autorités

MOSCOU
de notre correspondant

M. Andrei Sakharov a négocié en détail avec les autorités les conditions de son retour à Moscou, a-t-on appris, le vendredi 19 décembre, d'un de ses proches qui a pu s'entretenir avec lui par téléphone. L'émis-saire du pouvoir était M. Gouri Martchouk, le nouveau président de l'Académie des sciences, qui s'est rendu vendredi à Gorki, la ville située à 400 kilomètres à l'est de Moscou et fermée aux étrangers, où Andrei Sakharov était exilé depuis 1980.

M. Martchouk a eu une longue conversation avec M. Sakharov et parlait directement au nom de M. Gorbatchev. Le numéro un soviétique avait téléphoné mardi à Gorki pour annoncer lui-même au couple Sakharov qu'il pouvait regagner Moscou. Un « accord de principe » a été arrangé avec M. Martchouk. La clause principale qui a été annoncée vendredi en fin de matinée aux correspondants occidentaux par M. Petrovski, vice-ministre des affaires étrangères, est la levée de l'assignation à résidence qui pesait sur l'académicien et sur son épouse, M^{me} Elena Bonner. M. Petrovski a établi une distinction juridique entre la fin de la mesure administrative qui frappait M. Sakharov et la « grève » qui touche M^{me} Bonner, laquelle avait été condamnée par un tribunal.

M. Sakharov « pourra travailler à nouveau activement à Moscou au sein de l'Académie des sciences », a encore indiqué M. Petrovski. Tel est en effet le second volet public de « l'accord ». M. Sakharov est autorisé à reprendre ses travaux à l'Institut de physique énergétique. M. Martchouk, qui est de quatre ans le cadet de M. Sakharov et a eu un

début de carrière scientifique moins fulgurant que ce dernier, a appartenu à ce même institut de 1953 à 1962 en tant que chef d'une section spécialisée dans la recherche nucléaire.

Les deux hommes se connaissent bien, ce qui explique le choix de M. Martchouk comme émissaire de M. Gorbatchev. M. Martchouk était devenu président de l'Académie des sciences, une des plus prestigieuses institutions soviétiques et la seule à pratiquer le vote à bulletin, le 16 octobre dernier.

Les autorités souhaitent donner un tour officiel au retour de M. Sakharov. Il n'est pas impossible par exemple que ce dernier soit

accueilli dans la capitale par une personnalité gouvernementale, mais cette cérémonie exclurait M^{me} Bonner. Le KGB teste depuis des années de diviser le couple et présente volontiers M. Sakharov comme une victime de l'activisme de son épouse. Il y a des relents d'antiféminisme dans cette campagne de rumeurs : ses propagateurs insistent lourdement sur le fait que M. Sakharov est Russe et M^{me} Bonner juive.

Des visas pour certains « refuzniks »

M. Sakharov aurait obtenu un certain nombre de garanties des

autorités. Il aurait ainsi le droit de s'exprimer librement. Il semble que M. Gorbatchev souhaite réellement qu'il reprenne son activité à l'Institut de physique énergétique. Il ne paraît pas être question pour le moment d'une demande d'émigration.

L'accord conclu comprendrait également plusieurs mesures individuelles. M. Sakharov aurait beaucoup insisté pour que celles-ci soient explicitement énumérées même si elles ne sont pas immédiatement rendues publiques. La première, qui devrait prendre effet dans les jours qui viennent, est l'autorisation de sortie accordée à M^{me} Inna Meïman qui souffre d'un cancer et souhaite depuis des années aller aux Etats-Unis tenter le traitement médical par laser adapté à son cas. Le Sloan Kettering Hospital de New-York a proposé de la prendre en charge. M^{me} Meïman est l'épouse du mathématicien Nehuman Meïman, un ami personnel de M. Sakharov et l'un des rares membres du comité exécutif de surveillance des accords de Helsinki, aujourd'hui dissous, qui n'ait pas pris le chemin de l'exil ou des camps.

Plusieurs « refuzniks » (juifs auxquels on a refusé l'autorisation d'émigrer en Israël) de Leningrad et de Moscou, dont certains attendent leur visa depuis plus de dix ans, pourraient également bénéficier aux termes de cet accord.

Le couple Sakharov est depuis vendredi matin libre de ses mouvements. Les gardes ont disparu des abords de l'appartement de Gorki, ont affirmé, à Moscou, des amis du couple. Il appartient maintenant aux Sakharov de fixer eux-mêmes le jour de leur retour dans la capitale.

DOMINIQUE DHOMBRES.



Les « dérapages » de la russification

(Suite de la première page.)

Sans doute le programme du parti, adopté par le vingt-septième congrès en mars dernier, n'innovait pas fondamentalement dans ce domaine. D'un côté, l'on retrouve dans ce texte les vieilles formules triomphalistes proclamant que le problème a été « résolu avec succès », que le but poursuivi est le « rapprochement constant des nations et ethnies », voire leur « pleine unité ». De l'autre, on tend à préciser que cet objectif final ne pourra être réalisé que « dans une perspective historique éloignée », qu'il faut se garder de toute « accélération artificielle » dans un processus qui doit rester fondé sur « le volontarisme, l'égalité et la coopération fraternelle ». Mais les propos tenus au congrès du parti et ailleurs montraient bien qu'une telle accélération était en cours au moins sur deux points.

A propos de la langue d'abord, l'accent était mis sur la généralisation du russe, aussi bien dans l'enseignement que dans l'armée, considérée déjà sous Brejnev comme le creuset privilégié de l'homme soviétique. Ecrivant dans la revue *Kommunist* en mai dernier, l'académicien Bromel constatait que la proportion des Soviétiques déclarant parler couramment le russe était passée de 76 à 82 % de la population entre 1970 et 1979, mais aussi que, « dans certaines républiques, la jeunesse d'aujourd'hui connaît plus mal cette langue que la génération moyenne ». Il convenait donc à son avis de promouvoir « une nouvelle extension et l'amélioration qualitative de la connaissance du russe, en particulier dans les zones rurales

d'Asie centrale, de Transcaucasie et d'Estonie ».

Une situation qui se traduit, en Asie centrale notamment, par la construction quasi exclusive d'écoles de langue russe au détriment des autres. « A Frounze (capitale de la Kirghizie), le nombre des écoles kirghizes a augmenté pas, alors qu'il s'en construit des centaines », constatait en août dernier l'écrivain kirghize Tchinguiz Aïmatov, avant de déplorer qu'il n'existe pas non plus dans cette ville un seul jardin d'enfants pratiquant officiellement la langue nationale. Et l'un des rares orateurs qui aient évoqué ce problème à la tribune du congrès du parti avait été une institutrice ouzbèke qui se proclamait : « [Je suis] fière que moi-même et tous les membres de ma famille parlions russe, que plus la moitié des habitants de la république considèrent cette langue comme leur seconde langue maternelle ». Tout cela avant de demander l'envoi d'un plus grand nombre de diplômés en provenance de la fédération russe pour enseigner le russe en Ouzbékistan.

Trente mille Ouzbeks expatriés

Mais le dérapage a été encore plus accentué par le biais du mouvement des cadres et de la main-d'œuvre. Le programme du parti était fort net dans ce domaine, puisqu'il prévoyait « de développer l'échange des cadres ouvriers et spécialistes entre les Républiques, d'élargir et d'améliorer la formation de travailleurs qualifiés parmi les citoyens de toutes nationalités et ethnies ». Une noble ambition en apparence mais qui s'est traduite par une intensification de la russi-

fication d'un côté et par un déracinement des populations locales de l'autre.

Ainsi, le premier secrétaire d'Ouzbékistan annonçait fièrement en mars que trente mille Ouzbeks allaient s'expatrier pendant le quinquennat en cours vers des chantiers de Sibirie et en Russie européenne, tandis que « des cadres expérimentés du parti et des soviets en provenance de l'appareil central, des grandes organisations du parti de la fédération russe et d'autres républiques seront affectés à un travail permanent en Ouzbékistan ». Son collègue du Turkménistan annonçait lui aussi le transfert de six cents familles rurales de sa république vers l'Est de l'Ouzbékistan, parallèlement à l'envoi d'un « important détachement de nos ouvriers et spécialistes » sur le chantier de la voie ferrée Balkh-Amour dans la même région. Bien sûr, il n'était pas question de voir dans tout cela une « russification des républiques d'Asie centrale et de la perte de leur identité nationale », comme « les idéologues bourgeois le crident de manière pharisaïque », renchérisait le chef du parti en Kirghizie : tout simplement, « les peuples de l'Orient soviétique, avec l'aide fraternelle du peuple russe et des autres peuples de l'URSS, ont fait en un court délai un saut impétueux de l'ère patriarcale à la civilisation socialiste ».

Or ce n'est pas un hasard si les désordres se produisent au Kazakhstan, la république qui a précisément servi de banc d'essai toutes ces dernières années à cette politique de « brassage des cadres ». Le parachutage à Alma-Ata de M. Kolbine, un Russe qui de surcroît n'avait jamais travaillé au Kazakhstan, a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase de la russification, mais la mesure n'avait rien de très nouveau : les trois prédécesseurs du Kazakh Kounaev avaient été, dans les années 50, deux Russes, Leonide Brejnev et Nikolai Beliaev, et un Biélorusse, Panteleimon Fomchenko.

Plus bas également, au niveau des dix-neuf régions qui compte le Kazakhstan, on recense huit premiers secrétaires russes contre dix Kazakhs, le dernier étant un Allemand, M. Braun, nommé il y a trois mois seulement chef du parti dans la région des terres vierges à la place d'un Russe : sans doute pour satisfaire les demandes discrètes de Bonn, des gestes ont été faits ces derniers temps en direction des anciens Allemands de la Volga, déportés par Staline, et qui sont environ un million au Kazakhstan.

Les Kazakhs n'ont pas droit à ces égards, mais la situation n'était guère différente sous Brejnev : on recensait en 1981 sept premiers secrétaires régionaux russes contre onze « nationaux ». De toute manière, le Kazakhstan était et est

resté beaucoup moins favorisé sur le plan national que les républiques voisines d'Asie centrale (deux Russes seulement sur deux premiers secrétaires régionaux en Ouzbékistan, par exemple), même si le système de l'« œil de Moscou », déjà bien rodé sous Staline, s'applique à tous : partout où le chef du parti est un « national », son adjoint direct est un Russe ou un autre Slave parachuté par l'appareil central en qualité de second secrétaire. Le fait que M. Kolbine avait déjà précédemment joué un tel rôle en Géorgie a peut-être ajouté au mécontentement à Alma-Ata.

Le zèle « russe » de M. Ligatchev

Notons encore que le plus zélé promoteur de la politique de « brassage des cadres » n'est pas M. Gorbatchev, qui ne s'est pas beaucoup prononcé sur la question, mais le numéro deux du parti, M. Ligatchev, qui supervise notamment au secrétariat central les mouvements de personnel et a donc dû jouer un rôle-clé dans la désignation de M. Kolbine à la tête du Kazakhstan. Dans son discours au vingt-septième congrès, M. Ligatchev avait précédemment critiqué le propos de la période Brejnev les « mentalités locales et régionalistes » qui « empêchaient la promotion aux postes de direction de représentants de toutes les nationalités, gênait l'échange de cadres entre les régions, le brassage des fonctionnaires expérimentés entre les républiques et le centre, entre les cantons et les villes du pays ». C'est d'ailleurs à lui, et non au rapport de M. Gorbatchev, que s'étaient référés les orateurs d'Asie centrale cités plus haut et qui abondaient dans ce sens.

Comme le même numéro deux avait traité ses discours d'« hommages remarquables à la culture russe, à la nécessaire sauvegarde de ses monuments et de sa terminologie, ainsi qu'au sauvetage de la propriété de Léon Tolstoï à Iasnaïa Poliana, tout cela donnait un fort relief à la mesure n'avait rien de très nouveau : les trois prédécesseurs du Kazakh Kounaev avaient été, dans les années 50, deux Russes, Leonide Brejnev et Nikolai Beliaev, et un Biélorusse, Panteleimon Fomchenko.

MICHEL TATU.

Satisfaction prudente dans les capitales occidentales

La décision des autorités soviétiques d'autoriser Andrei Sakharov et son épouse à regagner Moscou a été accueillie, le vendredi 19 décembre, avec une satisfaction prudente dans les capitales occidentales.

« A WASHINGTON, la Maison Blanche s'est déclarée « satisfaite », tout en notant que « le système de violation des droits de l'homme se poursuit ». D'innombrables autres « personnes sont déçues en URSS », simplement du fait de leur désir d'exprimer leur voix », a souligné M. Larry Spektor, le porte-parole de la Maison Blanche.

« EN FRANCE, le ministre du Commerce extérieur, M. Michel Noir, a estimé que l'URSS avait besoin « de faire un geste symbolique vis-à-vis de l'Occident après la mort de Martchenko ». « C'est une horrible arithmétique », a-t-il ajouté en approuvant la « bonne nouvelle » sur les époux Sakharov. M. Noir, en

compagnie de M. François Léotard, avait rencontré, le 20 mars 1984, M^{me} Bonner à Moscou.

M. Pierre Brana, secrétaire national au PS, a déclaré que son parti « se réjouit de ce pas en avant », « encore qu'il soit bien minime en regard des milliers de Sakharov qui meurent lentement dans les goulags ».

M. Georges Marchais a estimé que le geste des autorités soviétiques prouve la « volonté » des dirigeants de ce pays « d'engager l'URSS vers plus de démocratie ».

« A LONDRES, le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, s'est également félicité de la décision des autorités soviétiques, tout en encourageant l'opinion internationale à ne pas oublier les violations des droits de l'homme en URSS.

L'Autriche et la Norvège ont proposé d'accueillir l'ancien prix Nobel de la paix.

« Le délit d'opinion est injustifiable » déclare M. Georges Marchais dans « l'Humanité »

« C'est une bonne nouvelle. Nous nous félicitons d'autant plus que nous considérons le délit d'opinion comme injustifiable, et que, à plusieurs reprises, nous avons attiré l'attention sur le cas de Sakharov. » Ainsi s'exprime M. Georges Marchais dans « l'Humanité » de ce 20 décembre, qui publie une déclaration du secrétaire général du PCF intitulée « La réalité d'une volonté ». La « volonté » dont il s'agit est celle des dirigeants soviétiques d'aller « vers plus de démocratie dans tous les domaines ». M. Marchais reproche à ceux qui, en France, « n'ont que les mots « droits de l'homme » à la bouche », de vouloir, à cette occasion, relancer « une campagne anti-soviétique particulièrement agressive autour de l'idée : « Avec Gorbatchev, c'est pire qu'avant » alors que « le sort de Sakharov leur importe peu ».

Lors de la dernière session du comité central, un dirigeant du PCF avait remarqué que à l'occasion de la mort du dissident soviétique Anatoli Martchenko, « nous aurions dû réaffirmer nos positions sur les droits de l'homme », reprochant implicitement au Comité de défense des libertés et des droits de l'homme, que préside M. Marchais, d'être resté silencieux. M. Wurtz, ancien secrétaire de M. Marchais, lui avait donné acte de sa critique (le Monde du 19 décembre).

O. B.

Afrique

TUNISIE

L'Union générale des travailleurs s'est dotée d'un bureau exécutif plus représentatif

TUNIS
de notre correspondant

En dépit des déclarations officielles, la russification syndicale soulevée par le président Bourguiba s'est révélée impossible à réaliser telle qu'elle était prévue, et un nouveau processus vient d'être engagé. La fusion, voilà quatre mois, de la nouvelle direction de l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens) — qui venait de remplacer, dans des conditions discutables, le bureau exécutif légitime de la centrale — avec celle de l'UNTT (Union nationale des travailleurs tunisiens) sous la bannière de la première, devait être entérinée le 20 janvier par un congrès (le Monde du 11 septembre). Mais encore fallait-il que les fédérations et syndicats de base s'engagent dans la même voie afin de désigner leurs délégués à ces assemblés. Or il était devenu évident, à un mois de l'échéance, que ce programme ne pourrait être respecté du fait du désintérêt d'une très large partie des syndicalistes encore attachés à leurs anciens représentants et des désaccords et des luttes d'influence existant au sein de l'exécutif réunifié.

Après de longues tractations dans lesquelles le pouvoir a très probablement eu son mot à dire, l'UGTT a annoncé, le vendredi 19 décembre, la constitution d'un nouveau bureau exécutif de dix-huit membres qui se voit plus représentatif puisqu'on y retrouve non sans surprise six des anciens dirigeants légitimes de la centrale. Ils siègeront aux côtés de six représentants de l'équipe qui les avait évincés au début de l'année et de six responsables de l'ancienne

UNTT. Autre surprise, M. Ismail Lejari, membre du bureau politique du Parti socialiste destitué, quitte l'exécutif et abandonne le secrétariat général à M. Abdelaziz Benzaoui.

Ainsi, avec le départ de M. Lejari, est rompu de jure le lien organique qui unissait à nouveau, depuis quelques mois, parti et syndicats. Avec le retour dans la centrale syndicale officielle de six des anciens adjoints de M. Habib Achour, est « casée » la légitimité à laquelle s'accrochait, contre vents et marées, l'ancienne direction de la centrale. Reste à savoir si ces dirigeants seront suivis par la base. D'ores et déjà, les syndicalistes démontrent en dehors de cette opération déclarant qu'ils ont agi à titre personnel et de manière illégale, sans l'accord d'aucune instance.

Dans le communiqué annonçant la constitution de ce nouvel exécutif, l'UGTT indique que celui-ci va préparer « sur des fondements démocratiques sains » un congrès extraordinaire de réunification dont la date n'est toutefois pas mentionnée. Elle doit également élaborer une charte syndicale « définissant une approche moderne de l'action syndicale dans un pays en voie de développement établissant le lien entre les droits et les obligations, l'intérêt immédiat et l'intérêt lointain, et permettant aux travailleurs de contribuer aux côtés des autres catégories du peuple à l'œuvre de développement ». Autant d'objectifs qui rejoignent la démarche que prône depuis plusieurs mois le gouvernement.

MICHEL DEURÉ.

Selon un responsable soviétique Les émeutes à Alma-Ata ont fait plusieurs morts

MOSCOU
de notre correspondant

Les émeutes d'Alma-Ata ont fait plusieurs morts et de nombreux blessés, a révélé le vendredi 19 décembre un responsable soviétique à un diplomate occidental. Les étudiants nationalistes qui sont descendus, dès mercredi au matin (et non dans la soirée, comme l'a affirmé Tass), dans les rues de la capitale du Kazakhstan étaient plusieurs milliers, a-t-il expliqué. Il y a eu de très nombreuses arrestations. L'agitation se poursuivait selon lui vendredi, mais à une échelle limitée : quelques groupes seulement continuaient à manifester.

Toujours selon ce responsable, les manifestants étaient uniquement des jeunes Kazakhs qui brandissaient des

pancartes rédigées dans leur langue, protestant contre la nomination d'un Russe, M. Kolbine, en remplacement d'un Kazakh à la tête de leur République.

On a pu voir vendredi soir au journal télévisé des images de M. Kolbine visitant une usine d'Alma-Ata en compagnie d'un membre du bureau politique venu de Moscou, M. Solomentsev : cette tournée aurait eu lieu jeudi.

Aucune allusion n'a été faite à cette occasion aux émeutes elles-mêmes, qui avaient pourtant fait l'objet d'un communiqué sans précédent dans les annales soviétiques, le jeudi soir à la télévision. Seuls la milice et les « volontaires » (*droujniks*) et non l'armée auraient réprimé l'émeute.

D. DH.

EXPOSITION
CHINE
JAPON
Du vendredi
19 décembre
au lundi 5 janvier
de 10 h à 21 h
HOTEL CONCORDE
LAFAYETTE

Le débat sur l'aménagement du temps de travail

Le gouvernement passe en force au Parlement

Nuit blanche pour les bras de fer ? Une nuit entière, celle du vendredi 19 décembre au samedi 20 décembre, a été consacrée au projet portant diverses dispositions d'ordre social auquel le gouvernement a attaché un dernier moment, sous forme d'amendement, le texte de l'ordonnance sur l'aménagement du temps de

travail que le président de la République a refusé de signer. Le texte a été adopté samedi à 9 h 20.

La majorité avait choisi de répliquer au chef de l'Etat en posant les feux de façon à faire adopter son projet avant la fin de la session parlementaire, samedi à minuit. Les socialistes ne devaient de tenter d'empêcher cette réplique, et

s'ils n'y parvenaient pas, de faire suffisamment de bruit sur ce passage en force du gouvernement. Dans cette partie d'échecs qui tourne au bras de fer au Palais-Bourbon, les adversaires n'avaient qu'une arme : la Constitution explicitée par le règlement de l'Assemblée. Ils en usèrent et en abusèrent, sans aucun profit pour la qualité du débat.

La V^e République exige : le gouvernement ne peut que l'emporter à l'Assemblée nationale. Mais il lui restait samedi à subir l'épreuve du Sénat. La course contre la montre commencée au Palais-Bourbon allait se poursuivre au palais du Luxembourg. Il lui faudra jouer les prolongations devant le Conseil constitutionnel. Le gagnant n'est pas encore désigné.

La folle nuit du Palais-Bourbon

Image d'une nuit : M^{me} Marie-Françoise Leduc, députée socialiste du Val-d'Oise, est à la tribune. Elle dit ses souhaits pour être à hauteur de son rôle. « *Enfin la nuit !* », crie-t-elle sur les bancs de la majorité. Elle dit ses vœux et en reste là. Depuis une heure et vingt minutes, elle défend avec un sérieux imperturbable une question préalable car elle estime que le projet gouvernemental ne mérite même pas d'être discuté. Sur les bancs du RPR on s'agite de plus en plus.

Il est 5 h 20 ce samedi et depuis vendredi 15 heures la gauche, une fois comme au bon vieux temps fait de l'obstruction. Sous le masque impénétrable d'un mandarin chinois, l'opposition commence à se manifester sur le visage du président de séance, le très « barbant » Philippe Mestre. Depuis quelques temps déjà il échange petits mots et signes d'intelligence avec MM. Philippe Séguin et André Rossinot, stoppe au banc du gouvernement.

Trop c'est trop : il demande à M^{me} Leduc de cesser son discours en contradiction avec la traditionnelle lecture du règlement qui veut que les temps de parole des orateurs défendant des motions de procédure ne soit pas limité.

Le blocage du bon déroulement des débats n'est pas chose nouvelle. Un quarton de députés de droite l'avait déjà en 1981 à 1986. La gauche a retenu le leçon, mais cette fois elle a dû innover. La tactique choisie par le gouvernement empêchant l'opposition d'user de l'arme devenue classique de la multiplication des amendements. Le « texte servait de locomotive » à l'Assemblée nationale le libellé de l'ordonnance rédigée par M. François Mitterrand ayant déjà été approuvé par la commission mixte députés-sénateurs, aucun amendement ne pouvait être mis en discussion sans l'accord du gouvernement.

La gauche n'a pas manqué de faire remarquer que le droit d'amendement inhérent à la démocratie parlementaire a été ainsi bafoué. Tout au long de multiples rappels au règlement, M. Pierre Joxe n'a cessé d'affirmer : « C'est un détournement de procédure, une fraude à la Constitution ». M. Lionel Jospin, qui vit, une paire d'heures, soutenir les députés de son parti, reproche ainsi à la majorité de vouloir se prendre le président de la République en otage. Le gouvernement lui avait demandé d'inscrire à l'ordre du jour du conseil des ministres de lundi un projet de loi d'exécution identique à l'amendement déposé subrepticement.

D'autres moyens existent pour freiner une discussion parlementaire. La gauche les utilise tous. Avec d'autant plus de succès que le gouvernement commet l'erreur de faire débattre du projet de loi sur les nouvelles procédures de licenciement avant celui dont l'adoption lui est si précieuse. La gauche peut ainsi se reposer sur ce premier texte dont la discussion, commencée à 15 heures,

panique sur tous les bancs. Vite, le « petit livre vert » qu'est-ce que c'est que cet article du règlement qui n'a pas été utilisé depuis 1940 ? Heureusement, les socialistes se trompent dans le calcul du nombre de signatures de députés indispensables pour le faire passer. Ils ont sollicité un débat et un vote sur la recevabilité de l'amendement introduisant le texte de l'ordonnance.

L'école de la préfecture

La préfecture est une bonne école de patience, de sang-froid, d'autorité glorieuse alternant avec une apparente complaisance. M. Mestre avant d'être député fut un « grand » préfet. Il sait à merveille ne pas voir une main qui se lève pour une prise de parole qu'il ne pourrait refuser, sachant l'ouverture d'un scrutin avant que l'opposition n'ait le temps de réagir. Si nécessaire, il innove.

Le président du groupe socialiste ayant demandé la vérification du quorum, c'est-à-dire de la présence au Palais-Bourbon de la moitié des députés lors d'un vote (procédure qui retarde celui-ci d'en moins une heure trente), M. Mestre refuse à M. André Lajoinie, président du groupe communiste, la possibilité de faire de même sur une deuxième motion. Il décria que la règle constitutionnelle qui donne la maîtrise de l'ordre du jour au gouvernement, interdit deux demandes de quorum sur un même texte le même jour. Tant pis pour les socialistes qui n'avaient pas appliqué cette règle le 3 juillet 1984 lors du débat sur la presse.

Un quorum restait possible lors d'un vote sur le texte d'ordre social : M. Joxe ne manque pas de l'utiliser. Il ne s'en contente pas. Pour montrer la volonté de la majorité de faire voter les nouvelles règles de l'aménagement du temps de travail en cachette, il tenta de demander que l'Assemblée siège en comité secret.

bonne, il avait le sourire ravi de celui qui s'amuse beaucoup.

Le reste du temps, M. Séguin signe son courrier et patiente comme les députés de la majorité.

Sept pages d'introduction

Les socialistes remettent à l'honneur une ancienne pratique : la présence à la tribune tant que l'on ne vous en chasse pas. M. Gérard Fuchs, député (PS) de Paris, se montra pour sa première tentative, un maître en la matière. En une heure et cinquante minutes de discours, il assena dix fois qu'il allait venir au cœur de son exposé, mais il ne réussit pas à venir à bout de la lecture des sept pages d'introduction du rapport de M. Taddéi sur l'aménagement du temps de travail, tant il s'éparpilla de digressions, tant il rebondit sur la moindre interruption, tant il sut user de la moindre manifestation de la droite.

Parole retirée, micro coupé, M. Fuchs continua de palabrer à la tribune. M. Pascal Arighi (FN), avec l'accord du président, donna une leçon de respect de la démocratie aux socialistes et conseilla à M. Séguin de faire débattre de son texte lors d'une session extraordinaire. M. Bessinet (PS) s'élève contre le « coup de force présidentiel ». Celui du président de séance, Crix, applaudissements et claquements de pupitres se mêlent en un concert de musique cacophonique. Les ministres miment l'apathie. Les attachés de cabinet et les fonctionnaires se pressent au pied de l'hémicycle pour ne rien perdre de ce spectacle rare. Autre image d'une folle nuit.

THÉRIER BRÉMER.

Députés et sénateurs socialistes défilent le budget 1987 au Conseil constitutionnel

Les députés et sénateurs socialistes ont défilé le jeudi 18 et le vendredi 19 décembre, par deux recours successifs, au Conseil constitutionnel certaines dispositions de la loi de finances pour 1987 qui avait été adoptée définitivement le mardi 16 décembre (Le Monde du 18 décembre).

Les députés socialistes estiment qu'ont été adoptées dans des conditions non conformes à la Constitution des dispositions qui résultent d'articles additionnels introduits in extremis par le gouvernement, après la réunion de la commission mixte paritaire.

Celle-ci ayant, en l'occurrence, abouti à l'élaboration d'un texte, font valoir les députés socialistes, seuls étaient recevables ensuite des amendements déposés ou acceptés par le gouvernement.

En revanche, « si (...) on admettait que fussent introduits à cette occasion des articles additionnels, cela signifierait que le gouvernement, et lui seul, bénéficieraient d'un privilège exorbitant ».

D'autre part, les députés socialistes contestent plus particulièrement deux dispositions de la loi qui amendent des articles « adoptés en termes identiques par les deux Assemblées » de la première lecture, et qui, de ce fait, « ne pouvaient évidemment plus être modifiés ».

De leur côté, les sénateurs socialistes contestent l'article 57 de la loi de finances pour 1987. Cet article supprime dans le budget du ministère de l'éducation nationale 1 679 emplois mais auparavant à la disposition d'organismes divers et prévoit les crédits qui doivent subvenir ces organismes auprès desquels sont désormais détachés les personnels anciennement mis à disposition.

Selon les sénateurs socialistes, cette disposition contrevient à plusieurs articles de la Constitution et méconnaît diverses règles imposées par l'ordonnance du 2 janvier 1959 relative aux lois de finances.

M. Chirac joue ses électeurs contre les syndicats

« NON seulement on empêche le gouvernement de passer, mais on empêche aussi le Parlement de légiférer. Ce sont des socialistes incorrigibles ! » Ce commentaire, formulé le vendredi 19 décembre par M. Séguin devant les caméras de la télévision, était la première leçon que le gouvernement tirait de l'épisode de l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail : le président de la République n'est pas l'arbitre qu'il prétend être, mais le chef de camp des obstrueteurs ; quand il demande au gouvernement d'emprunter la « voie parlementaire », c'est une galéjade puisque ses amis font tout ce qu'ils peuvent pour la rendre impraticable.

Deuxième leçon : qu'importe ! Le gouvernement passe, sa majorité le soutient sans broncher. La légitimité « la plus fraîche », celle de l'Assemblée nationale, a le dernier mot sur celle du chef de l'Etat. M. Chirac, promoteur de cette théorie de la légitimité, rassure ses amis et allies autour de lui et conserve l'initiative.

Après le refus de M. Mitterrand de signer l'une des trois dernières ordonnances sociales préparées par M. Séguin, celle sur le temps de travail, la riposte s'est élaborée autour de quelques idées simples. La loi de l'Etat, d'abord, va à l'encontre de la volonté majoritaire exprimée par le vote de la loi d'habilitation autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnance. Ce n'était donc pas le gouvernement qui devait lui répondre mais les parlementaires de la majorité. Il a été envisagé que les députés présents, en vertu de l'article 29 de la Constitution, une demande de convocation du Parlement en session extraordinaire, mais cette procédure risquait de prendre du temps.

Après avoir consulté, outre M. Séguin et M. Edouard Balladur, MM. Pierre Méhaignerie, François Léotard et André Rossinot, chefs de file des formations alliées au RPR, M. Chirac a opté, jeudi en fin d'après-midi, pour la méthode consistant à soumettre au Parlement les dispositions de l'ordonnance sous la forme d'un amendement à un projet de loi social en cours d'examen. Cette solution, suggérée au départ par M. Etienne Pinte, député des Yvelines, spécialiste des affaires sociales au groupe RPR, était particulièrement soutenue par les responsables de la majorité au Sénat. M. Séguin l'avait appuyée, sans beaucoup de conviction, il est vrai, après que le premier ministre ait écarté l'hypothèse de demander lui-même au président de la République la convocation du Parlement en session extraordinaire.

Pour bien marquer que c'est la majorité parlementaire qui réplique à M. Mitterrand, les présidents des groupes de l'Assemblée nationale et du Sénat ont élaboré une déclaration invitant le gouvernement à déposer l'amendement « temps de travail ». Le secret devait être gardé jusqu'au milieu de la journée de vendredi, afin de surprendre les députés de l'opposition partis pour beaucoup dans leur circonscription.

Si M. Mitterrand, ensuite, cherchait à atteindre M. Chirac, il n'était pas question que le premier ministre entre dans une sorte de duel avec le chef de l'Etat. Celui-ci visait le chef du gouvernement, mais c'est M. Séguin qui a dirigé la contre-offensive. Il jouit d'une bonne image, même si elle est contestée par les syndicats — c'est quand même le ministre des 720 000 emplois pour les jeunes — et quelle que pourrait être l'issue de la stratégie gouvernementale, M. Chirac n'y serait pas impliqué en première ligne. Après le conflit avec les étudiants et les lycéens, le retrait du projet Devaquet, la « pause » et la conférence agricole, il n'était pas mauvais que le premier ministre prit un peu de champ.

M. Séguin a donc commencé son marathon parlementaire vendredi après-midi face à une opposition de gauche qui, un temps déconcertée, a vite choisi une tactique d'obstruction contre l'usage inédit fait par le gouvernement de la Constitution et du règlement de l'Assemblée nationale. Privée de leur droit d'amendement, puisque le projet de loi mis à profit par M. Séguin venait en deuxième lecture après examen par une commission mixte paritaire Assemblée nationale-Sénat, les députés socialis-

tes et communistes dénonçaient le coup de force juridique qui aboutirait à faire adopter une réforme du code du travail par le Parlement sans qu'il ait jamais examiné ni discuté.

A ce qu'elle estime être un détournement de procédure de la part du président de la République — l'utilisation de ses signatures au bas des ordonnances comme d'un droit de censure sur le gouvernement — la majorité répond par un autre détournement : celui de la procédure d'urgence comme d'une voie d'ordonnance bis.

Pas d'impuissance !

En outre, la rapidité de la riposte vise à faire obstacle à un empiètement de M. Mitterrand dans le domaine du travail gouvernemental et législatif. La date choisie par le chef de l'Etat pour faire connaître son refus de signature contraignait, en effet, le gouvernement à attendre le mois d'avril ou à se contredire en organisant une session extraordinaire. M. Chirac et sa majorité ont préféré brusquer les choses pour démontrer que les revers de ces dernières semaines ne les ont pas réduits à l'impuissance.

Il y a là de quoi satisfaire les chefs d'entreprise qui auraient reproché au gouvernement d'avoir entamé une réforme sur laquelle le comptent, et plus généralement les électeurs de la majorité, inquiets de la pause annoncée le 8 décembre. L'inconvénient, c'est de se mettre à dos, après les jeunes, l'ensemble des syndicats, y compris les plus proches de la majorité comme la CGC de M. Paul Marchetti ou les plus dévoués de négociation avec elle, comme FO et la CFTC. Le rôle de protecteur de la paix sociale, revendiqué par M. Mitterrand n'en paraît que plus opportun, tandis que les socialistes peuvent retrouver, après celle des jeunes, la confiance des salariés qu'ils avaient malmenés après leur conversion à la rigueur économique.

C'est, pour la majorité et le gouvernement, le prix de la véritable partie de bras de fer qui s'est engagée avec le président de la République dans le traitement de la crise universitaire. M. Mitterrand est passé de la défense des « compétences » de sa fonction à une réaffirmation de celle-ci, selon une perspective qui prépare le débat électoral à venir. « Voulez-vous pour président un arbitre ou un chef de guerre ? » Telle est la question que M. Mitterrand pose désormais, à chaque occasion, aux Français. Hésitant entre la pause modératrice sur les réformes de société et le coup d'épaule regard sur le code du travail, le gouvernement et la majorité n'ont pas encore trouvé la bonne réponse au défi présidentiel.

PATRICK JARREAU.

Les « ruses » et leurs juges

Ce n'est pas un secret : les querelles de procédure parlementaire ne sont pas de celles sur lesquelles le Conseil constitutionnel se penche avec le plus de curiosité et de curiosité quand elles lui sont soumises pour elles-mêmes ou à l'appui, plus ou moins tactiques, d'autres contestations.

Bien sûr les règles constitutionnelles demeurent, la norme demeure, la référence inviolable. Mais elles ne disent pas tout. Ce qui apparaît respectueux de la loi quelquefois dans bien des « ruses », pour parler comme M. Pierre Joxe.

Une autre règle — tacite — s'applique en général avec rigueur : l'Assemblée nationale et le Sénat n'ont guère que l'on se mette à « déjouer » de leur « cédant » à l'intérieur de chacun y adhère avec compréhension ou résignation et que les soient les arguments quelquefois viables à l'œil nu.

Ce gentlemen agreement pourra-t-il être longtemps sauvegardé ? Le 18 décembre, les socialistes ont défilé au Conseil constitutionnel deux articles de la loi relative à la limite d'âge et aux modalités de recrutement de certains fonctionnaires civils de l'Etat. Ils s'en prennent à la façon dont a été introduite à la hussarde dans un texte portant sur la retraite... la suppression de la troisième voie d'accès à l'ENA.

Où s'arrête-t-on dans cette voie, demandent les socialistes si n'importe quel peut être inséré dans n'importe quel texte législatif ? Malgré ces apparences de discussion digne de Prévert, la question n'est pas futile.

Deux jours plus tard, les députés socialistes se sont de nouveau tournés vers le Conseil constitutionnel. Plusieurs dispositions du budget 1987 sont, cette fois, sur la sellette, et avec elles, une autre variation sur le thème de la « ruse » procédurière. Après la réunion d'une commission mixte paritaire frustrée (c'est-à-dire qui parvient à élaborer un texte à soumettre de nouveau aux deux Chambres), peut-on introduire des articles additionnels (et non de simples amendements, la nuance est de poids), dans une loi de finances

Le projet s'attarde

Troisième affaire qui risque aussi — M. Joxe l'a promise — de se terminer devant le Conseil constitutionnel : l'introduction en force dans le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, sous forme d'amendement, de ce qui aurait pu — ou dû — constituer la loi seule d'un autre projet de loi (aménagement du temps de travail). Course contre la montre, lutte d'influence entre le chef de l'Etat et le gouvernement, tout ici s'est conjugué pour parachever la stratégie des deux Chambres d'éluder la question de l'ultime « ruse » de la session.

Le Conseil constitutionnel a déjà été sollicité dans le passé de répondre à des questions analogues. Mais il était le plus souvent interrogé sur des situations nées de l'échec des commissions mixtes paritaires (selon le texte de la Constitution, adopté). Il a presque toujours abouti, jusqu'à ce jour, à la même conclusion : l'article 45 de la Constitution, organe éminent du problème, n'était pas malmené.

Aujourd'hui, le projet s'attarde sur une zone jusqu'alors faiblement éclairée. Jamais les neuf juges du Palais-Royal n'avaient été pressés avec autant de doutes insistants de dire le droit en matière de procédure parlementaire. Leurs réponses, quelques qu'elles soient, influeront. C'est la loi du genre et l'ordinaire de leur activité. Mais leur éventuel refus de répondre — si habilement dissimulé par l'argumentation soit-elle — aurait de quoi inquiéter. Car il faudrait bien alors se demander — autre question peu réjouissante — si les jeux les plus byzantins et les plus diversément intentionnés de la complexité procédurière parlementaire française peuvent se dérouler sans arbitre ni sanction.

MICHEL KAMIAN.

EXPOSITION CHINE JAPON

Fiances précieuses d'ornement, ivoires sculptés, jades, porcelaines, bronzes, métaux.

Du vendredi 19 décembre au lundi 5 janvier de 10h à 21h

Des experts servent sur place pour offrir et expliquer gratuitement vos pièces sur rendez-vous.

Une des plus belles collections d'Europe

HOTEL CONCORDE LAFAYETTE

3, place du Général Koenig 75007 Paris

Tél. 45.58.12.34 - Poste 4240

LES MÉROVINGIENS LES CAROLINGIENS

Vous enseignez l'histoire, vous vous consacrez à l'étude de cette matière ou bien vous êtes tout simplement fiers d'histoire, ou plus particulièrement de généalogie : si tel est votre cas, sachez que le BERNAM vient de publier trois pochettes consacrées aux deux premières dynasties des rois de France. Cela ne manquera certainement pas de vous intéresser.

Dans chacune d'elles, vous trouverez des tableaux grand format (42x29,5) avec des arbres généalogiques très complets présentant toutes les branches mères de ces deux familles. Des textes d'accompagnement relatifs aux faits essentiels concernant la vie de tous ces rois qui ont gouverné des deux côtés du Rhin.

Si vous êtes passionné d'histoire ou de généalogie, demandez vite ces numéros.

BULLETIN DE COMMANDE

NOM Prénom Adresse Code postal Ville La pochette « Mérovingiens » 75 F Les deux pochettes « Carolingiens » 150 F Les trois pochettes 225 F. Paiement par : ☐ Chèque bancaire ☐ Chèque postal ☐ Mandat-carte

Date Signature Prière de coller le coupon et les paiements à l'ordre de : BERNAM-V. RUEGGI - 307 LA NEU 68370 ORREY (FRANCE)

Politique

Le débat sur l'aménagement du temps de travail

Le risque syndical

M. JACQUES CHIRAC est en train de faire jouer au Parlement une bien mauvaise pièce, effilée en coulisses par tous les syndicats. Pour justifier son empiètement, le premier ministre peut avancer plusieurs arguments. Le premier est que la flexibilité est une obligation dans l'arsenal des moyens à mettre en œuvre contre la montée du chômage. Mais, outre le fait que, comme l'a démontré un récent rapport de l'OCDE (le Monde du 29 mai), la flexibilité n'est pas la panacée, la loi Delabarre ouvre déjà la voie à un certain nombre d'assouplissements, même si ceux-ci restent conditionnés par un accord de branche.

La deuxième argument, repris par le CNPF, est que l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail est fondée sur un accord contractuel, celui signé dans la métallurgie le 17 juillet dernier par FO — au prix de vifs débats internes — et par la CGC. Mais il n'est que plus convaincant. Si le projet initial de M. Philippe Séguin était globale-

ment conforme à l'accord évoqué, on ne peut pas en dire autant du texte qui est sorti des arbrésages — où Mitterrand a fortimement imprimé sa griffe —, puisqu'il s'en écarte sur une disposition essentielle. Il prévoit en effet qu'il pourra être dérogé à l'amplitude maximale de 44 heures (envisagée dans la métallurgie) si un accord collectif en dispose ainsi, à condition que la moyenne hebdomadaire annuelle soit de 39 heures. Un additif qui a profondément irrité M. Guillen, vice-président délégué général de l'UIMM (la branche patronale de la métallurgie), aujourd'hui tenu à plus de réserve par ses nouvelles fonctions de président de la commission sociale du CNPF.

Il est donc à craindre que la décision de M. Chirac, prise après bien des atermoiements, ne comporte des risques sur le plan social. Pour les syndicats, qui s'étaient unanimement prononcés contre le projet d'ordonnance, la décision de M. Chirac d'amener le Parlement à

adopter coûte que coûte son ordonnance apparaît comme une provocation. Dès le 19 décembre, les réactions ont été très vives. La CGT parle de « véritable coup de force », de « procédure d'embrouille » qui est « en réalité un signe de faiblesse ». Pour la CFDT, M. Kasper estime que « le gouvernement subordonne le débat social à des querelles politiques sur le dos des acteurs sociaux ». « Le dirigisme étatique qui caractérise depuis quelques mois l'action du gouvernement dans le domaine social, ajoute-t-il, ne peut que conduire à des tensions de plus en plus vives. »

La concertation en panne

Plus préoccupants encore par rapport à l'électorat de la majorité sont les réactions de dirigeants syndicaux connus pour leur modération. S'exprimant le 19 décembre à Lille, M. Bergeron a répété que « le gouvernement aurait mieux fait de rester tranquille ». « Cette précipitation, a-t-il souligné, est dangereuse, d'autant plus que l'événement se produit au moment où les conflits dans le secteur public ont déstabilisé un peu partout. » La commission confédérale de la CGC a « condamné la précipitation du gouvernement à vouloir obtenir un texte de loi dans les plus mauvaises conditions possibles, dans la mesure où cela ne peut que provoquer une nouvelle détérioration du climat social ». Sur le même registre, M. Bormard, président de la CFTC, nous a déclaré que « lorsqu'il s'agit de renouer en cause de la réglementation sociale, cela mérite mieux qu'un débat escamoté. Cela va alourdir encore le climat social ».

Face à des syndicats qui, avec le renfort de M. Mitterrand, demandent que la « pause » s'étende au domaine social, M. Chirac choisit de répondre par un artifice qui a pour but de faire passer un texte dont il ne veut pas. Étonnante attitude de la part d'un premier ministre qui, le 8 décembre MM. Maitre et Bergeron pour retirer le projet Davaqueur sur les universités, mais qui refuse de les entendre lorsqu'il s'agit d'un domaine qui les concerne directement. La concertation était en panne. Elle ne peut être relancée par un coup fourré.

M. Mitterrand avait bien choisi son moment pour refuser de signer l'ordonnance. M. Chirac a-t-il bien choisi le sien ? Depuis l'explosion étudiante, les syndicats cherchent à redynamiser leurs troupes. Alors qu'ils vont aborder en 1987 une année électorale — avec des élections primaires le 2 décembre 1987 —, ils viennent d'enregistrer un regain de confiance dans l'opinion, comme l'atteste un sondage

de Liaisons sociales. Un tel résultat tend à montrer que les salariés attendent du syndicalisme qu'il assure pleinement un rôle revendicatif un peu délaissé depuis 1981. Un signe.

Déjà les usagers des transports parisiens subissent les inconvénients des grèves catégorielles qui affectent la SNCF et qui vont fortement perturber le trafic du métro et du RER pendant les trois jours précédents Noël. De tels mouvements sont, certes, limités, mais, par la base, ils montrent que le climat social est en train de se dégrader.

Ils sont peut-être le signal annonciateur d'actions plus amples et plus dures dans le secteur public et national en début d'année. Alors que les directives salariales — très dirigistes — de M. Chirac rendent impossibles ou extrêmement délicates, comme on vient de le voir à EGF, les négociations sur les rémunérations, les syndicats affirment leurs armes et se préparent à « coordonner » leurs actions pour le début de février. Certes, le mécontentement semble pour l'instant limité à la fonction publique et au secteur public, mais qui peut prétendre que le grand calme du secteur privé est définitivement acquis ?

Un triple pari

En contournant le refus présidentiel, M. Chirac semble faire un triple pari social. Il mise sans doute, pour séduire les électeurs syndicaux, sur l'impopularité des actions gouvernementales catégorielles à la SNCF, à la RATP et à Air Inter, en comptant sur la grève d'usagers gênés en pleine période de fêtes. Il veut aussi éviter que les syndicats ne bénéficient jusqu'au printemps du délai de grâce qu'avait voulu leur accorder M. Mitterrand, pour reconstruire leurs forces, en entrant précipitamment un objet de litige. Il joue enfin sur l'affaiblissement de syndicats qui paraissent effectivement incapables de faire descendre la rue comme une simple « coordination » a pu le faire avec les étudiants. Le sondage de Liaisons sociales n'indique-t-il pas que seuls 36 % des salariés sont prêts à participer à une journée d'action contre la politique du gouvernement ?

De tels paris sont pourtant bien hasardeux alors qu'autant de signes de dégradation du climat apparaissent. M. Chirac risque au mieux de susciter une méfiance durable dans ses relations, déjà difficiles, avec les syndicats ; au pire, de ranimer les braises qui couvent au fond du foyer.

MICHEL NOBLECOURT.

Dans sa lettre « Faits et arguments »

M. Raymond Barre critique dans le détail la « fâcheuse expérience » institutionnelle de la cohabitation

Comme l'on n'est jamais mieux servi que par soi-même, M. Raymond Barre s'est accordé en guise de cadeau de Noël un long entretien dans sa lettre mensuelle *Faits et arguments* (numéro de janvier), qui vient de fêter son quatrième anniversaire. Un entretien en grande partie consacré à une défense et illustration de la Constitution de 1958, thème toujours d'actualité en cette période délicate de cohabitation et qui lui permet de la sorte de débayer largement ce terrain avant sa grande rentrée médiatique prévue le 7 janvier prochain, au cours de l'émission politique d'Antenne 2 « L'heure de vérité ». Les récentes déclarations sur ce même sujet de M. François Mitterrand, dans son entretien à l'hebdomadaire *Le Point* daté du 10 novembre, puis le 9 décembre à l'émission de Jean-Pierre Elkabbach sur Europe 1, ainsi que les allégations répétées de certains responsables du Parti républicain, tels MM. François Léotard et Alain Madelin, le soupçonant plus ou moins ouvertement de vouloir réinstaller à l'Élysée un « président Zorro » ou un « président Jupiter », semblent l'avoir décidé à préciser sa pensée au plus tôt.

M. Barre affirme que les déclarations du président de la République au *Point* « contiennent une interprétation des institutions qu'il ne partage pas et esquissent une évolution des institutions qu'il ne souhaite pas ». Sur Europe 1, le président de la République avait estimé que, depuis le 16 mars, il n'avait eu « ni à se soumettre ni à se démettre ». Tel n'est pas le sentiment de l'ancien premier ministre, qui porte sur cette « fâcheuse expérience » — cela ne saurait surprendre — un jugement toujours aussi sévère et pessimiste. « Ce qui se passe aujourd'hui », constate-t-il, « du fait de la nomination d'un premier ministre et d'un gouvernement qui ont entrepris de défaire ce que le président avait fait ou fait faire depuis 1981, entraîne, qu'on le veuille ou non, l'érosion et l'affaiblissement de la fonction présidentielle, même si l'autorité personnelle du président permet de sauvegarder les apparences, même si le président défend avec vigueur le pré carré que constituent les affaires étrangères et la défense, même si, en refusant de signer des ordonnances ou en exprimant ses réserves sur des décisions du gouvernement, il se livre à ce que l'on pourrait appeler des barouds d'honneur présidentiels. On apprécie mieux avec le temps l'étrange d'une situation dans laquelle le premier ministre marque sans cesse le président, tandis que le président se démarque sans cesse du premier ministre et du gouvernement. »

À ce cas où cette « fâcheuse expérience » devrait se poursuivre après l'élection présidentielle de 1988, M. Barre ne cache pas qu'il préférerait, « à contre cœur », un régime présidentiel, « à condition qu'il prévienne des mécanismes permettant d'éviter un blocage durable de l'action gouvernementale par une majorité parlementaire hostile au président ». Mais il écarte bien vite cette éventualité, pour s'attarder à la seule hypothèse à ses yeux viable et durable : la cohabitation entre majorité présidentielle et majorité parlementaire. Là encore, M. Barre avoue son désaccord avec le président de la République lorsque celui-ci admet qu'il n'y ait pas « cohabitation de la politique intérieure ». Distin-

guer « entre un domaine de l'action gouvernementale où le président serait l'acteur déterminant (affaires étrangères, défense) et un domaine où le premier ministre agirait à sa guise, sous sa seule responsabilité et sans engager le président », une telle conception paraît au député du Rhône « totalement irréaliste ».

Le chef de l'équipe

Reprenant à son compte la formule du général de Gaulle, il ne saurait y avoir d'archaïsme au sommet de l'État — M. Barre maintient — que l'action gouvernementale extérieure et intérieure, politique, économique et sociale, est sous le signe, par conséquent, « elle ne saurait se diviser entre les deux têtes de l'exécutif ». Selon lui, le chef de l'État doit apparaître « comme le chef nécessaire de l'équipe gouvernementale ». (...) « Le président de la République a la responsabilité globale du pays et ne peut tantôt se sentir concerné, tantôt jouer à Ponce Pilate à l'Élysée », conclut-il sur ce point.

Est-ce à dire que M. Barre soit pour autant pour l'instauration « d'une sorte de monarchie républicaine absolue », autrement dit « d'une présidentialisation excessive » ? Sur ce point, M. Barre est d'accord avec M. Mitterrand pour reconnaître que la « pratique de la République » a conduit à un « pouvoir de fait, excessif, du chef de l'État ». Encore note-t-il tout de même au passage qu'il n'a personnellement « rien à redire des rapports établis » entre le président de la République et lui-même, lors de son long séjour à Matignon.

Fort pointant de cette expérience, M. Barre estime que « la vie du couple au sommet de l'État » peut ne subir aucun divorce, à quatre conditions. Première condition : lorsqu'un accord existe entre le président de la République et le premier ministre, « de manière fondamentale sur les objectifs de politique intérieure et extérieure ». Deuxième condition : que le premier ministre « existe par lui-même, qu'il se soit pas ni l'appareiller comme une entité complaisante du président, qu'il s'affirme dans sa fonction mais sans se dresser en rival potentiel du président ». La troisième est « que le président ne cherche pas à se substituer au premier ministre, au risque de saper l'autorité de ce dernier, et qu'il sache conserver la distance et le recul nécessaires à l'égard de l'action du gouvernement ». Dernière condition : « Que ne s'installe point à l'Élysée une bureaucratie présidentielle l'arrogant au nom du président un droit de regard sur l'action des ministres et intervenant de manière empiétement à propos de tout. »

Ainsi donc M. Barre se réfère-t-il très précisément à la lecture de la Constitution de 1958, l'ancien premier ministre contribue à rassurer tout à fait la majorité, dans la mesure où, aujourd'hui, son interprétation apparaît en phase avec celle de M. Chirac, lequel, dans un entretien accordé à *Valeurs actuelles* du 17 novembre, exprimait également son vœu « de revenir à l'équilibre que nous avons connu au début de la V^e République. »

D. C.

Un sondage de « Liaisons sociales »

Les syndicats bénéficiaires d'un regain de sympathie dans l'opinion

Les syndicats semblent retrouver un regain de sympathie dans l'opinion, selon un sondage de la SOFRES publié le 19 décembre par la « Lettre sociale » de *Liaisons sociales* (1). Ainsi 45 % des Français (et 49 % des salariés) font confiance aux syndicats pour défendre leurs intérêts, contre 42 % (43 % pour les salariés) qui expriment une opinion contraire. Il faut remonter à octobre 1979 pour retrouver une confiance majoritaire à l'égard des syndicats chez les Français : le pourcentage était alors de 49 %, puis il est passé à 40 % en novembre 1982, à 39 % en octobre 1983, à 31 % en septembre 1985. Chez les salariés, la confiance a évolué de 57 % en octobre 1979 à 44 % en octobre 1982, 46 % en octobre 1983 et 37 % en septembre 1985.

Autre changement dans l'attitude de l'opinion : 33 % des Français et 30 % des salariés estiment que les syndicats exercent une influence trop importante, alors que ces pourcentages étaient respectivement de 45 % et 35 % en octobre 1983. Comme le souligne *Liaisons sociales* : « Il y a peut-être là aussi un effet politique : sous la gauche, on soupçonne les syndicats d'exercer trop de pouvoir ; sous la droite, on ne leur fait plus de procès. »

En revanche, l'image des syndicats ne connaît pas en elle-même d'amélioration significative : 48 % des Français et 51 % des salariés estiment que les syndicats ne traduisent pas bien les aspirations et les revendications des travailleurs contre respectivement 45 % et 49 % en octobre 1983. Il y a peu d'évolution quant à l'issue de la CGT, de la CFDT et de FO. Quant à la note de sympathie des principaux dirigeants syndicaux, elle révèle une baisse de popularité pour M. André Bergeron, même s'il demeure le dirigeant le plus populaire. Le secrétaire général de FO recueille la sympathie de 31 % des Français (contre 34 % en octobre 1983) et de 24 % des salariés (contre 27 %) ; alors que M. Edmond Maire obtient 20 % chez les Français (sans changement) et 25 % chez les salariés (contre 27 %). Quant à M. Krasucki, il opère une légère remontée : 11 % des Français ont de la sympathie pour le secrétaire général de la CGT (contre 9 %) et 13 % des salariés (contre 11 %).

(1) Sondage effectué par la SOFRES du 1^{er} au 15 décembre 1986 auprès d'un échantillon national de mille personnes représentatif de l'ensemble de la population française âgée de dix-huit ans et plus.

Au Sénat

Prisons privées : entracte

Vingt-quatre heures de gagnées... pour les sénateurs sur leur emploi du temps du printemps 1987. Ils pourront ainsi s'attaquer d'embles aux articles du projet de loi sur le fonctionnement des établissements pénitentiaires puisque, le vendredi 19 décembre, ils ont achevé la discussion générale, puis repoussé, à la majorité, l'une après l'autre, les trois propositions procédurales dirigées contre le texte. Le délai de dépôt des amendements ayant été reporté au 31 mars, la gauche aura quelque trois mois et demi pour peaufiner ses amendements.

Pour le gouvernement et M. Albin Chalandon en particulier, il s'agit de sauver la face : la priorité sécuritaire ne devait-elle pas être à l'abri de toute accusation de presse ? L'ouverture du débat, à défaut de son achèvement, est destinée à montrer que l'exécutif ne renonce pas à ses réformes de société mais qu'il en change le rythme.

Ceci expliquant peut-être cela, la majorité est bien peu enthousiaste pour le dispositif proposé. Elle a donc saisi au vol l'acceptation a priori, par M. Jacques Chirac, de voir corriger la copie de son garde des sceaux (le Monde du 2 décembre). Elle ne peut qu'être soulagée des bonnes grâces montrées par M. Chalandon pour acquiescer aux corrections demandées par M. Marcel Rudloff. Ce dernier, sénateur centriste du Bas-Rhin, rapporteur de la commission des lois, n'a pas toutefois convaincu tous ses collègues.

Ainsi M. Jacques Pelletier (Aisne), président du groupe de la Gauche démocratique, n'est monté formel : les améliorations envoyées sont insuffisantes. Pour lui, l'introduction de prisons privées n'apportera rien puisque c'est une logique quantitative d'incarcération massive qui prévaudra et non l'idée de réinsertion.

A cette première raison s'ajoute, explique-t-il, l'infraction au principe d'égalité entre prisonniers qui résulterait d'une incarcération passée en établissement d'État ou en établissement habilité.

Plus sévère encore, le sénateur de la majorité se demande si l'esprit du projet ne permettrait pas un jour de « légaliser » et « légitimer la notion de prison privée ».

Ce sont des arguments similaires que socialistes et communistes ont développés pour tenter — mais en vain — de faire décider par le Sénat que le projet de loi est contraire à la Constitution, qu'il n'y a pas lieu d'en débattre ou que, à tout le moins, il doit être de nouveau examiné en commission. Illustration d'une politique « libérale, carcérale et immonde », selon M. Jean-Luc Mélenchon (PS, Essonne), le projet de loi comporte le risque, explique M. Hélène Lac (Val-de-Marne), d'un « recul de civilisation tel que seul le libéralisme peut en produire ». Pour la présidente du groupe communiste, il démontre que « le libéralisme se nourrit des fléaux qu'il génère ».

Qu'il faille faire quelque chose, parce que la condition carcérale en France n'est pas tolérable, chacun en convient. Que la situation faite aux détenus contienne tous les germes d'une explosion, tous l'admettent.

Pour y remédier, M. Chalandon avance des arguments financiers. Au nom de principes, la gauche préfère et suggère un appel à l'emprunt. Le garde des sceaux mise sur le privé. Le rapporteur n'a pas voulu se prononcer sur les éventuelles économies que le système proposé apporterait. L'entracte de trois mois permettra peut-être des évaluations plus précises.

ANNE CHAUSSEBOURG.

M. Mitterrand chez Champollion

Le réveil de la CGT

M. Mitterrand a visité, vendredi 19 décembre, à Figeac (Lot), la maison natale de Jean-François Champollion, transformée en musée, puis a répondu, à l'hôtel de ville, à l'allocution occasion de maître, M. Martin Malvy (PS). Une manifestation de la CGT avait été organisée à l'occasion de cette visite, M. Mitterrand était accompagné par plusieurs élus de la région, notamment MM. Lionel Joseph, Maurice Faure et Jean-Michel Baylet, ainsi que par M^{me} Françoise Sagan.

FIGEAC de notre envoyé spécial

Avant le 16 mars, passé l'état de grâce, la CGT avait coutume d'organiser à l'intention de M. Mitterrand des visites des provinces quelques comités d'accueil qui saluaient son passage à grands renforts de slogans hostiles, pétards et jets de gâteaux apéritifs de marque « TUC ».

Depuis le 16 mars, le chef de l'État se promenait tranquille jusqu'à ce que la CGT montre à nouveau le bout de son nez, vendredi 19 décembre à Figeac (Lot). Il était venu là, trois cents militants de l'Aveyron, protester contre le ministre de l'Industrie de la région de Decazville aux cris de « chômage ras le bol, Mitterrand du boulot » et « Mitterrand trahison ». Le président de la République a été accueilli sur la place Champollion, dans une atmosphère hostile, à la sortie de la mairie de Figeac. Après avoir la tête baissée, les banderoles déployées puis serrées, malgré tout, quelques mains, M. Mitterrand a admis que cette colère était fondée : « Ils ont été victimes de décisions récentes. Il est

normal qu'ils n'en soient pas contents. »

À l'hôtel de ville, M. Mitterrand a voulu de célébrer les mérites de Jean-François Champollion, natif de Figeac, déchiffreur de hiéroglyphes auquel la municipalité du lieu a consacré un musée. La vie exemplaire de ce sursourde qui, à-t-il noté, parlait le syrien à dix ans, l'hébreu à onze, l'arabe à douze et le copte aux alentours de treize, lui a donné l'occasion de délivrer quelques leçons de bonne conduite :

« C'est à partir de comportements « ultras », dictés par le « fanatisme », a-t-il dit, que « les sociétés se corrompent ». Il faut avoir, a-t-il ajouté, beaucoup de fermeté dans les conceptions que l'on a, dans l'idéal que l'on veut, dans l'explication sociale, politique, de son choix. Mais il faut se garder de reporter sur les autres ce que ne partage pas cette opinion, une sorte d'intolérance qui serait source de destruction de toute société. »

« C'est de plus en plus au travers de l'approche culturelle que les Français s'épanouissent dans la société du XX^e siècle. J'ai vu dans ces dernières semaines comme une sorte de volonté d'acquiescer et d'apprendre, de façon que rien ne soit fermé dès le premier jour. La sélection, à la fin, cela peut se concevoir. À la fin d'une carrière. Mais est-ce ? Qui pourrait, en ce cas-là, choisir, sinon les moyens de la fortune, l'inégalité sociale ou bien le désavantage géographique ? Il faut bien songer que l'école et tous les degrés de cette école, jusqu'au niveau supérieur, reste tout de même le creuset où se forge une nation. Le premier devoir de ceux qui gouvernent est de ceux qui enseignent n'est-il pas d'offrir à tout enfant de France des chances égales à celles des autres ? ».

J.-Y. L.

CNRS

INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES DU COMITÉ NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Dernier délai : lundi 22 décembre 1986

Les personnes suivantes peuvent demander leur inscription sur les listes électorales du Comité national de la recherche scientifique : Les professeurs, maîtres de conférences, maîtres-assistants des universités et personnels assimilés relevant soit des universités, soit des établissements d'enseignement supérieur et de recherche relevant du MRES, ou d'un service public ou établissement public ou reconnu d'utilité publique exerçant une mission de recherche.

Les personnes rémunérées par le CNRS sont électeurs de droit. Les intéressés doivent solliciter leur inscription sur la liste électorale par lettre au directeur général du CNRS. Les formulaires d'inscription sont disponibles auprès des organismes et des universités.

Ces documents sont à adresser au Secrétariat général de la commission électorale, 23, rue de Maro, 75048 Paris Cedex 19, avant le 22 décembre 1986 (le cachet de la poste faisant foi).

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Communication

La CNCL prend position sur l'affaire Polac

Côté cour, côté jardin...

« Droit de réponse » n'a jamais aussi bien mérité son nom. L'échange de lettres qui vient d'avoir lieu entre la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL), M. Hervé Bourges, PDG de TF 1, et ceux auxquels Michel Polac donne des postes d'animateur a été provoqué par l'émission diffusée le 6 décembre, où la parole a été donnée, en début d'antenne, à des étudiants et aux parents et amis des victimes des manifestations.

Saboté par neuf députés RPR qui lui demandent de supprimer le « Droit de réponse », le Monde (du 12 décembre), mais aussi par M. Jacques Barrot (RPR), en tant que président de l'Assemblée pour une télévision de libre expression, la CNCL est appelée à exercer son rôle d'arbitre.

Acte I. — La commission visionne la cassette de l'émission et, dans une lettre datée du 12 décembre, fait part de ses observations à M. Bourges, en le priant d'y répondre avant le prochain « Droit de réponse », programme pour le lendemain.

Dans sa missive, la CNCL fait notamment remarquer que « le producteur de l'émission (...) a pris l'initiative d'un médium de contenu (...). Il s'est ainsi inséré dans un processus engagé par la chaîne elle-même en vue d'organiser une réponse à la communication du gouvernement diffusée la veille ». La commission souligne ensuite que « la séquence (intervenants) ne s'est pas accompagnée des garanties qui doivent normalement s'attacher aux émissions de service public, notamment à une émission intitulée « Droit de réponse ». La CNCL critique, en particulier, le fait que « seuls se soient exprimés les jeunes invités, sans que ni le pluralisme des opinions ni l'équilibre des interventions aient été respectés ». Enfin,

la commission fait observer que « la séquence a pris place à la même heure où se déroulaient des incidents sérieux (...), et sans recul ».

Acte II. — M. Bourges répond, le 12 décembre, par retour de courrier. Il avance d'abord un argument d'ordre juridique : « Conformément à la loi, indique-t-il, l'exercice du droit de réplique avait déjà donné lieu à une série de déclarations (de représentants du PS, du PC et du Front national) diffusées (notamment) sur TF 1 le 6 décembre entre 20 heures et 20 h 05 ». Il souligne aussi que le « Droit de réponse » du samedi en question « s'inscrit dans la programmation normale de TF 1 » et que son contenu « a été défini dans le cadre de la responsabilité éditoriale de la chaîne ».

M. Bourges écrit encore que cette émission « n'est pas un débat organisé dans le cadre d'émissions réservées à l'expression de formations politiques ».

Sur la question du pluralisme des opinions et de l'équilibre des interventions, le PDG de TF 1 fait remarquer que « les étudiants invités se sont exprimés, avant tout, à titre individuel et non en tant que représentants mandatés de tel ou tel mouvement ».

Acte III. — De cet échange épistolaire naît une « version condensée ». Elle a été adressée aux parlementaires et à M. Barrot, mais « ne prétend pas être un communiqué officiel ». Ce texte, dont l'élaboration a suscité des divergences parmi les membres de la commission, indique d'abord que « la loi ne confie aucun contrôle a priori » à la CNCL, et que celle-ci « n'a ni la mission ni d'ailleurs l'intention d'exercer un droit de censure à l'égard de telle ou telle émission sur les antennes du service public ».

A. Rd.

Nominations à RFO

M. Jean-Claude Michaud, nouveau président de RFO, a nommé auprès de lui deux chargés de mission avec rang de directeur. Il s'agit de M. Claude Lefèvre, ancien responsable de l'Agence française de communication du groupe Harcourt, qui sera chargé des relations avec les stations régionales des DOM-TOM, et M. André Brière, qui garde comme précédemment les relations avec les stations régionales.

M. Gérard Moreau, quant à lui, est chargé de la fonction de directeur en chef et de directeur adjoint de l'information (le Monde du 19 décembre). La responsabilité de l'Agence d'images AITV est confiée à M. André Sabes, directeur de l'information pour une période transitoire. M. Michaud entend en effet réformer les fonctions et les structures de l'AITV.

M. Sabes sera auprès de lui deux adjoints : M. Luc Lavature, ancien conseiller technique du président, qui s'occupera des DOM-TOM, et M. Guy Bernède, ancien rédacteur en chef de l'AITV, qui s'occupera de l'action internationale.

Paul Nahon, directeur de la rédaction d'Antenne 2 par intérim

Jean-Claude Paris, correspondant d'Antenne 2 à New-York, a déclaré de refuser la direction de la rédaction de la chaîne qui lui a été proposée il y a quelques jours par le nouveau directeur de l'antenne, Jean-Marie Cavada, en remplacement de Pierre-Henri Armat, responsable de la rédaction d'Antenne 2 depuis avril 1985.

On déclare à Antenne 2 que ce refus est motivé par de « graves raisons familiales, survenues brutalement ». Paul Nahon, directeur adjoint de la rédaction, a été nommé directeur de la rédaction par intérim, responsabilité, n'est-il pas à préciser lui-même, qu'il n'entend exercer que « pour un certain nombre de jours ou de semaines ». On indique de bonne source que la direction de la rédaction lui aurait été proposée et qu'il l'aurait refusée.

Après la démission de M. Pigat L'AFP à la recherche d'un PDG

L'Agence France-Presse (AFP) est à la recherche d'un PDG, après la démission de M. Henri Pigat (le Monde du 20 décembre). Selon la loi du 10 janvier 1957 portant statut de l'AFP, le conseil d'administration dispose de trois mois pour désigner, en dehors de ses quinze membres, son nouveau président. Mais l'urgence de la situation impose que ce délai soit raccourci.

Ce week-end, plusieurs administrateurs doivent donc rencontrer les trois représentants de la direction (M.M. Félix Bolo, directeur de l'information, Pierre Jeantet, secrétaire général, et Jean-Charles Parnamel, directeur financier), mandatés pour expédier les affaires courantes par M. Jean-Louis Prévost, directeur général de la Voix du Nord, qui assure l'intérim. En outre, de nombreux échanges ont eu lieu le 19 décembre entre l'AFP et les services du premier ministre, ceux du ministère de la culture et de la communication et ceux du budget.

La Société des journalistes de l'AFP souhaite être partie prenante du choix. Elle indique que le nouveau PDG de l'agence devra « être connu et respecté de tous ». Ce PDG devra, selon la Société, être associé d'un gestionnaire, « seul ce tandem,

nécessaire pour surmonter la crise, permettra à l'AFP de maintenir et de développer son rôle mondial ». Une demi-douzaine de noms de personnalités du journalisme circulent le 19 décembre au siège de l'AFP.

Pour sa part, M. Jacques Saint-Cricq, président du directoire de la Nouvelle République du Centre-Ouest (Tours), vice-président du Syndicat de la presse quotidienne régionale et administrateur de l'agence, estime, le 19 décembre, que « l'entreprise AFP se retrouve à la case départ ». « Le PDG est parti, mais rien n'est résolu », souligne M. Saint-Cricq, le déficit accumulé des trois ans écoulés est toujours de 203 millions de francs (...). L'Agence déperdit peu à peu à moins que le Parlement ne se saisisse du dossier et réaffirme dans la forme ce que l'AFP est au fond : une agence d'information internationale ayant pour client essentiel l'Etat français et assurant le rayonnement mondial de la langue et de la culture françaises. (...) Que l'Etat, c'est-à-dire le contribuable, assume en fait la réalité de ses responsabilités. (...) Il n'y a aucune raison pour que la presse écrite française couvre le coût de la mission de l'agence au-delà de ses moyens ».

Le « Midi libre » devient actionnaire majoritaire de « l'Indépendant »

PERPIGNAN

Perpignan. — C'est par un éditorial de M. Paul Chichet, PDG de la société éditrice de l'Indépendant de Perpignan, que les lecteurs ont appris, mercredi 17 décembre, que le quotidien Midi libre (Montpellier), dont M. Robert Ricard possède 10 % du capital, devenait, le 19 décembre, l'actionnaire majoritaire de l'Indépendant. Il détenait 80 % des parts de la société, soit 108 millions de francs.

« La société l'Indépendant du Midi a été créée de la promesse de cession des actions appartenant à M. Ricard et à sa fille Marie-Michèle, Mme Suzanne Crouzet, M. Georges Brouzet et M. Paul Chichet et ses enfants, à la société anonyme Le Midi libre. Le conseil d'administration s'est réuni le 19 décembre afin de délibérer sur l'apport à donner à ces cessions, qui feront de la SA Le Midi libre l'actionnaire de l'Indépendant du Midi », écrit M. Paul Chichet.

Ce dernier, qui dirige l'Indépendant depuis trente-sept ans, après avoir succédé à son père, explique ainsi le processus de cette vente, annoncée depuis plusieurs mois (le Monde du 10 octobre) mais plusieurs fois démentie. « De profondes discussions entre les plus importants associés ont, depuis toujours, émaillé le vie de cette entreprise », indique M. Chichet (...). L'aggravation des difficultés internes du journal et la montée des dépenses rendaient indispensable le rachat de l'entreprise. Dans ces conditions, il ne me restait plus,

dans l'intérêt des cinq cents personnes qui travaillent dans l'ensemble de nos sociétés et de leurs familles, qu'à donner aussi mon accord à cette cession de la majorité du capital social à un groupe plus puissant, seule solution susceptible d'assurer un avenir bénéfique à la veille de la grande explosion des industries de la communication que nous vivons ces prochaines semaines.

Enfin, selon M. Paul Chichet, « la volonté affirmée » de M. Maurice Bujon, PDG de Midi Libre et président de la Fédération nationale de la presse française, « de maintenir et développer la place de l'Indépendant dans son groupe et dans notre région a été pour moi déterminante ».

En cette année de son cent quarante anniversaire l'Indépendant (soixante-quinze mille exemplaires diffusés en 1985), qui est un des plus vieux titres de la presse française avec le Figaro, vient de tourner une page.

JEAN-CLAUDE MARRE.

● Démission du rédacteur en chef de la Marseillaise. — L'Humanité du 18 décembre publie une déclaration du directeur du quotidien communiste la Marseillaise, M. Paul Biaggi, dans laquelle celui-ci annonce la démission du rédacteur en chef, M. Jean-Noël Tesson, pour « convenances personnelles ». M. Biaggi précise que « personne à la direction du journal et à la direction du parti ne souhaitait » ce départ, consécutif à la crise que traverse la rédaction de la Marseillaise (le Monde du 22 novembre) depuis plusieurs mois.

Avant la privatisation du groupe audiovisuel monégasque

Télé Monte-Carlo au bord de l'asphyxie

Le secret qui entoure les négociations sur la privatisation du groupe de Radio Monte-Carlo et de Télé Monte-Carlo inquiète le personnel de ces deux stations. Dans une lettre adressée sur recettes prononcée il y a quinze jours au profit de Téléfusion de France.

Comme le rappelle les syndicats, RMC et TMC étant des sociétés de droit monégasque, leur privatisation échappe au cadre de la loi sur la communication comme au contrôle de la Commission nationale de la communication et des libertés. Tout dépend en fait des complexités relations diplomatiques entre l'Etat français et la principauté de Monaco et de la décision finale du ministère de l'Economie et des finances.

Face à cette situation, l'intersyndicale affirme que « la privatisation est aussi l'affaire du personnel » et réclame « la communication des critères du choix des repreneurs, des conditions de développement de RMC-TMC, du rôle des deux sociétés dans le paysage audiovisuel français, de leur cahier des charges et d'un calendrier précis de négociations avec les représentants du personnel ». Enfin les syndicats exigent la participation du personnel au capital des sociétés comme ce sera le cas pour TF1.

L'inquiétude du personnel est d'autant plus grande que la situation financière de Télé Monte-Carlo ne cesse de se dégrader. Privée de la contribution d'un de ses actionnaires (Europe 1), la station a dû réduire sa grille de programmes et a vu cho-

ser ses recettes publicitaires. TMC, qui perd 3 millions de francs par mois, se voit aujourd'hui confisquer ses dernières ressources par une saisie-arrest sur recettes prononcée il y a quinze jours au profit de Téléfusion de France.

Dettes

La station de télévision ne paye plus en effet sa facture de diffusion depuis juillet 1985. Plus grave encore : elle n'a pas honoré ses dettes auprès de l'Union européenne de radiodiffusion (UER) pour un grand nombre de retransmissions. L'affaire est d'autant plus scabreuse que ces retransmissions ont été utilisées par TVI, ancienne filiale italienne de TMC revendu à la société bretonne TV Globo. Pour pouvoir bénéficier des prestations de l'UER, réservées aux télévisions publiques ou assimilées, TVI, société privée, continue à passer par TMC. Or si TVI affirme avoir réglé ses factures auprès de TMC, la station monégasque, elle, n'a pas payé l'UER.

Télédiffusion de France, qui sert d'intermédiaire financier dans toutes ses relations avec l'UER, s'est donc retrouvée dans une situation fort inconfortable. D'autant que l'établissement public n'est pas à l'abri d'un contrôle de la Cour des comptes. TDF a donc décidé de prêter directement son dû auprès des régies publicitaires de TMC. La station monégasque risque ainsi de se trouver complètement asphyxiée si une solution ne se dégage pas très rapidement pour sa reprise.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

RMC réorganise ses filiales

Bulletin de santé avant privatisation. M. Patrick Borvo, directeur général de Radio Monte-Carlo (RMC), tenu jeudi 18 décembre une conférence de presse à la veille de la cession de la station franco-monégasque au privé. La privatisation (le capital actuel est détenu à 83,33 % par la Sofrad, le holding gérant les participations de l'Etat français dans l'audiovisuel, et à 16,66 % par la principauté de Monaco) est normalement prévue pour février : la commission mixte interpartie déposera ses conclusions en janvier, le Crédit lyonnais achèvera son audit au même moment et la Sofrad réalisera une concertation avec les pouvoirs publics, au projet de décret fixant les modalités de ce transfert.

Pour la station, « 1986 a été une année », remarque M. Borvo. L'audience — 8 % du marché national de la radio — est à un « point haut ». C'est pourquoi, malgré le départ en fin d'année du directeur des programmes, M. Simon Monod, et son remplacement par l'actuel directeur d'antenne, M. Patrice Dulac, la grille évoluera peu.

A ces bons résultats d'audience correspond un coefficient de remplissage des écrans publicitaires en hausse de 1 % sur RMC ce trimestre, quand il est en baisse de 2,6 % pour le média radio en général. Une performance que la publicité... — une première — pourrait accentuer.

Pour conforter ce relatif succès, M. Borvo table essentiellement sur la solidarité des péripatériques — un syndicat de défense a été créé — et poursuit de l'implantation de la station sur la bande FM : présence

accrue à Paris grâce à la fréquence 103,1 MHz ; négociation d'un accord avec Yve Martin République pour diffuser sur la radio de ce quotidien les émissions de RMC-Cité d'Azur, un programme autonome actuellement retransmis sur une fréquence monégasque. Le directeur général de RMC espère en faire le point de départ d'un nouveau réseau en liaison avec les quotidiens régionaux. Enfin, RMC espère développer son activité antenne italienne en association avec le régisseur transalpin Publinter.

Mais avant sa privatisation, RMC doit encore procéder au « nettoyage de ses filiales ». Une importante redistribution des cartes est actuellement en cours avec la Sofrad. Cette dernière doit reprendre les participations de RMC dans Sud-Radio (10 %), ainsi que dans les stations situées au Proche-Orient et en Afrique : la Somera à Beyrouth, RSM à Maroc et Africa 1 au Gabon. Parallèlement, RMC reprendra la participation que la Sofrad détient dans la maison de production, Technisonor.

Enfin, si la station s'appuie à créer RMC Audiovisuel à la société France Animation, elle conservera les 5 % de capital qu'il détient dans l'Agence centrale de presse (ACP). Mais c'est bien sûr le cas de Télé Monte-Carlo qui pose le plus de difficultés : une fusion entre les deux sociétés est envisagée, le groupe RMC-TMC étant privé d'un seul tenant. M. Borvo estime indispensable un accord entre TMC et le projet d'une télévision parisienne, pour un partage raisonnable du marché des télévisions régionales.

P.-A. G.

Edition

Quand les spécialistes pensent aux amateurs

(Suite de la première page.)

C'est, en effet, une exceptionnelle réussite qu'a accomplie cet homme qui est reconnu mondialement comme un grand professionnel de l'édition : entré chez Gallimard en 1972 avec son ami Jean-Olivier Héron — un autre Breton, amateur de bateaux, — il a fait passer la part du département Jeunesse dans le chiffre d'affaires de presque rien en 1972 à 28 % aujourd'hui ! Toutes collections confondues, il a été vendu en 1985 sept millions de volumes pour la jeunesse, dont six millions en format de poche...

Pierre Marchand, l'autodidacte, a su tirer parti de cette qualité peu courante dans l'édition. Né en 1939 à Nantes, il est

domaine scientifique avec le Musée de La Villette.

Les douze premiers titres parus — soutenus par une campagne publicitaire de 5 millions de francs — montrent l'esprit d'une collection qui est d'ores et déjà un événement. Les livres frappent d'abord par la beauté de l'illustration et de la mise en page, puis par la conception tout à fait originale. Un préjugé préconçu, comme dans un film documentaire, un élément capital du sujet traité : le déchiffrement de la pierre de Rosette par Champollion pour l'Egypte, le bombardement de Guernica par Picasso, une ascension en solitaire de la face ouest des Drus pour la conquête du mont Blanc.

Ensuite le texte proprement dit est traité en quatre-vingts ou cent



À la recherche de l'Egypte oubliée.

le fils d'un journaliste agricole qui ne savait ni lire ni écrire ; il a commencé à travailler à quinze ans sur les chantiers navals avant un service militaire de vingt-sept mois en Algérie ; puis il entre dans une imprimerie de la rue de la Tombe-Issoire, à Paris, qui travaille, entre autres, pour Gallimard : « La réalité dépasse la fiction ». Aujourd'hui, il peut savourer sa revanche, mais sans aigreur aucune, ce n'est pas dans sa nature.

Autour de Gallimard Jeunesse, il a déjà rassemblé ses domaines de prédilection : des livres de mer avec un magazine Voiles et voiliers ; des guides de voyage, avec la collection des « Carnets du voyageur » et, en gestation, une collection qui s'appellera « La bibliothèque du voyageur ». On vient aussi de lui confier la responsabilité de la « Série noire », pour la moderniser (1).

« J'ai la chance de pouvoir faire des livres pour adultes, explique-t-il. Comme cela, je peux mesurer à quel point les livres de jeunesse sont bien plus difficiles à faire. Ce sont ceux qui laissent les empreintes les plus fortes. Ce sont les plus exigeants parce qu'ils s'adressent à un public vis-à-vis duquel nous avons de très grandes responsabilités. Etre éditeur pour la jeunesse, c'est être éducateur, j'en suis vraiment convaincu ».

Avec « Découvertes Gallimard », il crée les livres qu'il aurait aimé avoir... Autour de lui, avec lui et avec Jean-Olivier Héron s'est formée une équipe qui, comme lui, travaille sur l'ensemble des projets. « Il ne faut pas que les gens soient spécialistes. Quand il le faut, toute l'équipe travaille sur la même chose. Pour « Découvertes », nous n'avons pas de modèle, pas de référence. Rien de comparable. C'était plutôt angoissant. Dès 1972, j'avais le projet de faire une encyclopédie. Peu à peu, nous avons remanié à une série en gros volumes. J'ai pensé qu'on n'a pas le droit d'arrêter le savoir. Une encyclopédie en vingt volumes ferme le savoir. Ça, c'est ouvert ».

C'est un projet qui va durer dix ans, quinze ans peut-être, à raison de vingt-quatre titres par an. Nous avons signé un plan de quatre-vingt-cinq titres dans le

vingt-huit pages avec mille incitations à y entrer : des titres, des intertitres soulignés, des légendes qui expliquent clairement le contenu, des cartes et des images techniques, des images pour rêver. « On n'a jamais vu autant de choses entre la première et la dernière page d'un livre », dit la publicité. Pas « tu », mais « vu ». Sous un faible volume, c'est en effet toute l'iconographie capitale d'un sujet qui apparaît — parfois en dépliant de six ou huit pages pour le Nil, la jasson à la balaise sur un rouleau japonais, ou bien le tableau Guernica. Dans une troisième partie, des « témoignages et documents » permettent de dépasser la période et de donner les dernières informations sur le sujet...

Blancs et Bleus dans la Vendée déchirée, par Jean-Clement Martin, qui publie en 1987 au Seuil une étude sur la Vendée, Goya, par Jeanne Baticle, conservateur en chef du musée du Louvre, Alexandre Dumas, par Brighelli, Biet et Rispaill, le trio auteur de l'excellente Histoire de la littérature, chez Magnard... Autant de sujets où, quel que soit son âge, on se plonge pour apprendre et admirer. Et trouver, en un petit volume, autant d'illustrations que dans plusieurs albums gros et chers.

Les sujets sont regroupés en séries : histoire, littérature, musique, aventures, société, peinture, techniques, économie, nature, archéologie, cinéma, sans qu'un plan préétabli fige cette « encyclopédie de poche ». On annonce pour 1987 : Pompéi, les Indes, la conquête des pôles, Wagner, Mozart, Malraux, les Vikings, l'affaire Dreyfus par Jean-Denis Bredin, etc. Un ambitieux projet se met en place : des spécialistes écrivent pour des non-spécialistes l'état des connaissances à la fin du siècle.

NICOLE ZAND.

(1) Dans le domaine de la presse, Pierre Marchand a décidé de suspendre la publication de mensuel Piranha, publié avec Télérama. Il lance en février un journal pour les deux à cinq ans, Malraux.

* « Découvertes Gallimard » : douze titres parus. Format 125x176 mm, 80 à 128 p., 48 à 62 F (de 12 à 120 ans).

* Pour les plus jeunes : « Découvertes Benjamin », quarante-quatre titres parus (à partir de 5 ans) et « Découverte Cadet », trente-quatre titres parus (à partir de 8 ans).

سكناك الاميل

Société

ENVIRONNEMENT

La réunion des Etats riverains du Rhin

La Suisse remboursera à la France les dégâts « incontestables »

Des saumons remontant le Rhin en l'an 2002 : voilà l'objectif ambitieux que les ministres de l'environnement des pays riverains du fleuve se sont assignés, au cours de leur réunion du vendredi 19 décembre à Rotterdam. Dans ce dessein, ils ont chargé la Commission internationale pour la protection du Rhin (CIR) de leur faire des propositions qu'ils examineront lors de leur prochaine réunion qui se tiendra en France dans les premiers mois de 1987.

Les ministres ne se sont pas entendus, en revanche, sur la constitution d'équipes d'experts internationaux indépendants, chargés de surveiller les entreprises riveraines. M. Alain Carignon, le ministre français, a obtenu des assurances de

M. Alphons Egli, le président de la Confédération helvétique, quant au règlement des dommages causés par l'incendie, le 1^{er} novembre, à l'usine Sandoz de Bâle. Le gouvernement suisse « accordera, si nécessaire, ses bons offices pour le règlement des dommages », est-il ainsi écrit dans le communiqué final.

Les autorités helvétiques, même si le gouvernement n'a apparemment pas le pouvoir de faire payer Sandoz, semblent disposées à régler — et rapidement — une première tranche de la facture que leur ont présentée les Français, à savoir une indemnisation de quelque 50 millions de francs pour les dommages « incontestables ».

La poubelle de Rotterdam

ROTTERDAM
de notre envoyé spécial

Il y a les villes et il y a les ports, dit le poète. Mais ce qu'il ne dit pas, c'est que, aujourd'hui, derrière les ports et leur charme ambigu, s'étendent d'immenses zones industrielles. Et puis, lorsque le port est situé à l'embouchure d'un fleuve, il y a la poubelle commune, lieu où viennent s'entasser les déchets accumulés sur des centaines de kilomètres. Si le port s'appelle Rotterdam — le plus grand du monde — et si le fleuve s'appelle le Rhin — pollué s'il en est, — cette poubelle prend des proportions ahurissantes.

Pour garder les voies maritimes suffisamment propres, les responsables de Rotterdam doivent en effet, chaque année, draguer environ

23 millions de mètres cubes de boue. Une partie (13 millions de mètres cubes environ) est rejetée à la mer. Mais le reste, soit 10 millions de mètres cubes, est pollué à un tel degré qu'il est impossible au gouvernement — cela lui est d'ailleurs interdit par les conventions internationales — de les rejeter dans la mer du Nord. Conséquence : il faut stocker cette boue. Jusqu'à présent, les autorités avaient réussi à la faire « à terre », dans la grande banlieue du port, dans un « lac » de plusieurs kilomètres de long et de dizaines de mètres de profondeur, un lac gris, rempli de boue glauque et au-dessus duquel, ce soir-là, volait une mouette — pas deux ! — qui semblait bien se demander ce qu'elle faisait là.

Le lac, maintenant, est plein à ras bord, et il n'y a plus de place sur terre, dans ce pays où la moindre

parcelle est exploitée. Alors, les autorités néerlandaises ont entrepris — et cela leur a coûté 200 millions de florins, soit près de 600 millions de francs français — de créer une « poubelle » : 150 millions de mètres cubes. Le calcul est simple : à raison de 10 millions de mètres cubes par an déversés par d'immenses pipelines, le lac sera de nouveau rempli en 2002.

Et après ? « Après, nous ne voulons plus stocker encore et encore de la boue, répondent les responsables du port, il nous faut absolument parvenir à traiter les déchets de manière à ce qu'ils ne soient plus pollués et ainsi pouvoir les rejeter à la mer. »

JOSÉ-ALAIN FRALON.

JUSTICE

Absent aux assises de la Seine-Maritime

La nouvelle révolte de Roger Knobelspiess

ROUEN
de notre envoyé spécial

Le 19 janvier dernier, Roger Knobelspiess envoyait des baisers à la cour d'assises de l'Esneume, qui, en le déclarant non coupable d'une attaque à main armée contre un fourgon de convoyeurs de fonds, le rendait ainsi à la liberté. Onze mois plus tard, jour pour jour, vendredi 19 décembre, il a posé un lapin à la cour d'assises de la Seine-Maritime devant laquelle il devait comparaître au côté de son frère Jacques et de son ami d'enfance Michel Baron, impliqué avec lui dans ce qu'on appelle la fusillade d'Elbeuf. Ce défaut de comparution « étant de nature à compromettre le bon déroulement des débats », a entraîné un renvoi du procès à la prochaine session.

Cette fusillade d'Elbeuf, survenue dans la nuit du 23 au 24 septembre 1982, vult à Roger Knobelspiess une incrimination de résistance avec violence et voies de fait envers des agents de la force publique, avec cette circonstance aggravante prévue par l'article 215 du code pénal que « cette rébellion a été commise par une réunion de trois personnes en possession d'armes cachées ». Si elle lui faisait encourir cinq à dix ans de réclusion criminelle, il n'en demeurait pas moins libre, et c'était la dernière affaire dont il avait à répondre après une succession, depuis 1972, de procès criminels qui avaient fait de lui un symbole de révolte contre la prison, la justice et la police. Il y avait gagné une réputation. Il avait mobilisé en sa faveur des intellectuels, des artistes, des écrivains, qui, après qu'il eût publié lui-même plusieurs ouvrages, le considéraient comme l'un des leurs.

Une grâce présidentielle, en octobre 1981, avait ajouté à sa renommée. Ceux qui avaient vu la faveur croissante de l'homme lorsqu'il fut arrêté et inculpé pour l'attaque du fourgon, et son acquittement à Evry pour cette affaire

constituaient pour lui une victoire que l'on pouvait croire définitive.

Restait cette fusillade d'Elbeuf : Roger Knobelspiess, en se dérochant à cette dernière épreuve judiciaire, s'est-il fait le bon choix ? Officiellement, les raisons de son refus de comparaître n'ont pas été dites. Il n'a d'ailleurs pas adressé de lettre à la cour pour les exposer. En fait, il les avait confiées le matin même au journal *Libération*, et ses défenseurs, M^{rs} Henri Leclerc et Thierry Lévy, ont assuré qu'ils n'en furent, pour leur part, pas autrement informés.

Il en ressort d'abord une méfiance qu'il exprime envers la cour d'assises de la Seine-Maritime. Il soupçonne sinon cette juridiction, du moins le parquet de Rouen et les policiers de la région, de vouloir, par le biais de l'affaire d'Elbeuf, effacer le retentissant acquittement prononcé par les assises de l'Esneume pour l'attaque du fourgon. Il fonde sa suspicion sur le fait que seulement deux jours de débats avaient été prévus. L'accusation n'ayant fait citer que sept témoins à charge, alors que Roger Knobelspiess invoque des alibis et qu'à son avis il y avait beaucoup à discuter.

L'arrestation d'Elbeuf

Il fait valoir ensuite les circonstances de son arrestation à Honfleur, le 5 juin 1983, lorsqu'il était précédemment recherché pour l'affaire de l'Esneume. Il soutient que, ce jour-là, M. Jean-Paul Bidet, commissaire principal au service régional de police judiciaire de Rouen, a tiré sur lui avec la volonté de le tuer, une balle ayant traversé la voiture dans laquelle il se trouvait, de la glace arrière au pare-brise avant droit.

C'est l'accusation qu'il avait d'ailleurs publiquement proférée en présence de M. Bidet, lors du procès devant les assises de l'Esneume. Le policier avait alors rétorqué qu'il visait les pneus et que cette balle

avait dû ricocher. Néanmoins, Roger Knobelspiess avait porté plainte pour tentative d'assassinat et il affirme aujourd'hui qu'une expertise balistique ordonnée dans le cours de cette instruction a conclu que la balle incriminée n'avait pas ricoché. « Je viendrai me faire juger pour la fusillade d'Elbeuf lorsque le policier que j'accuse sera inculqué ».

Le voilà donc de nouveau répété en fuite et sous le coup d'une menace d'arrestation dont le représentant du ministère public, M. Roger Tachéau, a déjà annoncé la déviance et proclamé qu'elle aurait de rapides effets.

Cette défection d'un Roger Knobelspiess, conscient à coup sûr de rappeler qu'il reste toujours lui-même, a une autre conséquence. Son frère Jacques, qui se trouvait comme lui en liberté, mais s'était constitué prisonnier à la veille du procès, restera cette fois détenu. Son avocat, M. Jacques-Hervé Hazan, avait demandé qu'en dépit du renvoi de l'affaire Jacques Knobelspiess puisse retrouver sa liberté et ne devienne pas, en raison de l'attitude de son frère, « un otage judiciaire ». Pareille idée est apparue « détestable et inacceptable » à l'avocat général : « La justice, a-t-il dit, ne saurait pratiquer ce genre de manœuvre ».

Pour autant, M. Tachéau n'en a pas moins demandé et obtenu le maintien en détention de Jacques Knobelspiess au motif que celui-ci « était bel et bien parti en cavale après la fusillade d'Elbeuf » et que le laisser libre sans garantie suffisante de représentation pouvait aboutir à le voir, lorsque son frère sera réarresté et arrêté, imiter ce dernier et « bafouer à son tour la justice ».

Voilà qui n'est pas fait pour amadouer Roger même si aujourd'hui le nom de Knobelspiess n'est plus, dans l'opinion, ce qu'il fut.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

ÉDUCATION

L'UNEF-ID veut « deux millions d'étudiants »

Les fruits de la victoire des étudiants ne resteront pas longtemps sur l'arbre. L'UNEF indépendante et démocratique (UNEF-ID, à majorité socialiste), le syndicat qui a accompagné la révolte étudiante jusqu'au retrait de la loi Devaquet, a décidé de récolter sans attendre ce qui lui revient. Son président, M. Philippe Darriulat, a indiqué, jeudi 18 décembre, que l'UNEF-ID entendait pousser l'avantage dans deux directions : le renforcement de son influence et la contribution aux débats sur l'avenir de l'Université. Après la dissolution de la Coordination nationale issue des comités de grève de chaque université, l'UNEF-ID paraît comme l'unique vainqueur institutionnel du mouvement.

Les étudiants, tout en rejetant la « récupération », n'ont jamais repoussé le fait syndical, et n'ont eu qu'à se féliciter de l'aide matérielle et tactique de l'UNEF-ID.

Le syndicat, qui a considérablement renforcé sa notoriété non seulement dans les universités mais aussi dans les lycées, souhaite jeter des ponts avec ces derniers, dont la mobilisation a été considérable tout au long de ce mouvement.

Il ne s'agit pas, selon M. Philippe Darriulat, de créer une organisation lycéenne, mais de « tisser des liens entre ces deux fractions de la jeunesse ». Des « correspondants » de l'UNEF-ID seront donc désignés dans les lycées pour organiser des débats sur l'enseignement supérieur.

Sur la lancée, le syndicat souhaite, en effet, élaborer des propositions pour l'Université. Celles récoltées actuellement à travers les discussions organisées parmi les étudiants seront rassemblées, et leur synthèse, élaborée par un collectif national de cent cinquante responsables de l'UNEF-ID, sera publiée au début de janvier. M. Philippe Darriulat a déjà indiqué quelques axes de réflexion. Il a ainsi lancé le mot d'ordre des « deux millions d'étudiants » dans l'enseignement supérieur (contre 1,1 million inscrits actuellement). Cet objectif nécessiterait l'adoption d'une loi de programmation prévoyant un plan de création d'universités sur dix ans.

Une quatorzième université à Paris

Dans l'immédiat, le syndicat revendique un collectif budgétaire prévoyant l'ouverture d'une quatorzième université dans la région parisienne afin de permettre, dès la rentrée prochaine, l'accueil de tous les bacheliers dans la matière de leur choix : notamment dans les matières

scientifiques, en sciences économiques et en administration économique et sociale (AES), où les difficultés sont les plus aigües.

L'UNEF-ID réitère son opposition à la séparation, mais reconnaît qu'il faut traiter le problème des abandons en cours de premier cycle. D'abord en multipliant les liens entre l'enseignement secondaire et le supérieur pour mieux informer les lycéens, et en introduisant plus de souplesse dans les choix de filières ; des réorientations en cours d'année devraient être rendues possibles.

Pour améliorer la vie quotidienne, le syndicat revendique le retour à la parité Etat-étudiants pour le financement des restaurants universitaires, et propose l'instauration d'un système de tickets-restaurant : les étudiants réfractaires aux « restaur-U » pourraient ainsi déjeuner là où ils le veulent. D'autres suggestions concernent l'amélioration du logement des étudiants, leur place dans les instances de gestion des universités, enfin l'accueil des salariés et des étrangers.

L'UNEF-ID annonce « un large débat » sur ces propositions avec les commissions de réflexion mises en place par les étudiants et avec tous les syndicats nationaux.

L'appel du pied vif en premier lieu sa rivalité, l'UNEF Solidarité étudiant (UNEF-SE, à majorité communiste), qui n'a joué qu'un rôle modeste dans le mouvement, et dont la dernière fraction socialiste, composée de militants du CERES, vient d'engager des contacts d'approche avec l'UNEF-ID.

Au-delà de l'enjeu que représente la reconstitution du champ syndical, l'UNEF-ID entend profiter du report de forces favorable pour faire fructifier le capital de sympathie et d'énergie qu'elle a accumulé pendant la grève.

Elle fera donc connaître très rapidement sa plate-forme de propositions et engagera une campagne de meetings destinée à « gagner l'opinion publique à l'idée de deux millions d'étudiants ». Cela dès janvier, sans attendre les assises nationales programmées pour mars 1987 par la coordination avant son sabotage, dont la perspective semble aujourd'hui assez floue. Presque aussi floue que celle de la « grande concertation, conduite par une personnalité de premier plan », imprudemment annoncée le 8 décembre par le ministre de l'éducation nationale. Cette « personnalité » dont le nom devait être connu « dans les deux ou trois jours » n'a toujours pas été trouvée.

PHILIPPE BERNARD.

FAITS DIVERS

L'autorisation des machines à sous dans les casinos

« Une mesure de survie » pour la profession

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Le vote par l'Assemblée nationale de l'autorisation d'exploitation des machines à sous dans les casinos (la loi du 20 décembre) a été accueilli avec beaucoup de satisfaction par l'ensemble de la profession, qui réclamait cette mesure depuis plusieurs années. Elle intervient au terme d'un exercice — clos le 31 octobre — dont les résultats ont été les plus mauvais enregistrés en France constants, avec une diminution du produit brut de plus de 14 % pour l'ensemble des casinos et de plus de 18 % pour les vingt premiers établissements classés.

Selon M. Jacques Gilbert, président du Syndicat des casinos autorisés de France (SCAF), il s'agit « d'une véritable mesure de survie qui rétablit enfin une concurrence normale avec les exploitants étrangers et permettra de compenser largement le manque à gagner pour l'Etat et les communes résultant du récent relèvement de 25 % à 35 % de l'abatement à la base sur le produit brut des jeux ».

« On a enfin compris », a ajouté M. Gilbert, que les casinos sont des commerces comme les autres qui ne pouvaient plus fonctionner comme ils le faisaient depuis un demi-siècle en ignorant l'évolution des goûts de la clientèle.

« En quoi les machines à sous seraient-elles plus amicales que les autres jeux ? demande M. Gilbert. Quant au risque de malinisme du « milieu », il est d'autant plus fallacieux que ces appareils seront exploités dans des établissements placés sous une surveillance permanente de la police et que leur nombre ne pourra pas augmenter à l'infini. Les recettes provenant des machines à sous seront, d'autre part, lourdement imposées, puisqu'elles vont être soumises pour les principaux casinos au prélèvement opéré dans la tranche supérieure du produit taxable (80 % après abatement) ».

Dans un livre blanc publié en octobre 1985, le SCAF avait calculé que le chiffre d'affaires des machines à sous ne serait pas inférieur à 100 millions de francs (1) et que le Trésor public encaisserait deux fois plus d'argent qu'aujourd'hui, soit environ 700 millions de francs. Or le manque à gagner consenti au relèvement de l'abatement à la base ne sera que de 65 millions de francs.

Le syndicat déplore toutefois que le Sénat ait reporté l'examen du projet de loi à sa session de printemps.

Ce retard rendait impossible l'introduction des machines à sous avant le prochain exercice, compte tenu des délais nécessaires à la publication des décrets d'application, à l'instruction des demandes d'autorisation des casinos, à l'installation effective des appareils et à la mise en place d'un système de surveillance informatique. (Lire page 12 notre article sur l'année noire des casinos.)

GUY PORTE.

(1) Ce montant a été calculé en fonction de la mise en service de 3 700 machines produisant chacune 35 000 F par mois de recettes brutes sur 33 120 heures d'exploitation (soit 1 159 200 000 F). Dans les trente casinos autorisés, la recette des machines à sous représente de 45 % à 55 % des recettes globales des jeux. Elles sont passées de 23,6 % en 1979 à 37,8 % en 1985 au casino de Looz, à Monacq, soit un quadruplement en six ans contre un doublement des recettes des autres jeux.

A propos de trois affaires judiciaires

Le Syndicat de la magistrature s'inquiète de « pressions d'ordre politique »

Dans une lettre ouverte adressée, vendredi 19 décembre, au procureur général de Paris et au premier président de la cour d'appel de Paris, M^{rs} Adeline Hazan et M. Jean-Pierre Deschamps, respectivement présidente et secrétaire général du Syndicat de la magistrature, font part de leur « inquiétude » à propos du fonctionnement récent de l'institution judiciaire parisienne.

« Trois affaires, écrit-elle, nous semblent particulièrement révélatrices d'un fonctionnement apparemment perturbé par des considérations, voire des pressions, d'ordre politique. L'une de celles-ci est l'affaire du « vrai-faux » passeport fourni par la DST à M. Yves Chénier. « Nous nous interrogeons sur la DST, placée sous l'autorité du ministre de l'Intérieur, puisse intervenir dans le cadre de l'information du Carrefour du développement, la notion de « secret défense », alors qu'il s'est avéré récemment que cette notion pouvait servir simplement à masquer la vérité à laquelle chaque citoyen de ce pays a droit ».

La deuxième affaire qui inquiète le Syndicat de la magistrature est le comportement du parquet de Paris à l'occasion de la mort de Malik Oussekine, qu'il juge « contraire aux pratiques habituelles ». Il s'agit

notamment du communiqué du procureur de la République « ne diffusant que les informations pouvant accélérer l'issue que le décès de la victime était dû à son état de santé et non aux coups reçus ».

Enfin, le Syndicat de la magistrature s'élève des « circonstances qui ont entouré l'affaire dite de Fontenay », où un policier en état d'ivresse a tué un jeune homme : « Nous nous interrogeons sur la qualification pénale d'homicide involontaire soit en rapport avec la qualité de policier de l'inculpé ».

Dans ces trois cas, conclut le syndicat, l'indépendance de l'autorité judiciaire est gravement compromise par des considérations plus politiques que juridiques.

« La mort de Malik Oussekine : trois policiers remis en liberté. — Gardés à vue par les policiers de l'inspection générale des services dans le cours de la commission rogatoire délivrée par le juge d'instruction M. Philippe Jeannin, les trois policiers du peloton voltigeur motocycliste impliqués dans la mort de Malik Oussekine (dont le brigadier-chef Schmitt, qui conduisait, le 8 décembre, un groupe d'une vingtaine de motos dans la rue Racine), ont été remis en liberté.

IMMIGRATION

Bivouac à la préfecture

ORLÉANS
de notre correspondant

Café chaud gratis pour les étrangers qui font la queue sur le trottoir chaque matin avant l'ouverture des portes de la préfecture du Loiret à Orléans : c'est l'initiative prise par l'ASTI (Association de solidarité aux travailleurs immigrés) locale pour dénoncer « l'irresponsabilité » des pouvoirs publics à propos des mesures de regroupement des formalités de séjour.

Un camping-gaz, quelques thermos, les gobelets circulant dans la pénombre et le froid du petit jour. Le premier de la file — un Marocain, en France depuis quatorze ans — attend depuis 5 h 20 du matin. Il travaille en équipe et s'est débrouillé pour permuter avec un collègue.

A 8 h 30, les grilles se lèvent ; deux policiers font entrer un par un les étrangers, fouillent les sacs ; la cinquantaine de chaises de hall

d'attente, au premier étage, sont aussitôt occupées. Un fonctionnaire annonce, l'air gêné : « Nous vous demandons un peu d'indulgence ; la personne qui doit signer les récépissés a un petit retard d'une heure. » Un unique guichet pour l'instant sur les six fonctionnaires et un second épisodiquement. La plupart de ces étrangers — certains viennent de 30 kilomètres à la ronde — sont là pour une bonne partie de la journée. Dans l'arrondissement d'Orléans, qui compte vingt-sept mille étrangers, les seuls bureaux de la préfecture sont ouverts ainsi qu'un guichet sur le campus universitaire de La Source.

L'ASTI d'Orléans a été reçue par le directeur du cabinet du préfet, qui a promis une amélioration du service. Elle invite aussi les organisations humanitaires à se joindre à son action syndicale.

RÉGIS GUIYOTAT.

Fêtes de la musique

Une sélection des meilleurs disques classiques à offrir

LYRIQUE

L'année des découvertes

Fin de trimestre, veille de fêtes, deux occasions de faire le point sur la récente production discographique lyrique, qui a été marquée par deux tendances : plus une ; les œuvres connues revisitées ; quelques « marginales ».

De côté du répertoire établi, un

nouveau *Tamerlano* de Haendel (Erato), dirigé par John Eliot Gardiner, très britannique de ton, avec des interprètes plus stylisés que « vocaux », une métrique rigoureuse et un certain charme dit « baroque ».

Autrement plus polémique, le *Don Giovanni* de Karajan, homni par cer-

tain, salué par nous (Le Monde du 14 octobre 1986), orchestre opulent, voix somptueuses, événement à coup sûr. *La Fille du régiment*, prise sur le vif à Favart (EMI), avec le vétéran Alfredo Kraus, l'aigu toujours vaillant et l'inépuisable élégance du style, et la nouveauté au firmament des stars, Juse Anderson, trilles, gammes et contre-mi à la

commande et abattage scénique époustouflant : le passage du témoin du bel canto entre deux générations.

Du côté des découvertes, d'abord et avant tout, *Le Roi Artus*, de Chausson, bien moins wagnérien qu'on le disait, très « école française » au contraire, orchestration solide mais transparente, homogène mais structurée, lignes vocales tendues et lyriques. La révélation de la saison (ni enregistrement ni représentation) et une interprétation de haut niveau (Erato). Le *Don Sanche* de Liszt, œuvre de jeunesse que l'on croyait perdue, dont la réputation était exagérée et de fait emphatique, boursée de réminiscences, mais chantée par deux artistes éminents, Julia Varady et Istvan Gati.

Des curiosités

Bref, les curiosités. *La Fedora* de Gioacchino (Hungaroton), qui n'a guère quitté l'affiche en Italie, aura de nombreux stars (Carnio, Olivero, Callas), plus vériste qu'il n'est pensable, inspirée de Sardou, mélodramatique à l'excès ; avec, en prime, le tandem Eva Marton (excellente) et José Carreras. A consommer (CBS). Le *Caterino Cornaro* de Donizetti (Rodolphe Productions), enregistrement justifié uniquement par la présence de Montserrat Caballé dans son vrai répertoire, distillant son art de la *flautura* ; extra assurée pour tout amateur de voix. *Le Manoir hanté* de Moszkowski, le père de l'opéra national polonais, compositeur de symbolisme et de romantisme, mêlant influences italiennes et françaises et traditions slaves ; un bon moment de nostalgie (Rodolphe Productions). *La Cabaña* d'Adamo de Galuppi, pour les amateurs des artifices et de la séduction du dix-huitième siècle.

On sautait oublier les *Marginales* : un récital de mélodies de Liszt, par Hildegard Behrens (DG), les deux portraits consacrés à Alain Vanzo (Chant du monde) et Madly Mœglin (EMI), justice rendue à notre école nationale, et, superbe, le merveilleux hommage à Ninon Vallin (EMI), artiste d'exception, versatile et toujours juste.

ALAIN ARNAUD.

ANCIEN ET BAROQUE

Résurrections

● Jean-Sébastien Bach : Motets BWV 225 à 230, BWV 118.

Le monument des Motets de Bach avait déjà tenté Harmonicon. Et la vision qu'il en imposait, incroyablement théâtrale et de feu, pour confondre, semblait découler de toute approche nouvelle.

Philippe Herreweghe et sa Chapelle royale, après une longue méditation sur le sujet (et surtout sur le rendu sonore le plus proche possible de l'idéal choral baroque) viennent pourtant de s'y essayer avec la complicité du Collegium vocal de Gand. Et leur réussite est à la dimension du modèle, aussi tonifiante et inventive que l'album Harmonicon, mais dans une perspective tout autre.

Harmonicon prenait la musique de Bach à bras-le-corps, avec des violences, des excès, des repentirs qui fascinaient certes l'auditeur, mais ne le laissent pas indifférent. Ce combat de Jacob avec l'ange, le chef belge préfère les méditations douces, si j'ose dire, du mysticisme, et à l'urgence d'un chant partagé entre prière et drame, la piste poétique de l'extase, quand les mots ouvrent sur le ciel et s'en redressent pas.

Et puis il y a la manière inimitable de l'artisan Herreweghe, son instinct de la polyphonie, des phrases, et ce don qu'il a de faire vivre les sons, qu'il module en vrai sculpteur.

(Harmonia Mundi, deux microsillons HMC-1231-32, ou un compact HMC-901231, sans le BWV-118).

● Joaquin Des Prés : Messe Pange Lingua.

Les jeux ensembles de la polyphonie de la Renaissance vous intimident encore ? Ce seul disque vous fera changer d'avis. Pour la couleur d'abord, qui pare le savant contrepoint d'un habit de vitrail, comme aucune autre interprétation ne l'avait fait auparavant. Ensuite, pour la touche d'émotion qu'y font passer les voix des Ensembles Clément Jaquein et Organum, mariées ici avec un rare bonheur d'écoute, sous la direction experte de Marcel Peres. De même coup, l'air de Joaquin, épris de perfection formelle comme de sublimes certitudes, devient accessible, transparent d'humanité, presque fragile. Et



Philippe Herreweghe quelle excellente idée d'avoir restitué la Messe dans l'environnement grégorien requis !

(Harmonia Mundi, un disque HMC 1238 ou compact 901239).

● Michel Praetorius : Danses de Terpsichore.

Après la chapelle, la danse. Celle des paysans et des princes telle que Michel Praetorius - esprit curieux, européen, qui fut l'ami de Schütz à Dresde - eut à cœur de nous la conserver.

Son recueil *Terpsichore*, publié en 1612, est un véritable almanach chorégraphique du temps, un outil de diffusion du style à la française (dans le sillage de l'*Orchesographie* de Toisot Arbeau) qui n'oublie pas les *Pavanes*, *Sarabandes*, *Passepieds* et *Spagnolettos* nés au soleil de la Méditerranée.

Attentif à cette pluralité, le New Consort de Londres réunit une réinterprétation stimulante, au plus juste des humeurs de chaque pièce. Fière ou abandon des rythmes, franchise de timbres des instruments des hautes époques (une trentaine !) qui font la fête avec l'ivresse : cette approche retrouve les clés de concert à l'ancienne, tout en le rendant complexe de notre modernité. L'un des « must » en CD de la rentrée.

(Oiseau-Lyre, un compact, 414633-2).

ROGER TELLART.

Verdi perdu et retrouvé

Continuant à ouvrir les boîtes magiques de ses archives, EMI, après ceux de Mozart et de Wagner, nous offre les introuvables de Verdi. Difficile entreprise, car, le fonds étant immense, des choix ont dû être faits, judicieux toujours mais frustrants.

Deux options ont présidé à la constitution de cet album : la succession des styles d'interprétation, la variété des époques. Par où se confirme que Verdi fut tour à tour compris puis malmené, redécouvert ou adopté. Que d'immenses artistes aient le chanté sans le comprendre tendit que d'autres, bien moins, y apportèrent ce feu, ce sursaut qui sont le secret de ce génie dramatique qui bouleversa les habitudes d'un bel canto déjà bien décadent et renouvela les canons vocaux, créant des tessitures, des emplois neufs pour un théâtre nouveau. D'où les flottements de l'interprétation, indice qu'une révolution avait eu lieu.

Quand d'aucuns ne pouvaient faire autrement que de le chanter selon leur tradition (Lilli Lehmann, Nellie Melba, Frieda Hempel, Liza Tetrazzini...), subtiles techniques du souffle et du son, vocalistes ébouriffés mais par tempérament étrangers à ces nouvelles exigences, une génération allait naître qui s'y accorderait d'emblée (et pas seulement les Italiens : Tamaro, puis le Arangi-Lombardi, la Reina, le Cigna, Battistini, l'indéfectible Caruso, mais aussi Gatti, Martinelli, Ruffo... mais encore les Français : Franz, Livina, Plançon... les Germains : Metzenauer, Reisinger, Dietrich).

Enfin, la « Verdi-Renaissance » vint : Schimayer, Lennarz, Ponselle, Klee... La noblesse s'imposait, des voix immenses pouvaient à la fois couvrir l'orchestre et chanter piano, leur aura s'alliait avec cet abandon de la ligne qui est l'âme du chant, une douceur extrême. Enfin, l'après-guerre suscita un retour à Verdi, un Verdi plus accessible, plus « humain », non moins intense : Stignani, Berlioz, Milonov, Börsing, Christoff, Gobbi...

Tous ne sont pas là et certains manquent cruellement : Mado Ortero, la Tebaldi, la Crispin... que l'on trouve heureusement ailleurs. En revanche, les découvertes foisonnent : le Schwarz-



En guise de livret dans le coffret, un numéro de l'Année-Schén, avec la biographie de tous les grands chanteurs verdien.

Kopf dans *Traviata*, la Grandi dans *Macbeth*, des Christoff grandioses, une Noréna toute de grâce et de fil de voix...

A. A.

★ EMI, huit disques 2910733.

PIANO

Fulgurances

Maria Yudina, qui était quelque peu mystique et abandonnait à l'occasion son piano pour se consacrer à des œuvres de charité, nous fait son plus bel et plus intime, entre les morceaux, des poèmes de Pasternak. Quelques détails de cette vie d'agitatrice ont ainsi passé les frontières russes, grâce notamment au témoignage de Chostakovitch.

Mais de disque, point. Avant qu'Harmonia Mundi, dans sa collection « Grande pianistes russes », exhumé deux documents, enregistrés respectivement en 1952 et 1958 : les *Sonates « Hammerklavier » opus 106 et opus 101* de Beethoven qu'elle soit aux forces d'un piano cristallin. Folle audace qui ne rendent des œuvres que les lignes contrastées et l'articulation rythmique, au détriment de la beauté du son ; Beethoven sans chair, passé au scanner, comme vu en transparence, pour la seule intelligence (Harmonia Mundi, un microsillon HMC 5174).

Le nom de Marcel Moyse fut écho dans les années 50 par ceux de Glazounov et Casadeaux. Pathé répara cette injustice en filmant trois fois dans sa collection « Répertoire » : après les albums Rameau et Scarlatti, voici l'essentiel de l'œuvre pour piano de Ravel. Technique française s'il en est, parfaitement équilibrée, et qui tente de ne faire oublier. Éléments nerveux de l'écriture, qui ne déplacent jamais les lignes de force, dans une atmosphère d'absence clarté. Un Ravel parfait (Pathé Marouel, deux microsillons 29-09 633).

Valéry Aftandjian était en juillet 1985 à Lockenhaus, le festival de Gidon Kremer, et une marque allemande, dont le classique n'est pas la spécialité, a enregistré une *Sonate en do majeur D 960* de Schubert qu'il eût été en effet dommage de ne pas avoir à la seule mémoire du public. Chaque note parle et lance des éclairs sur un tempo extraordinairement étiré, dans ce climat de tranquillité olympique qui succède, dit-on, au désespoir. A ce pianiste, sans doute plus connu en France comme romancier, on ne pourrait guère opposer dans Schubert qu'un Richter ! (ECM un microsillon ou un compact 329539 distr. DG).

Elaine Grimaud avait seize ans et travaillait encore rue de Médicis



Maria Yudina

avec Jacques Rouvier lorsqu'elle enregistra, entre les *Etudes-Tableaux* de l'opus 33 et deux *Preludes*, une *Deuxième Sonate* de Rachmaninov à vous cloquer au sol. Une virtuose nous est donc née qui, espérons-le, saura s'économiser (Denon, un compact, 33 CO-1054 distr. Adès). Vladimir Ashkenazy, qui n'a pas eu cette sagesse, nous fait lui aussi les vœux en 1963 dans le *Premier Concerto* de Tchaïkovski, réédité sur compact avec le *Le mineur* de Schumann (dont la prise de son est malheureusement beaucoup plus plate). L'Ashkenazy de l'époque avait non seulement l'agilité qu'il a gardée, mais la puissance et la tenacité (Decca, un compact, 417 555-2).

ANNE REY.

ORCHESTRES ET CHAMBRISTES

Haydn partout

Poursuite de l'extraordinaire intégrale des symphonies de Haydn par Derek Solomon et son ensemble d'instruments anciens L'Estro Armonico. Trente symphonies sont déjà disponibles. Vigueur et transparence, sonorités innocentes, intelligence de la conception : des interprétations qui renouvellent la question ! (CBS).

Après avoir donné les symphonies n° 1 et 2 de Beethoven, Christopher Hogwood et son Academy of Ancient Music ont gravé la Trinité (« *Héroïque* ») déposant ainsi cette musique sous la main de son temps. Une œuvre de son temps, nous est donc née qui, espérons-le, saura s'économiser (Denon, un compact, 33 CO-1054 distr. Adès). Vladimir Ashkenazy, qui n'a pas eu cette sagesse, nous fait lui aussi les vœux en 1963 dans le *Premier Concerto* de Tchaïkovski, réédité sur compact avec le *Le mineur* de Schumann (dont la prise de son est malheureusement beaucoup plus plate). L'Ashkenazy de l'époque avait non seulement l'agilité qu'il a gardée, mais la puissance et la tenacité (Decca, un compact, 417 555-2).

Pour en revenir à l'« *Héroïque* » de Beethoven, il faut absolument retentir, si l'on préfère une formation « traditionnelle », la leçon de direction donnée par Christoph von Dohnanyi à la tête de l'Orchestre de Cleveland (Telarc, compact ou microsillon, 80090).

Leonard Bernstein a entrepris une seconde intégrale Mahler, avec pour commencer les symphonies n° 7 (Philharmonie de New-York) et n° 9 (Concertgebouw d'Amsterdam). Versions prises sur le vif (en 1985), d'une tension extrême

(n° 9), d'une poésie intense, alliant miraculeusement liberté « romantique » et sens de la forme (n° 7). Seul ou presque aujourd'hui, Bernstein poursuit à sa manière la tradition de Bruno Walter (Deutsche Grammophon, deux compacts ou deux microsillons 419 211 (n° 7) et 419 208 (n° 9)).

A ne pas manquer non plus, la parution en premières mondiales de deux partitions orchestrales tardives de Vincent d'Indy, *Le Poème des rivières* et *Le Poème méditerranéen*, fort bien défendues, comme plusieurs du même répertoire, par Georges Frère et la Philharmonie de Monte-Carlo (EMI microsillon 270 3351). Autre découverte, casuelle celle-ci : *Le Livre de la jungle*, de Charles Koechlin, par l'Orchestre philharmonique de Khémis-Païssat et son chef Leif Segerstam (Cybelle, deux microsillons 352).

Parmi les nouveaux trésors de la collection « Références » se détachent le Quintette pour clarinette et cordes et le Trio pour piano, violon et cor de Brahms, avec Reginald Kell, Aubrey Brain, Adolf Busch et le Quatuor Busch, pages enregistrées respectivement en 1937 et en 1932. L'interprétation du trio, en particulier, est sans doute la plus grande jamais réalisée, et il est difficile de ne pas être tenté aux larmes par le troisième mouvement (marqué « Triste »), où le travail rythmique de Busch tient du prodige (EMI, microsillon 2909671).

Restons à la musique de chambre, et saluons avec joie la réapparition progressive en compact des quatuors de Haydn, magnifiquement enregistrés au fil des années (depuis 1967) par le Quatuor Tatal, dont l'intégrale est maintenant presque terminée. Après l'opus 76 (Hungaroton, deux compacts UC 12812.13), sont ainsi disponibles les six Quatuors opus 71 et 74 (Hungaroton, deux compacts UC 12246.47), et on annonce pour bientôt l'opus 64.

MARC VIGNAL.

La sélection des disques rock, jazz, variétés et musiques d'ailleurs sera publiée ultérieurement

Comité des Arcades du Palais-Royal

Président d'honneur : Jean-Claude BIALY

Président : Edward WEIL, organisateur du Noël du PALAIS-ROYAL

NOEL dans le jardin du Palais Royal



On compte sur Vous.

Cherhe

NICOLETTA - FRANCIS LALANNE

animé par FREDERIC DUREUX
LUNDI 22 DECEMBRE 1986
A 20 HEURES 30
VENTE AUX ENCHERES SOUS LE MARTEAU DE MAITRE HUBERT LEBLANC, Commissaire Priseur à Paris (Chambre des Notaires)

avec le soutien du Ministère de la Culture et de la Mairie du 1^{er} arrondissement
ENTREE : 100 F + 100 F
LOCATION : 3 F + 10 F
RENSEIGNEMENTS : 01.47.42.83
18, RUE MONTPESSIER 75001 PARIS

THEATRE EUROPE
CARTES BLANCHES AUX COMEDIENS ALLEMANDS
en collaboration avec le GOETHE INSTITUT
DECEMBRE 1986
SAMEDI 20 INGRID CAVEN chante
Fassbinder, J.J. Schuhl, Caven
ODEON THEATRE NATIONAL Tél. 43.25.70.32

Nouveaux supports nouveaux espaces

A	B	C	D	N	O	P	T	*
avril	bruno	cet carnet	cet dépôt	cet magasin	orange	phie	tempête	noige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été : heure Monte marine 1 heure

سكنا من الامل

Le Monde REGIONS

AQUITAINE

Des parkings mieux gérés

Pouvoir stationner dans une grande ville tient souvent à la gageure. Usagers et commerçants harçonnés par les élus pour qu'ils construisent de nouveaux parkings souterrains. Des réalisations fort onéreuses du fait de leur emplacement dans le centre des cités. Alors que bien souvent les parcs à voitures aménagés à quelques centaines de mètres de là restent vides. C'est le cas de Bayonne.

Aussi la municipalité a-t-elle décidé, sous l'égide de la loi 1001 du 12 décembre 1985, de « rentabiliser » les parkings, en orientant les automobilistes vers les disponibilités de stationnement. Pour cela, des panneaux équipés d'une signalisation en fibres optiques ont été installés aux abords du centre-ville : des symboles lumineux indiquent l'état de remplissage des parkings. Ces informations, transmises sur place par des compteurs de retransmission, sont transmises à un ordinateur qui les répercute ensuite sur les panneaux.

Auvergne

Une nuit sur le mont Pariou

Un lieu dans un cratère d'un puy d'Auvergne les 13 et 14 juillet 1987 ? Rien n'est sûr, l'idée fait rêver. Elle a été lancée par Jean-Jacques Kantorov, le violoniste qui assure, depuis le 1^{er} septembre 1985, la programmation de l'Orchestre régional d'Auvergne. Une promenade au bord du plus joli cratère proche de Clermont-Ferrand, le Pariou.

L'opération, intitulée « Une nuit sur le mont Pariou », comporte un programme... écologique. Les quatre saisons de Vivaldi, la Pastorale de Beethoven, le Concerto d'artifice royal de Liszt. Une « veillée » devrait suivre, au cours de laquelle Jean-Jacques Kantorov, ses amis, parmi lesquels Jean-Pierre Rampal, Jean-Pierre Wallès, François-René Duchable.

L'armée — elle gère en partie le lieu — EDF, la Société des eaux, Volvic et la BNP ont financé leur projet. M. Jacquemin, directeur administratif de l'Orchestre régional, pour participer au montage financier de l'opération, financé à 3,5 millions de francs. Mais la commune d'Ordes, sur laquelle se trouve le Pariou, a des réserves de sérieuses garanties pour la sauvegarde du site.

Ces réserves ne sont pas vaines. Jean-Jacques Kantorov pense organiser sa « veillée » sur les rives du lac Chambon.

AVEC TOURISME S.N.C.F. MINI-CROISIÈRE DU NOUVEAU AN SÈTE - TANGER - SÈTE, à BORD DU MARRAKECH

MERCREDI 31 DÉCEMBRE 1986

- Rendez-vous à Sète, d'embarquement et installation à bord.

- nuit de réveil à Sète.

JEUDI 1^{er} JANVIER 1987

- Journée en mer en pension complète, visite organisée du navire, jeux.

- après-midi vidéo, jeux de loto.

- soirée animée dansante.

- nuit en mer.

VENDREDI 2 JANVIER 1987

- déjeuner, arrivée à Tanger.

- excursion facultative ou journée déjeuner libres.

- à 17 h, bord, appareilage.

- dîner, dansante.

- nuit en mer.

SAMEDI 3 JANVIER 1987

- Journée en mer, pension complète.

- soirée dansante avec animation Lido-Bar.

- nuit en mer.

DIMANCHE 4 JANVIER 1987

- Petit déjeuner.

- arrivée à Sète.

- débarquement.

PRIZ PAR PERSONNE AU DÉPART DE SÈTE de 1 000 F (hors le type de cabine choisie) (pension complète, taxes de port).

EXCURSION : facultative à Tanger : 150 F.

CONDITIONS TARIFAIRES spéciales pour régionales Sète par le train.

RENSEIGNEZ-VOUS :

- dans les agences de S.N.C.F.

- dans les gares S.N.C.F.

- dans les gares S.N.C.F. de Sète.

- téléphone (16) (1) 43-21-49-44.

MOINS 14 % EN DOUZE MOIS

L'année noire des casinos



LES casinos français broient du noir. En 1985-1986, le 31 octobre, le produit brut d'exploitation des casinos a passé de 1 170 F, l'an dernier, à 1 017 F, soit une diminution de 14,1 %.

Selon la profession, les résultats sont les plus mauvais jamais enregistrés en France. La pondération apportée par les petits casinos, encore plus mauvaise puisque les vingt premiers établissements (75 % du total des gains) ont chuté de plus de 18 %.

Avec une baisse de 14,1 % (et de 257,28 F par rapport à l'exercice 1983-1984), le Palm-Beach de Cannes a été la première place à Divonne-les-Bains, lui-même en recul de 23,09 %. Autres reculs spectaculaires : les casinos Loews du Mandelieu (- 18,00 %), Trouville (- 22,90 %, bénéficiaire, l'an dernier, d'une grève au casino), Deauville-été (- 28 %), Deauville-été (+ 28 %), pas faire illusion puisque les casinos avaient eu des cours d'exercice précédent.

Une « maison » pour le saumon

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a participé à la 10^e de saumon, qui va être réalisée à Brioude (en Haute-Loire). Cette sous-préfecture a été choisie parce que située au bord de l'Allier, première rivière de France.

La vocation de la région est de développer l'opinion sur les problèmes du saumon. Elle sera

Ce s'inscrit dans une tendance à la non-renouvellement des jeux de la clientèle. Il s'explique, également, par des raisons conjoncturelles au premier rang desquelles la désaffection des riches clientèles américaine et du Moyen-Orient liée à la baisse du dollar et à l'effondrement des cours du pétrole ainsi

qu'aux effets de la crise en Europe. La pyramide de la clientèle des grands casinos s'étant de plus en plus resserrée par le haut, il suffit de l'absence de quelques gros joueurs pour modifier totalement la physionomie d'une saison (tel est le cas, en particulier, du Palm-Beach de Cannes).

Le coup d'arrêt donné, par ailleurs, à la progression régulière du casino d'Enghien paraît être la

conséquence de la prise, en 1985, de la loi relative à la répartition des bénéfices dans les casinos parisiens.

En proie à des difficultés financières de plus en plus graves, les casinos ont cessé, ces dernières années, d'être des pouvoirs publics sur leur situation en réclamant une réforme en profondeur de la législation des jeux. Ils viennent d'obtenir un relèvement de 10 % de l'abattement appliqué sur le produit brut d'exploitation soumis au prélèvement de l'Etat et des communes (1). L'ancien taux avait été par une loi du 1^{er} juillet 1934...

Cette mesure figure dans la loi de finances rectificative pour 1987. Elle vient d'être complétée, à la grande satisfaction de la profession, par le vote à l'Assemblée nationale en première lecture, de l'autorisation d'exploitation de machines à sous dans les casinos.

GUY PORTE.

LE PALMARÈS

	1985-1986	1984-1985	Différence
1. Divonne-les-Bains	57 152 556	57 152 556	(- 23,09 %)
2. Cannes-Palm Beach	71 386 168	71 386 168	(- 50,58 %)
3. Evian	57 342 957	57 342 957	(- 15,39 %)
4. Enghien-les-Bains	55 125 513	55 125 513	(- 2,06 %)
5. Beaulieu-sur-Mer	40 049 416	40 049 416	(+ 1,14 %)
6. Cannes (municipal)	36 254 987	36 254 987	(+ 28,13 %)
7. Deauville (été)	34 615 935	34 615 935	(+ 18,11 %)
8. Trouville (été)	27 418 668	27 418 668	(- 22,90 %)
9. Aix-en-Provence	26 376 875	26 376 875	(- 2,96 %)
10. Charbonnières	22 107 275	22 107 275	(+ 7,19 %)

BRETAGNE

Technopôles, unissez-vous

Nantes-Château-Bougon futur aéroport international ? C'est du moins l'objectif de l'Association pour le développement industriel de l'Ouest Atlantique, selon laquelle, une fois réalisé le contournement

roulier de Nantes avec le pont de Chaviré, les axes Nantes-Rennes et Nantes-Niort, près de trois millions de personnes seront à moins d'une heure un quart de l'aéroport de Nantes-Château-Bougon. Pour Charles-Henri de Saint-Julien, député de l'Ouest Atlantique, cet objectif implique une série d'actions communes de la part des trois régions concernées (Bretagne, Pays de Loire et Poitou-Charentes) afin de « négocier avec les compagnies françaises et étrangères susceptibles d'assurer les liaisons souhaitées d'orienter le développement des liaisons routières et de mettre en place

C'ÉTAIT IL Y A 700 000 ANS...

La préhistoire s'expose à Amiens

« LES chasseurs de la préhistoire en Picardie » : cette exposition (1) présentée à Amiens a pour but, outre une sensibilisation du grand public à la préhistoire, la présentation de spécialistes du produit

des fouilles récentes en France septentrionale. C'est dans la vallée de la Somme qu'est née, au milieu du dix-neuvième siècle, grâce aux recherches de Boucher de Perthes, l'idée de la grande ancienneté de l'homme. Les gisements préhistoriques d'Abbeville, puis de Saint-Acheul (quartier d'Amiens) ayant apporté des informations décisives sur l'existence de l'homme fossile. Ces premières observations ont contribué à la création de la préhistoire en tant que science.

Les premières traces d'occupation humaine en France du Nord proviennent de la région d'Amiens dans la Somme et la Picardie. Elles datent d'environ 700 000 ans. Les gisements classiques de Saint-Acheul et d'Abbeville sont devenus des stations de référence pour la paléolithique ancien. Les préhistoriens du monde entier utilisent en effet les termes d'acheuléen ou d'abbevillien pour désigner les « industries » comparables à celle des gisements picards.

On trouve des traces du paléolithique moyen (200 000 ans) à



Biface acheuléen provenant du gisement de Cagny-la-Garnache, dans la Somme, datant d'environ 450 000 ans. Collection Ecole normale d'Amiens.

Blache-Saint-Vaast, dans le Pas-de-Calais, et du paléolithique supérieur à Verberie, dans l'Oise (130 000 ans) et à Sully-sur-Somme (100 000 ans).

A travers les vestiges recueillis, l'exposition organisée par la direction des antiquités préhistoriques de la Somme et la Fondation Picardie et la Fondation Picardie, retrace l'histoire de l'homme dans la région depuis un peu plus de 500 000 ans. La présentation ne se limite pas seulement à l'outillage et à l'armement, mais s'étend aux aspects de l'environnement, l'habitat, le mode de vie de l'homme préhistorique.

Conjointement à l'organisation de cette exposition, la direction des affaires culturelles de Picardie sera la lieu de rencontre, les 9, 10 et 11 décembre, de nombreux spécialistes venant de différents pays d'Europe (Tchécoslovaquie, Pologne, Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Angleterre, France) pour discuter du paléolithique européen. Les résultats obtenus au cours des fouilles récentes dans le bassin de la Somme justifient, estime-t-on, l'organisation d'un colloque dans cette région.

L'exposition est également le point de départ d'une opération de sensibilisation pour la mise en valeur du gisement de Saint-Acheul. La plupart des gisements de référence préhistoriques en France ou à l'étranger bénéficient d'une présentation au grand public, dans un parc aménagé, avec souvent un musée de site. Saint-Acheul, qui est incontestablement l'un des plus importants sites de la préhistoire, n'est aujourd'hui accessible au public. Pourtant, sa situation géographique est tout à fait exceptionnelle. Au cœur de la capitale régionale de Picardie, c'est un ensemble foncier de plusieurs hectares laissés à l'abandon.

Des études d'aménagement sont largement avancées. Les grands archéologues du moment, interrogés sur l'opportunité d'un tel projet, sont unanimement convaincus de son intérêt scientifique et de son succès auprès du public. Ils attendent depuis très longtemps un exemple de conservation in situ dans le nord de la France afin de rétablir, aux yeux du public, un équilibre qui a trop longtemps, affirmé-ils, été rompu au profit du Midi.

Les souscriptions sont reçues par la Société archéologique de Picardie (2), entité juridique dépendante de la direction régionale des affaires culturelles. Elle bénéficie donc de toutes les autorisations de déductibilité fiscales tant pour les entreprises que pour les particuliers.

MICHEL CURIE.

(1) Chapelle des Visitandines, 61, rue Saint-Fuscien : exposition ouverte jusqu'au 23 décembre, tous les jours, sauf le lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

(2) 5, rue Henry-Dunay, 80044 Amiens Cedex.

Le Monde sur minitel TINTIN



Dossier Hergé. Bibliographies.

Concours : des albums à gagner.

36.15 TAPÉZ LEMONDE

Rencontre au sommet

Ce colloque sera consacré à l'étude de l'homme de la période paléolithique dans les grandes plaines de l'Europe du Nord. Des spécialistes mondiaux (professeurs Gérard Bosinski, Marcel Orte, Daniel Cohen, Alain Tuffreau) interviendront sur l'écologie, l'habitat et les « industries » de l'homme préhistorique, en les opposant à ce qui est plus connu dans les régions d'Europe (habitat en abris sous-rochers).

Comment la

CHÈS

Pierre Barb

du Cr

AGRICULTURE

2 millia

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

« *O* N purge », criait cette semaine un commis déambulant dans les travées. De fait, après avoir pulvérisé ses records, le 15 décembre encore, en se hissant à la cote 414,3 de l'indice CAC, la Bourse de Paris s'est mise en devoir de digérer son dernier regain de hausse. Rue Vivienne, cela s'appelle le facteur technique. En d'autres termes, les investisseurs alignent leurs positions en vendant du « papier » pour empocher une partie de leurs gains. Le phénomène est classique. Il s'est tout naturellement reproduit. Après son dernier coup d'éclat lundi, le marché s'est mis à la diète. En conséquence de quoi, le lendemain, l'indice instantané fondait de 0,67 %, et encore de 0,8 % mercredi. Mais une petite pluie tombait la Bourse. Jeudi, sur de nouvelles prises de bénéfices, un glissement de 0,56 % était enregistré à l'ouverture. Mais peu à peu le terrain perdu était regagné et, à la clôture, le thermomètre de la corbeille était repassé au-dessus de zéro (+0,05 %). A la veille du week-end, redeviennent plus guillerettes, les valeurs françaises reprenant un peu d'altitude (+0,41 %) après un décalage de 1 %. Bref, d'un vendredi à l'autre, les divers indices n'ont pas dévié de plus de 0,5 %. Une promesse ? N'exagérons rien, mais un très bon résultat, c'est sûr, qui appelle des commentaires.

Le danger d'une baisse plus prononcée n'était pas mince. En effet, la fin d'année arrive. La liquidation générale, la dernière de 1986, aura lieu lundi prochain 22 décembre. Pour la décennie de la suite, elle sera gageante. Médiane en novembre, la progression, sans imprévu, sera importante (+9,5 % environ), se situant même au-dessus de la moyenne annuelle (environ 5 %). Elle ponctue un parcours de douze mois de la liquidation de décembre 1985 à celle de décembre 1986, qui se solde par une hausse très voisine de 60 %. La cavée est exceptionnelle. C'est la meilleure de tout l'après-guerre. Elle est, même, en qualité, comparable à celle de 1920 (+85 %), millésime du siècle. Un déluge de ventes bénéficiaires n'aurait, dans ces conditions, surpris personne. Force est de constater que le phénomène n'a pas revêtu, et de loin, l'ampleur qu'en d'autres circonstances il aurait pu prendre. Pourquoi, après quatre années de hausse (+320 % depuis janvier 1983), les investisseurs n'ont-ils pas été tentés de remplir leurs tirelire ? Bonne question. A dire vrai, les mentalités ont radicalement changé. Dans le numéro de décembre de *Science et Vie Économique*, Jean-Marie Albertini l'explique très bien. La peur des mésaventures de papa et de grand-père, étreintes l'un avec une rente de 3 % fondante, l'autre avec des emprunts russes exportés dans la

Après la hausse, la pause...

tourmente révolutionnaire de 1918, s'est évanouie. « Les Français ont appris à mieux gérer leur argent. Avec moins de sous, ils en gagnent plus. Le ralentissement, sinon l'arrêt, de l'inflation les oblige d'ailleurs à un peu plus de perspicacité. » La Bourse est la grande bénéficiaire de cette mutation. La preuve ? J.-M. Albertini jette quelques chiffres très instructifs. En 1974, les valeurs mobilières représentaient 6,3 % de l'épargne financière des ménages et les liquidités, 63,3 %. En 1985, les pourcentages se sont inversés : 28,4 % pour les valeurs mobilières, 3,6 % pour plus dans cette épargne que pour 13,4 % (contre 26,8 % en 1974). Avec leurs avantages fiscaux, les SICAV-Monopar, les CEA (comptes d'épargne en actions) et autres FCP (fonds communs de placement) ont valu les dernières reticences. « Si on ajoute que les assurances (21,4 % de l'épargne l'an dernier, contre 9,9 %) placent désormais une bonne partie de leurs réserves en valeurs mobilières, c'est pratiquement 50 % de l'épargne financière des ménages qui alimentent la Bourse », précise l'auteur.

La démonstration est éblouissante. Mais elle n'explique pas tout. Le moteur de l'économie mondiale a des ratés et l'expansion après laquelle les places financières, Paris en tête, ont encore couru cette année tard à se déclarer. La France n'échappe pas au phénomène. Sans doute l'espoir est-il tenace et la raison de l'engouement de la Bourse est l'objet est aussi à rechercher du côté des liquidités. Les capitaux en quête de placement sont abondants. Ce n'est rien de dire, ils le sont même devenus pittoresques en janvier avec la masse procurée par les emprunts et les titres indémétriques (au moins 50 milliards de francs). Qui plus est : les grands établissements financiers vont devoir habiller leurs bilans de fin d'année pour les rendre le plus somptueux possible. Alors les achats se poursuivront. L'activité toujours très forte en témoignage. Pas une seule fois cette semaine les volumes de transactions journaliers ne sont tombés en-dessous de 1,4 milliard de francs. Ces achats ont, il est vrai, été suscités par deux bonnes nouvelles : le contrat de prestige remporté par Michelin aux États-Unis, qui va équiper en pneus radiaux les nouveaux chasseurs-bombardiers F-15E de l'US Air Force ; le retour dans

Semaine du 15 au 19 décembre

Faire des bénéfices, pour la première fois depuis six ans, de Citroën, avec un résultat plus proche, paraît-il, de 500 millions de francs que de zéro. Bibendum d'un côté, Peugeot de l'autre, en tant que maisons-mères du « chevron », se sont sentis pousser des ailes et ont donné une forte impulsion au marché. C'est l'effet d'entraînement bien connu.

Reste que la mineure des ventes bénéficiaires étouffe tout de même. Un professionnel disait avoir la clé du mystère. Après une telle poussée de fièvre sur les cours, les plus-values potentielles sont considérables. Alors, tapt dans l'ombre, le fisc attend en proie. Mais les opérateurs ne sont pas fous. Plutôt que d'encasser leurs profits d'un coup et d'avoir à payer beaucoup d'impôts à la clé, ils ont préféré retarder leurs décaissements jusqu'en 1987, afin de répartir sur deux exercices leur fardeau fiscal. Mais c'est bien sûr ! Cette astuce risque toutefois de poser quelques problèmes à la Bourse en début d'année. Car si janvier s'annonce brillant, les privations en revanche sont plus massives sur la suite des événements.

Il y a aussi de place pour la hausse que pour la baisse, nous disait un spécialiste. A ses yeux, le franc ne pourra pas être dévalué en 1987. Pourquoi ? Parce que le coup d'envoi à la campagne présidentielle sera donné et que la majorité peut difficilement fournir des armes à l'adversaire. Pour défendre notre monnaie, la Banque de France manie donc l'arme des taux. Et un excès de confiance du foyer de l'argent n'est pas bon pour la Bourse. C'est une opinion. Il faut compter aussi avec le facteur prix. A force de monter, Paris n'est plus aussi bon marché qu'il y a encore quelques semaines. D'après le DR (détail de recouvrement), instrument de mesure tel au point par M. Rahnau Sam et dont se sert Paul-Marcel Maréchal, New York et Milan sont désormais les deux places le meilleur marché du monde, avec des coefficients respectivement de 12 et 12,4. Paris est passé à la troisième place (13,3), juste devant Tokyo (13,4), Londres (14) et Francfort (14,3) suivant à faible distance.

Un sérieux argument milite quand même en faveur de la Bourse. Le calendrier des privatisations, vitrine de la majorité, est déjà chargé pour le premier semestre : Paris, TF1, Hertz, le CCF, la Banque du bâtiment et des travaux publics, la RIMP (Banque industrielle et immobilière privée). Capotons que tout sera fait pour mettre le marché en condition afin d'accueillir dignement ces nouvelles recrues. L'exemple de Saint-Gobain est bien là pour en témoigner.

ANDRÉ DESSOT.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

En hausse

La tendance est demeurée extrêmement volatile la semaine passée à Wall Street dans un marché actif, en raison des incertitudes relatives à l'expiration d'une série d'options relatives aux indices boursiers.

L'indice des valeurs industrielles a terminé avec des gains de 16,59 points par rapport à la clôture de vendredi dernier - à 1 928,85 - grâce à la bonne progression enregistrée à la fin de la semaine.

Ne sachant pas dans quel sens les opérations des grandes institutions financières affecteraient le marché - elles disposent d'énormes liquidités mais leurs opérations se sont récemment concentrées sur les valeurs vedettes - le grand public s'est dans l'ensemble abstenu de la crainte qu'elles entraînent des fluctuations erratiques accompagnées de fortes baisses.

En fait, elles se sont dévouées sans perturbation et le soulagement des investisseurs s'est alors traduit vendredi par la plus forte progression de l'indice depuis le 2 décembre.

Les milieux boursiers n'ont pas été trop attentifs à une renouveau des taux d'intérêt obligataires basés sur la progression de 0,6 % de la production industrielle en novembre et sur l'augmentation de 1,1 % des dépenses des consommateurs américains après trois mois consécutifs de baisse. Ils ont également ignoré la révision de la croissance de produit national brut au troisième trimestre (+2,8 % contre une projection de 2,9 %).

	Cours 12 déc.	Cours 19 déc.
Alcoa	32 7/8	33 7/8
AMT	26 3/4	25 5/8
Boeing	51 1/4	53 1/2
Chrysler	37 1/2	37 1/2
Du Pont de Nemours	96 1/2	96
Eastman Kodak	68 1/2	68 1/2
Exxon	71 1/2	73
Ford	48 1/2	47 1/2
General Electric	84 1/4	85 1/4
General Motors	65 1/4	66 1/4
IBM	126 1/2	126 1/4
ITT	53 3/4	52
Mobil Oil	40	40 1/8
Pfizer	35 3/4	34
Rockwell	34 1/2	35 7/8
Union Carbide	88	88 1/2
US Steel	21 1/8	21 7/8
Westinghouse	59 5/8	60
Xerox Corp.	68 7/8	67

LONDRES

Effacement

L'activité n'est pas volatilisée cette semaine au Stock Exchange à l'approche des fêtes de fin d'année et sous l'effet des incertitudes concernant la réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à Genève.

La tendance a, en outre, été défavorablement affectée par un rapport pessimiste sur l'économie britannique publié par l'OCEB, de même que par une recrudescence du scandale des indults à la suite de l'ouverture par le département du commerce et de l'industrie d'une enquête visant à déterminer si des fonctionnaires avaient utilisé pour leur propre compte des informations confidentielles recueillies dans le cadre de leurs fonctions.

Indice « FT » du 10 octobre : industriel, 1 265,4 (contre 1 234) ; mine d'or, 319,3 (contre 328,6) ; fonds d'Etat, 82,68 (contre 82,75).

	Cours 12 déc.	Cours 19 déc.
Banque	415	431
Bovril	332	335
Brit. Petroleum	688	699
Charter	288	274
Comstock	388	388
De Beers	778	763
Free State Gold	13 11/16	14
Glaxo	955	1049
Gr. Unit. Stores	14 1/2	14 3/8
Imp. Chemical	141 1/2	147 1/4
Shell	943	969
Unilever	21,9	21 21/64
Victrola	387	382
Wor. Leno	35 13/16	34 1/2

FRANCFORT

Morosité

Le grand calme a régné la semaine passée à Francfort, où les acheteurs étaient rares. Aucun élément nouveau n'est venu apporter un peu de dynamisme au marché.

Indice de la Commerzbank du 19 décembre : 2 038,70 (contre 2 030,30).

	Cours 12 déc.	Cours 19 déc.
AEG	341,90	338,70
BASF	276,90	274,10
Boyer	317	318,20
Commerzbank	311	306,50
Deutschebank	822,90	824
Hoechst	288	288,60
Karlshof	466	477,20
Mannmann	179,50	179,50
Siemens	749,90	743
Volkswagen	439	436

TOKYO

Hâtive semaine de hausse

Après une début de semaine en dentelure, marqué par des ventes de titres liés à la consommation intérieure, le marché s'est repris en fin de course, grâce à la forte demande enregistrée pour les valeurs d'exportation.

Indice de 19 décembre : Nikkei : 19 930,03 (contre 18 830,74) ; indice général : 1 567,07 (contre 1 567,51).

	Cours 12 déc.	Cours 19 déc.
Aiat	388	388
Bridgman	727	745
Canon	1 050	1 040
Fuji Bank	1 780	1 818
Honda Motor	1 290	1 458
Matsumoto Electric	2 060	1 660
Mitsubishi Heavy	494	430
Sony Corp.	3 520	3 610
Toyota Motors	2 190	2 208

Banques, assurances

sociétés d'investissement

	19-12-86	Diff.
Bail Équiment	521	-29
Banque (Cie)	1 145	-48
Cetelam	1 325	-89
Chargem SA	1 673	+93
CFP	1 341	-28
Q F P	654	-33
Europe France	3 320	+80
Hélin (La) (I)	749	-3
Imm. Pl. Monaco	1 062	+17
Lesaffre	778	-39
Leclercq	1 065	-20
Midi	1 705	-10
Midiand Bank	442	-28
O F P	654	-33
Paris de réus	914	-26
Pétrol	1 635	+20
Schneider	632	-28
UCB	549	-13

(1) Compte tenu d'un coupon de 14 F.

Matériel électrique

services publics

	19-12-86	Diff.
Alstom-Alcatel	332,90	-17,10
CIT-Alcatel	2 577	+157
Croizat	323	-36
Général des Eaux	1 358	-32
IBM	825	-41
Interneurop	1 515	-35
ITT	351	-5
Legrand	5 370	+20
Lyonnaise des Eaux	1 460	-28
Matra	2 480	+64
Marin-Océan	2 919	+4
Motors Leroy-Somer	965	-7
Moncler	77,20	-2,70
PM Labinal	875	+39
Radiotechnique	1 061	-27
Schlumberger	210,50	-5,50
SEB	761	-13
Siemens	2 497	+11
Sigaux	641	-4
Télécom Électricité	3 290	-50
Thomson-CSF	1 604	-76

La SOGENAL bientôt en Bourse

La Société générale alsacienne de banque (SOGENAL), filiale à 52,6 % de la Société générale et à 47,4 % de l'Etat, va être introduite en Bourse dans les prochains mois. Ce seront les titres de l'Etat qui seront mis sur le marché, « de préférence en Alsace », a indiqué son président, M. François Geronimus, qui se déclare « pleinement satisfait par cette privatisation, la première dans le domaine des banques de dépôts. Avant la nationalisation de la SOGENAL, en 1982, cette banque moyenne (1 700 salariés, 131 guichets, 55 milliards de francs de bilan) comptait 12 500 actionnaires, pour la plupart des petits porteurs concentrés en Alsace, que le rachat obligatoire de leurs titres n'avait pas réduits, pas plus que les actionnaires du Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine, du groupe du CIC, également nationalisés.

Par ailleurs, la Société générale, maison mère de la SOGENAL, a annoncé qu'elle allait effectuer des restructurations de ses actifs en regroupant ses participations au sein de quatre sociétés-privils : participations industrielles (1 à 1,5 milliard), cette société étant destinée à être cotée en Bourse ; finance-

ments spécialisés (2,8 à 3 milliards de francs) rassemblant le Crédit général industriel, le CREG, la CAIUF, la BIF, la BAREP, les vingt-sept sociétés de leasing ; la gestion immobilière ; les autres achats bancaires. Au total, 8 milliards de francs, auxquels s'ajouteraient 8 milliards de francs de plus-values comptables (sans compter les plus-values latentes), ce qui porterait les fonds propres de la Société générale de 12 à 20 milliards de francs, étape vers les 25 milliards, considérés comme normaux. De quoi mieux satisfaire les agences de notation (rating) internationales, avec, à l'horizon, la privatisation.

Quant aux résultats de 1986, ils devraient progresser de 15 % à 20 % pour la société mère (770 à 800 millions de francs) et de 70 % pour la part consolidée du groupe, à 2,2 milliards de francs environ, en tenant compte, il est vrai, de circonstances exceptionnelles (cessions de titres avec plus-values). A noter un ralentissement de la croissance de la marge brute bancaire au second semestre, en raison d'un « pincement » de marges sur les crédits commerciaux, en volume et en taux.

Miner, caoutchouc, outre-mer

sociétés d'investissement

	19-12-86	Diff.
Géophysique	294,90	+5,99
Indim	85	+2
INCO	78,50	-0,50
Michelin	2 610	-9
Min. Pénaroya	48,60	+3,80
RIZ	62	-0,59
ZCI	1,11	-0,95

Filatures, textiles, magasins

	19-12-86	Diff.
André Rouiller	239,20	+29,20
Agache Willet	1 598	-39
BHV	552	-19
CFAO	2 159	+113
Dary	476	-5
DMC	619	+1
La Redoute	1 640	-151
Galeries Lafayette	1 640	-151
Le Bon Marché	2 482	-83
Neuville Galeries	614	+1
Printemps	578	-26
SCOA	94	+1

Valeurs diverses

	19-12-86	Diff.
Accor	498	-12
Agence Havas	2 145	-50
Apicom	2 190	-30
Bic	735	-3
Bis	1 732	+2
CGI	1 295	+24
Club Méditerranée	726	+1
Essilor	3 699	-200
Europe 1	870	-40
Hachette	2 910	-186
L'Air Liquide	2 190	-30
L'Oréal	3 940	-18
Navigation Mixte	1 118	-11
Nord-Est	198,50	+5,80
Peugeot	2 200	+162
Sanofi	782	+31
Stet Rougion	1 269	-6

Alimentation

	19-12-86	Diff.
Béghin-Say	574	+29
Boulogne	4 496	-89
BSN G. Dumas	3 680	inch.
Carrefour	2 585	+15
Casino	2 880	+28
Eurocristal	748	-22
Guyonnet et Gaud	1 389	+7
Leclerc	1 765	-53
Molt-Hennessy	6 615	+65
Nestlé	38 480	+149
Occidental (Cie)	1 052	-5
Olida-Caly	164,50	-4,80
Pernod-Ricard	1 092	-28
St-Louis-Rochon	1 180	-48
C.S. Saupiquet	770	-75
Sources Fovier	796	-23
Veuve Clicquot	4 850	-189

Mines d'or, diamants

	19-12-86	Diff.
Anglo-American	95,80	-0,70
Anglo	466	+4
De Beers	122,30	+0,50
De Beers	49,70	-0,48
Drief. Cons.	100,50	+2,30
Guano	78,25	-0,90
Gold Field	61,30	-0,48
Harmony	66,50	-0,48
Randfontein	588	+15
Saint-Helen	83,90	+1,29
Western Deep	257	+1

Métallurgie

construction mécanique

	19-12-86	Diff.
Alpi	412	+34,90
Avions Dassault-B.	1 330	-11
Chien-Chitillon	67,40	+1,90
De Dietrich (I)	750	-1
FACOM	1 650	-5
Fives Li.	187,50	+12
Marine Wendel	435	-4
Peugeot	1 241	+44
Peugeot SA	1 241	+44
Poclain	36	-8,10
Sagem	3 530	+138
Strat	569	-12
Valloire	538	-6
Valloire	86	-0,48

(1) Compte tenu d'un droit de 95 F.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	15 déc.	16 déc.	17 déc.	18 déc.	19 déc.
RM	1 666 624	1 536 606	1 479 769	1 435 323	-
Comptant	8 567 159	8 315 057	8 423 087	8 318 290	-
R. et obl.	466 395	416 468	497 528	398 533	-
Total	10 700 178	10 268 131	10 400 384	10 152 146	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1985)

	156,6	155,6	154,7	154,1	156,2
France	156,6	155,6	154,7	154,1	156,2
Etrangers	114,3	115,2	115,7	114,9	114,7

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

	base 100, 31 décembre 1985
Tendance	164,7 163 162,6 162,7 -
Indice gén.	414,3 413,4 410 408,5 412,5

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 19 décembre

Crédits, changes, grands marchés

LEUROMARCHÉ

Ne réveillez pas l'éternité qui sommeille

« Que peut-on bien offrir pour Noël à un banquier de Wall Street qui a déjà tout ? Deux ans ferme. » Cette saine, qui se réfère aux transactions illicites, parce qu'indiscrètes, auxquelles Ivan Boesky « le Terrible » a attaché son nom, fait, en cette fin d'année et dans la City de Londres, le jeu des « pyopies » inquiétants. Ces jeunes banquiers collaborent à hauts revenus, qui constituent une nouvelle classe sociale à laquelle pas plus Groucho que Karl Marx n'auraient jamais songé, s'adonnant entièrement, dans les murs de leurs établissements respectifs, à la joie de « syndication » sans cesse renouvelée où le champagne coule à plus grand flot que l'argent-papier. L'activité tant primaire que secondaire s'est, en effet, pratiquement arrêtée sur le marché international.

Une seule euro-émission à taux fixe libellée en dollars américains a vu le jour cette semaine : encore elle ne pousse même pas la condér comme un véritable cru 1986 : elle ne sera, en effet, libérée que le 22 janvier prochain. D'un montant de 150 millions de dollars et d'une durée de cinq ans, elle a été offerte par la néo-entreprise Export Finance à un prix de 101,50 avec un coupon annuel de 7,25 %. Ces conditions, qui, au moment du lancement, équivalaient à un rendement supérieur de 56 points de base à celui des emprunts à cinq ans du Trésor américain, ont été trop séduisantes. Ainsi l'accueil d'un tel emprunt de dollars, bien que la réputation du débiteur soit excellente et que le syndicat bancaire qui, sous la houlette de la Long Term Credit Bank of Japan, dirige l'opération soit musclé. En fin de semaine, l'émission se traitait à la limite de la commission bancaire globale de 1,875 %.

Bien qu'elle ait été calme, la semaine n'a pas été sans surprise. A la surprenante, la République National Bank of New York, au travers de sa holding Republic New York Corporation, a lancé, mardi, une euro-émission perpétuelle à taux variable de 150 millions de dollars. Alors que ce secteur est encore loin d'être remis de la crise qui, il y a deux semaines, l'a ébranlé au plus profond de ses fondements, la sortie d'un euro-emprunt sans durée déterminée a étonné tout le monde. Les conditions proposées par la banque américaine sont moins irrégulières que celles qui, dans le passé, ont précédé aux autres transactions du même type et qui, en fin de compte, ont mené à l'effondrement auquel on a pu assister au début de ce mois. Les euro-obligations de la Republic New York Corp seront émises au pair et porteront un intérêt semestriel qui sera l'addition d'une marge de 0,25 % au taux du Libor à six mois. En outre, l'opération est associée d'une commission bancaire relativement élevée puisqu'elle totalise 1 %. Tout ceci s'est malheureusement avéré insuffisant.

Bien qu'elle ne soit pas nouvelle, cette technique souève deux questions. Le nombre d'émissions disponibles sera-t-il suffisant ? Qu'advient-il si le cours de l'action s'est, à l'époque, fortement effondré ? Etre éventuellement remboursé en papier dont la valeur est très basse, parce que la qualité de la société n'est plus au-dessus de tout soupçon, n'est déjà guère encourageant. Si, en plus, une masse d'actions vient à être revendue en janvier 2012, on peut supposer que cela n'améliorera pas la tenue du titre en Bourse. C'est le genre de propos qu'il ne faut pas bon d'évoquer alors que l'avenir de l'ensemble

Actions internationales : poursuite de l'expansion en 1987

L'année qui va bientôt s'achever aura, jusqu'à son terme, été celle des actions internationales. L'explosion de ce marché a pour corollaire la diminution du pourcentage de l'importation de Wall Street dans le monde ainsi que celle du volume d'actions libellées en dollars. Entre 1975 et la fin du mois de septembre 1986, la part de New-York par rapport à la capitalisation boursière de l'ensemble des places financières mondiales est tombée de 61,2 % à 41,3 %. Selon des statistiques compilées par Salomon Brothers, la grande banque d'investissement américaine, la capitalisation boursière mondiale, qui représentait en 1975 l'équivalent de 1,15 trillions d'euros, soit 1 150 milliards de dollars, atteignait à la fin de septembre dernier 5,33 trillions (ou 5 330 milliards de dollars) (on billion selon le côté de l'Atlantique où l'on se place). Dans cette expansion formidable, ce sont les Japonais qui se sont taillé la part du lion. Si, durant le même temps, la part émise en dollars est passée de 704 milliards de dollars à plus de 2 200 milliards (2,2 trillions), la part émise en euros a été multipliée par 12,5, passant de l'équivalent de 142 milliards de dollars à 1 783 milliards (1,78 trillions). Les portions de marchés libellés en sterling, de francs suisses et de francs français ont également progressé, mais dans des proportions bien moindres : respectivement 4,46 %, 4,25 % et 3,65 %.

La part non américaine du marché boursier mondial ne peut que croître encore davantage au cours des années à venir. Le grand marché international qui pousse tous les gouvernements du monde vers la privatisation des entreprises du secteur public va s'accroître. Dans ce concert, la France et le franc tricolore vont jouer le rôle le plus important après les Japonais, puisque la privatisation de soixante-quatre entreprises d'Etat durant les quatre prochaines années représentera largement l'équivalent de 30 milliards de dollars. Malgré son ampleur, l'augmentation de la capitalisation boursière en francs français ne devrait pas poser de problème. Cette capitalisation ne représentait encore que 13 % du pro-

duit intérieur brut de la France à la fin du troisième trimestre de cette année, alors qu'elle atteignait 77 % en Suisse, 70 % au Royaume-Uni, 60 % au Japon et 51 % pour la part libellée en dollars des Etats-Unis.

Paribas, qui va ouvrir le programme de privatisation pour la France en 1987, devrait donner le jour à un montant d'actions qui devrait se situer entre 2,5 et 3 milliards de dollars. A cet égard, l'investissement donné aux spéculateurs se rattachant aux certificats d'investissement privilégiés (CIP), émis par Paribas plus tôt dans l'année à un prix unitaire de 625 francs, devrait être salubre. Ceux qui, après avoir été échaudés par la parodie des attributions Saint-Gobain, veulent s'assurer d'obtenir des actions de la banque de la rue d'Antin au travers des CIP, et qui ont payé le cours de ces derniers jusqu'à 950 francs, forment sans doute bien de s'en défaire au plus vite s'ils ne veulent pas risquer de perdre une bonne partie de francs par certificat.

Il s'agit mieux fait, dans l'immédiat, de s'intéresser à l'opération internationale lancée cette semaine, sous la direction de Paribas, par Thomson CSF. Elle consiste en l'émission de 1 050 000 « unités » dont 343 743 sont destinées à être placées à l'étranger, autant en France, le solde étant conservé par l'émetteur. Chaque « unité » est composée d'une action ordinaire et d'un warrant permettant d'acquiescer, jusqu'au 31 de décembre 1989, une autre action ordinaire Thomson. L'unité a été offerte à un prix de 1 810 francs français. Au moment du lancement, le cours de l'action ordinaire était de 1 680 francs. La part internationale a été rapidement souscrite. En fin de semaine, il n'y avait plus de papier disponible pour les étrangers, et, sur le marché gris, l'unité se traitait à 1 830-1 880 francs, l'action à 1 600-1 620 francs, et le warrant à 240-250 francs. Un bon succès.

(1) Un trillion américain ou un billion européen = mille milliards (10 puissance 12).

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVICES ET L'OR

Trêve des confiseurs

Un très grand calme s'est instauré sur les marchés des changes à l'approche des fêtes de Noël et du Jour de l'an. Par ailleurs, dans le monde entier, tout le monde prépare la clôture des exercices et des bilans et procède aux opérations classiques d'« habillage » des bilans en question (window dressing). Il n'est donc pas question de prendre des initiatives hardies : on verra au début de l'année prochaine.

En conséquence, les cours des principales devises ont évolué dans des canaux très étroits, avec des variations sans grande signification et des volumes en très nette diminution. Ainsi, le dollar a-t-il oscillé entre 2 et 2,02 DM, 163 et 164 yens, 5,58 et 6,62 F. On a relevé, sur la devise américaine, des achats commerciaux importants, toujours en prévision des ajustements de fin d'année. La tenue du « billet vert » a été influencée par aucune des nouvelles en provenance de l'économie des Etats-Unis, que ce soit la baisse des mises en chantier de logements ou les résultats, bien imprécis, de la réunion de l'OPEC. Elle n'a pas été influencée non plus, du moins dans l'immédiat, par les prévisions relativement pessimistes de M. Henry Kaufman dans l'étude prospective annuelle de la firme de courtage Salomon Brothers pour 1987.

La croissance de l'économie américaine sera limitée à 2 % (1 % à 1 1/2 %, en taux annuel, au premier semestre et 2 1/2 % à 3 % au second semestre), cela en raison d'une augmentation des exportations et d'une consommation plus active. En conséquence, la politique de la Réserve fédérale sera accommodante, avec des réductions supplémentaires de

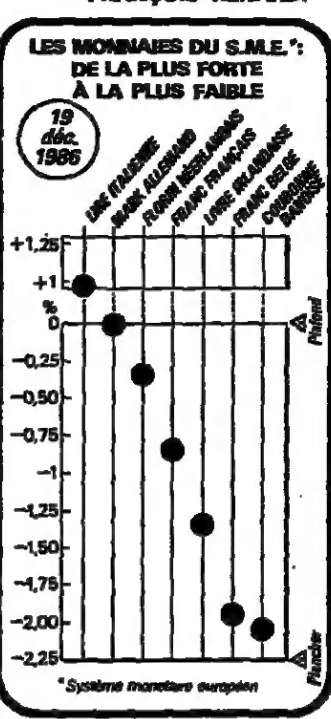
son taux d'escompte, dont la première pourrait intervenir dès le premier trimestre, mais après une diminution préalable au Japon et surtout en Allemagne (ce qui semble peu probable ; voir ci-dessous en rubrique marché monétaire et obligataire).

En conséquence, toujours suivant l'étude de Salomon Brothers, les taux à long terme américains reviendraient à 6,5 % à la fin du premier semestre, contre 7,3 % à 7,5 % actuellement, mais s'orienteraient à la hausse au second semestre, atteignant 7 3/4 %, en liaison avec une légère reprise de l'inflation et avec la faiblesse du dollar. Ce dernier pourrait fléchir aux alentours de 1,75 DM et 150 yens, ce qui le ferait tomber au-dessous de 6 F à Paris.

En Europe, un calme relatif a régné jusqu'à 3,2730 F sous l'effet des rapatriements de devises pour les opérateurs français pour la fin d'année, le cours du mark s'est raffermi, pour dépasser 3,28 F à la veille du week-end. A un mois des élections législatives allemandes, les spéculations vont bon train sur un réajustement du SME au printemps prochain. Dans son dernier rapport sur l'économie mondiale, l'Institut de Kiel, l'un des cinq grands « instituts » d'outre-Rhin, prévoit précisément un tel réajustement, « en raison des écarts d'inflation entre pays de la CEE », avec une réévaluation « limitée » du mark, de façon à ne pas trop nuire aux exportations allemandes. De leur côté, les autres participants du SME ne seraient pas partisans d'une forte dévaluation de leurs monnaies, afin d'éviter une inflation « importée ».

Malgré ce calme relatif, évoqué plus haut, de nombreux opérateurs redoutent les premières semaines de janvier, à l'approche des élections allemandes. Une reprise de la spéculation sur une réévaluation du mark pourrait provoquer, à nouveau, de fortes tensions au sein du système monétaire européen. A Paris, on n'exclut pas un relèvement brutal des taux d'intérêt en cas de baisse du franc, après l'accalmie sur le front des taux enregistrée cette semaine.

FRANÇOIS RENARD.



LES MATIÈRES PREMIÈRES

Coup dur pour les fournisseurs de sucre

Les Etats-Unis limitent leurs importations

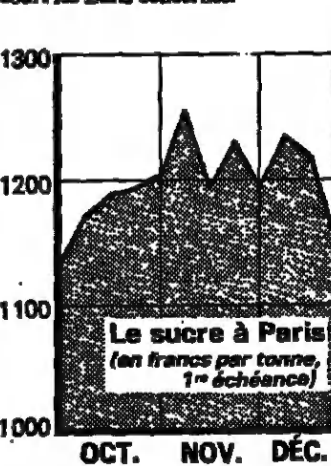
« Construire sur le sucre vaut-il mieux que construire sur le sable ? », s'interrogeait Jean-Paul Sartre, de passage à La Havane en 1960. La question reste plus que jamais d'actualité après la décision des Etats-Unis de ramener à 1 million de tonnes (- 41 %) leurs importations de sucre pour 1987, soit le niveau le plus bas depuis 1988. Le représentant spécial de la Maison Blanche pour le commerce, M. Clayton Yeutter, n'a pas caché que cette mesure serait « un effet dévastateur » sur les fournisseurs sucriers de Washington, à savoir les Etats producteurs latino-américains, la République dominicaine et les Philippines. Aussi certains d'entre eux (rente au total) recevront-ils en compensation une aide alimentaire qui doit, selon le secrétaire de l'agriculture, M. Lyng, être prélevée dans

les stocks fédéraux de la Commodity Credit Corporation. Aussitôt connue, la nouvelle a accentué le repli des cours du sucre à New-York, comme à Paris, où ils s'élevaient le 19 décembre à 1 150 francs par tonne, en déclin de 65 francs sur l'ensemble de la semaine.

Le choix américain ne constitue cependant pas une surprise. De 5 millions de tonnes en 1979, les importations sucrières des Etats-Unis étaient déjà tombées à 2,8 millions de tonnes en 1982, puis à 1,85 million de tonnes l'an passé. Dans l'intervalle, l'administration Reagan a accordé aux planteurs américains un prix de soutien très élevé - en moyenne quatre fois supérieur aux cours mondiaux - dont bénéficiaient depuis l'origine les pays tiers fournisseurs du sucre. La production des Etats-Unis n'a pas tardé à s'accroître. Mais, devant la montée en puissance simultanée des substituts et édulcorants à base de maïs - dont la part dans la consommation totale de produits sucrés a dépassé 50 % en 1985 - le gouvernement a dû trancher : il devenait coûteux de laisser en l'état le quota d'importations alloué aux Etats sucriers en voie de développement, dès lors que les besoins intérieurs diminuaient. Si Washington continue d'importer au prix fort, cette concession porte désormais sur des quantités négligeables.

Pour la République dominicaine, les Philippines et quelques autres pays, la réduction du débouché américain est un nouveau coup dur. Le gouvernement de M^{re} Aquino a certes reçu l'an passé une partie du quota sud-africain, après les sanctions américaines contre le régime de l'apartheid. Mais le sucre initialement destiné aux Etats-Unis risque de ne pas trouver d'acheteurs, tant

sa qualité est médiocre. Sur le marché libre, où les prix sont déjà fort déprimés, la concurrence est vive. La plupart des contrats d'approvisionnement ont été conclus, la décision américaine prend donc de court les Etats concernés.



Le seul salut pour ce sucre sans destination pourrait venir de Cuba, dont la récolte 1986-1987 devrait être inférieure de 1 million de tonnes (au minimum) aux objectifs, pour s'établir entre 7 et 7,5 millions de tonnes. La Havane sera peut-être intéressée par une marchandise bon marché et proche des côtes cubaines, afin d'honorer ses engagements de livraison aux pays de l'Est (essentiellement l'URSS). Rien ne garantit néanmoins que la « solidarité latino-américaine », appelée de ses vœux par M. Manuel Buez, président dominicain du Conseil d'Etat du sucre, se manifesterait. En 1985, Cuba était resté sourd à l'appel pressant de ses voisins, préférant compenser les insuffisances de sa récolte par des achats discrets sur le marché de New-York, alors au plus bas de ces quinze dernières années.

ERIC FORTINHO.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

En roue libre

Comme le marché des changes, le marché obligataire s'est mis « en roue libre », observant lui aussi la trêve des confiseurs, et attendant le début de janvier, dans l'espoir de jours meilleurs, c'est-à-dire d'un abaissement des taux. Selon toute apparence, on n'en grandit pas le chiffre, mais on a tenté d'entendre le président de la Banque fédérale d'Allemagne, M. Karl-Otto Poehl.

Les rendements des emprunts d'Etat se sont maintenus entre 8,60 % et 8,70 %, ceux du secteur public dépassant 9,60 %. Quant au MATIF, les cours des échéances décembre et mars, après avoir faiblement oscillé durant toute la semaine, ont terminé au plus bas de la période, cotant respectivement 106,80 et 106,75. Le plus frappant a été la majeure des transactions, la vente de cinq mille titres seulement, provoquant un décalage des cours, ce qui est étonnant il y a encore quelques semaines.

Tout le monde attend, maintenant, le début du mois de janvier, période pendant laquelle coupons et remboursements vont tomber par milliards de francs. Mais les inquiétudes demeurent en ce qui concerne l'évolution des taux d'intérêt, notamment à court terme. Certes, la tension provoquée, à partir du 3 décembre, par le bref accès de faiblesse du franc, en-elle retombée. Lundi, la Banque de France annonçait qu'elle ramènerait de 8,50 % à 7 3/4 % le taux de ses pensions à sept jours, mais le lendemain faisait connaître qu'elle relevait de 7 % à 7 1/4 % le taux de ses adjudications sur effets de première catégorie. Ce faisant, elle rétablissait le « chenal » d'évolution du foyer de l'argent au jour le

jour sur le marché interbancaire, avec une ampleur de l'ordre d'un demi point pour cent, mais à un niveau plus élevé d'un quart de point. Les observateurs ne manqueraient pas de remarquer que ce relèvement était le premier depuis le début de la baisse amorcée au début de 1982 et poursuivie pendant quatre ans. En fin de semaine, le taux de l'argent au jour le jour s'établissait un peu au-dessus de 7 1/2 %.

Les autorités monétaires n'hésitent sans doute pas à manier l'arme des taux pour défendre le franc, étant bien entendu que ce manœuvre ne peut être utilisée de manière permanente, car il aurait pour conséquence une remontée générale des taux d'intérêt en France, peu compatible avec une politique gouvernementale de soutien à l'économie et aux entreprises. A cet égard, on notera que la désinflationnisme et, surtout, la levée quasi totale du contrôle des changes ne permettent plus à la Banque de France de défendre la monnaie en faisant monter vertigineusement les taux de l'eurofranc (francs extérieurs des non-résidents). Aujourd'hui, il y a trop d'échappatoires. L'institut d'émission ne peut plus agir que sur un marché unique, celui des taux intérieurs, qui deviennent, en même temps, extérieurs.

C'est pourquoi les bons esprits estiment que la défense du franc par les taux ne saurait devenir permanente. Cela signifie que des mesures devraient être prises sur les parités de change, en cas de tension trop prolongée.

En attendant, les émissions ont repris, à petite vapeur. Le Crédit

fondier de France lance le premier emprunt « déflationniste », c'est-à-dire sans crédit d'impôt, après la suppression de la retenue à la source. Cet emprunt, de 2 milliards de francs, est naturellement émis à taux variable avec indexation sur le TME, (taux moyen des emprunts d'Etat), règlement au 5 janvier 1987. Il se place lentement, avec prudence. Autre émission prévue, celle d'une nouvelle tranche de la Caisse de refinancement hypothécaire.

En Allemagne, point de mire du marché français, la Banque centrale, par la voix de son président, a clairement fait connaître qu'elle ne pouvait envisager un abaissement de son taux directeur, avant ou après les élections législatives. Fixant ses nouveaux objectifs pour la croissance de la masse monétaire - Banque centrale - en 1987 (3 % à 6 % sur une base annuelle contre 3,5 % à 5,5 % en 1986), elle va s'efforcer de faire rentrer dans son schéma même masse monétaire, qui augmente actuellement à un rythme de près de 9 %. Certains opérateurs estiment malgré tout que la Bundesbank « fera un effort » dans les premiers mois de 1987. Ce n'est pas sûr du tout ; il n'est même pas impossible que les taux montent un peu outre-Rhin. En ce cas, les taux à long terme, qui sont supérieurs d'un point aux Etats-Unis par rapport aux taux allemands, deviendraient identiques pour les deux pays, ce qui provoquerait un nouvel afflux de capitaux dans la zone mark, et une nouvelle baisse du dollar.

F. R.

PRODUITS	COURS DU 19-12
Or (London)	933 (+ 1) Livres/once
Aluminium (London)	884 (- 6,5) Livres/tonne
Nickel (London)	2 545 (+ 15) Livres/tonne
Soufre (Paris)	1 150 (- 65) Francs/tonne
Café (London)	1 982 (- 63) Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 879 (- 17) Dollars/tonne
Blé (Chicago)	263,75 (- 38) Cents/bushel
Mais (Chicago)	151,25 (- 3,25) Cents/bushel
Soye (Chicago)	142,00 (- 2,90) Dollars/cote

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Prof vision
1987 en 1500 dates
 pour tous les décideurs, un instrument unique de travail : un somnolier de dates prévisionnelles.

EXCLUSIF :
 - un téléphone avec chaque information,
 - une mise à jour mensuelle automatique.

Pour recevoir une fiche-spécimen, envoyez votre carte de visite à :
 Nicole-Jeanet, 8 rue Barbette, 75003 Paris.

Publité
les Antilles en Concorde pour 98 élus

C'est le nombre de places pour ce vol supersonique exceptionnel avec Air France. Noël ou jour de l'An et 9 jours passés à l'hôtel Méridien de Guadeloupe (*****) NN) à partir de 18950 francs. Aircom. 93, rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : (1) 45-22-86-46 - Télex : 643 780 F. Lic. 175.001

NOTRE EFFETUEL SONNEL

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 États-Unis : les ventes d'armes à l'Iran et l'aide au « contrat ».	5-8 Le débat sur l'aménagement du temps de travail.	8 Pollution du Rhin : la Suisse rembourse à la France les dégâts « incontestables ».	9-10 Une sélection des meilleurs disques classiques à offrir.	13 États-Unis : comment la « Chicago Connection » fait trembler Wall Street.	Carnet 10 Météorologie 10 Notes croisées 10
— Les élections à Trinidad-et-Tobago.	— Les critiques de M. Raymond Barre contre la cohabitation.	— Le Syndicat de la magistrature s'inscrit, dans une lettre ouverte, de « pressions d'ordre politique ».	COMMUNICATION	— Les réactions après la conférence annuelle agricole.	
4 URSS : le retour à Moscou de M. Andreï Sakharov.	— La visite de M. Mitterrand à Figeac.	— Education : l'UNEF-ID veut deux millions d'étudiants.	7 L'APP à la recherche d'un PDG après la démission de M. Henri Pigeat.	14 Revue des valeurs.	
			— La CNCL prend position sur l'affaire Polak.	15 Crédits, changes et grands marchés.	

LIBAN : combats à Tripoli Un défi pour Damas

BEYROUTH
de notre correspondant

Le Liban craque de partout au moment où la perspective d'un apaisement s'esquissait timidement, avec la possibilité d'une rencontre au sommet entre les présidents syrien et libanais, MM. Assad et Gemayel.

Dans les camps, entre les Palestiniens et la milice chiite Amal, la pause instaurée le 14 décembre n'a duré que quelques jours et n'a jamais été totale. Une guerre d'usure a vite pris le relais du jeu, et son rythme va crescendo. La médiation irakienne est bloquée par les conditions contradictoires posées par les protagonistes, ce qui n'empêche pas l'échec d'avoir marqué des points décisifs en faisant figure de conciliateur au sein du camp islamique alors que la Syrie est traitée en partie prenante du conflit.

Il était illusoire de vouloir arrêter la « guerre des camps » en ignorant le principal belligérant palestinien, M. Yasser Arafat, qui exige la levée du siège de tous les camps palestiniens par Amal en échange de l'évacuation par ses hommes de la localité de Magdouché, conquise au début du mois.

Au contraire, c'est lui qui fait monter les enchères puisque « pacifiste » — c'est-à-dire reprise en main — il y a plus d'un an par les Syriens, Tripoli s'est enflammée. Les intégristes musulmans de cette ville, alliés de vieille date de M. Arafat, ont attaqué certains postes syriens le vendredi 19 décembre. La bataille, qui a dégénéré et gagné plusieurs quartiers, a fait douze morts et trente-cinq blessés parmi les combattants intégristes et la population libanaise, sans compter les victimes dans les rangs de l'armée syrienne.

Evident, le lien entre la flambée de Tripoli et la guerre des camps a aussitôt été établi dans les milieux politiques au Liban.

Autre conséquence de la guerre des camps, l'insécurité augmente à Beyrouth-Ouest (secteur musulman de la capitale). Raptés — notamment de chrétiens — liquidations — surtout de Palestiniens — attentats contre les gens d'Amal, vols, se succèdent à un rythme hallucinant. Au cours de la seule journée de vendredi, deux motocyclistes ont été décapités par la bombe qu'ils transportaient en vue d'un attentat, un lieutenant de l'armée libanaise — fraction druze — a été assassiné, un commerçant chrétien a été enlevé,

une roquette a été tirée sur le siège de la présidence du Conseil, et des éléments armés ont interpellé et volé le véhicule d'une patrouille des forces de sécurité intérieure. La veille, avec notamment l'assassinat d'une Palestinienne chrétienne fonctionnaire des Nations unies, les manifestations de complet délabrement de la situation à Beyrouth-Ouest avaient été tout aussi patentes.

Deux autres foyers d'explosion potentielle sont à surveiller, deux localités chrétiennes incrustées en territoire musulman : Jezzine et Zahlé. Des craintes sont surtout exprimées en secteur chrétien concernant Zahlé, où s'est installé M. Elie Hobeika, qui est utilisé par Damas pour contenir l'expansion du Hezbollah dans la Bekaa. Le Hezbollah exige maintenant son retrait dans un hôpital transformé en caserne en bordure de Zahlé.

Empêché dans ses contradictions, la Syrie n'a jamais été aussi faible sur la scène libanaise depuis son retour en force à l'automne 1983 et pendant l'hiver 1984. C'est pourquoi le président Assad pourrait être intéressé par une rencontre avec son homologue libanais.

LUCIEN GEORGE.

Réforme majeure dans le fonctionnement de l'ONU

Le budget des Nations unies sera désormais adopté par consensus

NEW-YORK
(Nations unies)
de notre correspondant

L'Assemblée générale a adopté sans vote, le vendredi 19 décembre, une résolution sur la réforme du fonctionnement administratif et budgétaire de l'ONU. Souhaité par l'Occident et par une partie du tiers-monde, préparé depuis plusieurs mois, le texte était présenté par dix-neuf États, dont les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (États-Unis, Union soviétique, Chine, France, Grande-Bretagne).

La résolution supprime l'obligation de recourir au vote lors de l'adoption de décisions en matière budgétaire et autorise la pratique du consensus. Cette disposition est valable immédiatement et sera appliquée dès l'année prochaine, lors de l'élaboration du budget biennal 1988-1989.

En même temps, l'Assemblée a adopté les recommandations du « comité des dix-huit », rendues publiques en août dernier. Celles-ci exigent une « simplification des structures, actuellement d'une complexité excessive », une sensible diminution de certaines activités jugées inutiles, notamment du nombre des conférences internationales et du volume de la documentation écrite, une réduction de 15 % en trois ans du personnel permanent (25 % aux échelons supérieurs), une politique plus stricte en matière de recrutement et d'avantages sociaux, et une coordination plus efficace entre les différentes agences du système.

La résolution rejette, en revanche, la proposition occidentale en faveur de la création d'un « conseil exécutif » qui, à l'instar de l'UNESCO, aurait eu la haute main à la fois sur les activités de l'organisation et sur

leur financement. La structure actuelle, bi-céphale, est maintenue : le comité de programme et de coordination reste chargé de la conception des activités, alors que le comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, demeure responsable de leur budgétisation.

Des limites au pouvoir des « 77 »

Les principes contenus dans la charte de l'organisation sont maintenus et réaffirmés avec force par la résolution, de même que les responsabilités prééminentes du secrétaire général. Ceci n'est pas un hasard : s'exprimant après l'adoption du texte, le représentant du Zimbabwe — dont le pays préside actuellement le mouvement des non-alignés — a vigoureusement insisté sur l'obligation pour tous les États de respecter les principes démocratiques qui régissent l'organisation.

Il s'agit d'un manifeste d'une mise en garde à l'adresse de ceux qui seraient tentés d'interpréter le principe du consensus comme une négation de la loi du plus grand nombre. Car, tel est l'essentiel de la réforme : en supprimant le vote majoritaire, l'ONU diminue le pouvoir du groupe des « 77 », c'est-à-dire de cette « majorité automatique » qui se formalise souvent abusivement en faveur d'une majorité excessive autour d'idées que l'Occident considérerait comme hostiles à ses intérêts. Le principe du consensus étant celui d'un compromis, son application rend impossible l'adoption d'une décision en cas d'opposition formelle de la part d'un petit groupe d'États, au même d'un seul gouvernancement.

Ce principe, cher aux Américains, doit permettre d'éviter, dans l'esprit de Washington, que l'Occident, qui fournit 75 % des ressources de l'ONU, soit « réduit à payer et à s'abstenir au moment du vote ».

Le représentant américain, M. Vernon Walters, s'est déclaré satisfait : « Nous avons obtenu la majeure partie de ce que nous souhaitons. C'est un grand jour pour l'humanité ». La résolution proclamant l'illégalité des retenues et les diminutions budgétaires pratiquées unilatéralement par certains États, Washington devra, dans l'immédiat, rapidement verser les 110 millions de dollars qu'il a surpris de sa contribution pour l'année 1986. Selon M. Walters, la décision de l'Assemblée générale donne à son gouvernement un argument efficace pour convaincre le Congrès d'accomplir sa position.

CHARLES LESCAUT.

OFFREZ à votre personnel le bien-être et la détente que procure une séance de yoga et de relaxation qu'il vous rendra en bonne humeur et en efficacité
SARAH MAIA
Tél : 46-34-06-91

Grèves et occupations de lycées à Athènes

ATHÈNES
de notre correspondant

Un mouvement de grève et d'occupation se répand dans les lycées d'Athènes après la manifestation massive qui a eu lieu au début de cette semaine dans le centre de la ville. Les lycéens protestent notamment contre la réduction des crédits de l'éducation nationale et du nombre d'étudiants qui seront admis l'année prochaine, dans l'enseignement supérieur. Ils demandent aussi l'augmentation des salaires de classe, la nomination de professeurs aux postes vacants (4 500 selon certaines affirmations), l'amélioration de l'équipement technique des établissements (dans un quartier d'Athènes, il existe un seul laboratoire de chimie pour huit lycées), des manuels scolaires et des méthodes pédagogiques.

Ce mouvement de revendication s'est exprimé indépendamment des organisations de jeunesse des grands partis, qui se sont cependant empressés de prendre le train en marche. Il est soutenu par tous les partis politiques, du PC orthodoxe à la nouvelle démocratie, excepté le PASOK. On note cependant que la jeunesse du PC orthodoxe est très réticente devant les actions d'occupation des écoles, mouvement à la sympathie — selon la coopération — de très nombreux enseignants.

Le ministre de l'éducation nationale, M. Adonis Trixis, qui a initialement refusé de recevoir les délégations lycéennes, affirme que les dépenses de l'éducation nationale seront maintenues.

EN BREF

● **CHINE** : manifestations d'étudiants. — Trois mille étudiants ont manifesté, le vendredi 19 décembre, dans les rues de Shanghai pour réclamer plus de démocratie et des réformes de l'enseignement, comme d'autres l'ont fait ces derniers jours dans plusieurs autres villes chinoises. La police n'est pas intervenue, et la manifestation s'est déroulée sans incidents, selon les responsables municipaux. Des manifestations également pacifiques ont été signalées à Hefei (Est), Wuhan (Centre), Kunming (Sud) et Shenzhen, près de Hongkong. — (AFP.)

● **AFGHANISTAN** : un village pakistanaï bombardé. — Quatre avions des forces de Kaboul ont bombardé, le jeudi 18 décembre, un village frontalier pakistanaï, y faisant dix morts et quinze blessés, selon des responsables pakistanaï qui ont accusé le régime afgan d'avoir commis au moins six cents violations de l'espace aérien pakistanaï cette année. Le ministre des affaires étrangères n'avait pas, encore, samedi, confirmé ce nouvel incident.

● **L'entraîneur hippique Lester Piggott arrêté pour fraude fiscale.** — Lester Piggott, cinquante-huit ans, le célèbre jockey britannique devenu entraîneur, a été arrêté vendredi 19 décembre, pour fraude fiscale, à Newmarket en Angleterre.

Il est accusé d'avoir menti sur le contenu de son compte en banque en ayant remis au percepteur un faux document. Les avocats de la perception ont affirmé qu'il possédait 2 millions de livres (19 millions de francs français) de revenus étrangers et ont demandé leur rapatriement en Grande-Bretagne. Le tribunal a décidé d'examiner cette requête de la perception.

● **Mariages gratuits aux Tuileries.** — Les artisans forains offrent une entrée gratuite à deux mille enfants lundi 22 décembre, en avant-première de Noël. A partir de midi, avec le Secours populaire français et ses plans Noël verts, ils remettront des cadeaux aux enfants.

Le Monde
sex-minutal
METEO
Météo régionale, météo du monde entier, météo marine.
3615 TAPÉZ LE MONDE

Grèves-désordre des agents de conduite SNCF

LA CFDT et les autonomes de la FGAAC s'efforçaient, le samedi 20 décembre, de rattraper et d'exploiter les grèves sauvages déclenchées la veille à la base par des agents de conduite, en dépit de l'impopularité de mouvements sociaux lancés sans préavis et, de surcroît, en période de départs en vacances.

Partis d'une grève tout à fait officielle des agents de la banlieue de Paris-Nord, le mouvement s'est étendu spontanément dans la journée de vendredi à la banlieue sud-est, puis à certaines grandes lignes.

Samedi matin, le désordre régnait sur le réseau ferroviaire, et il était difficile de pronostiquer une reprise du travail tout comme une extension du mouvement. Pour les grandes lignes, le trafic était normal au départ des gares parisiennes de Saint-Lazare, de Montparnasse et d'Antennité en direction de Toulouse ; en revanche, la moitié seulement du trafic était assurée vers Bordeaux, un train sur quatre au départ des gares du Nord et de l'Est. Le trafic TGV était normal, mais les rapides et les express du réseau Sud-Est ne circulaient qu'à 40 %.

Sur le réseau de banlieue, la même pagaille prévalait. Normal à Montparnasse et sur la ligne C du RER, le trafic était légèrement per-

turbé au départ de Saint-Lazare. Un train sur quatre circulait au départ des gares de Lyon et de l'Est. Le trafic était incertain à la gare du Nord.

Les appels se sont multipliés pour persuader les agents de conduite de renoncer à perturber le trafic en cette période. C'est tout d'abord la direction de la SNCF qui a lancé « un appel solennel à tous les cheministes pour leur demander de penser d'abord à nos clients qui comptent sur la SNCF pour assurer dans de bonnes conditions leurs déplacements de fin d'année », d'autant plus que rendez-vous a été pris, pour le 7 janvier, afin de discuter avec les syndicats de la grille des rémunérations et des conditions de travail.

M. Jacques Douffignies, ministre délégué chargé des transports, a déclaré que ce n'était pas « en pensant en tête les usagers, les enfants et les familles qui partent en vacances, que les grévistes vont arranger leurs affaires ».

Quant à la CFDT, elle critique l'attitude des « technocrates aveugles » qui bloquent les barrières des saïres, mais elle en dénonce « avec autant de vigueur les mouvements inopérants et irresponsables en train de paralyser le pays (...) qui déconsidèrent le vrai syndicalisme ».

L'affaire du Carrefour du développement

M. Philippe Julien, qui avait accueilli M. Yves Chaliar au Brésil vient d'être appréhendé par la police de Rio-de-Janeiro

La police fédérale brésilienne a arrêté vendredi 19 décembre dans la matinée, à Rio-de-Janeiro, pour contrebande de composants électroniques M. Philippe Julien, un ressortissant français qui avait accueilli au Brésil M. Yves Chaliar, le principal accusé dans l'affaire du Carrefour du développement.

M. Chaliar était entré au Brésil de manière régulière, sous sa véritable identité, avec un visa de touriste, mais en est reparti clandestinement, a précisé le porte-parole de la police fédérale, M. Paulo Mauras, après avoir confirmé la nouvelle de l'arrestation de M. Philippe Julien. Celui-ci, de son vrai nom Jules Philippe Philippidis, pourrait être corrélié au Brésil au terme de l'enquête sur cette affaire de contrebande : il ne possède pas encore de visa de séjour permanent dans ce pays.

M. Philippe Julien, qui est d'origine corse et qui est propriétaire d'un hôtel à Bonifacio, est considéré comme le chef de la mafia du vidéo-poker dans tout le Brésil. Il n'a pas été en mesure d'expliquer ses relations avec M. Chaliar aux enquêteurs qui l'ont interrogé. Il a seulement déclaré à la police qu'il avait d'abord hébergé M. Chaliar chez lui, à Rio-de-Janeiro, mais l'avait finalement éconduit parce qu'il refusait de lui rendre de l'argent prêt à son arrivée au Brésil.

A Paris, M. Daniel Ronjat, l'imprimeur de Beauregard (Isère) inculpé de « faux en écriture privée, usage de faux et recel d'abus de confiance », a été une nouvelle fois entendu vendredi, pendant près de deux heures, par M. Jean-Pierre Michau, le magistrat chargé de

l'affaire du Carrefour du développement.

M. Ronjat avait confirmé ce qu'il avait déjà affirmé durant sa première audition à propos de quelques factures litigieuses établies lors de la campagne législative de M. Christian Nucci. L'imprimeur a ainsi précisé que deux factures, d'un montant de 330 894 francs, avaient été libellées au nom de l'OFRES et que deux autres, d'un montant de 99 060 francs, étaient à l'ordre de l'association La promotion française.

D'autre part, le juge d'instruction a interrogé vendredi plus de trois heures M. Yves Chaliar, assisté de M. Grégoire Triet, sur les comptes de l'association Carrefour du développement.

Le navigateur Jacques de Roux disparaît en mer

Le gouvernement australien a décidé, samedi 20 décembre, d'abandonner les recherches pour retrouver le navigateur français Jacques de Roux, estimant qu'il était « peu probable » de pouvoir le retrouver vivant. Toutefois, les organisateurs de la Course du monde solitaire ont indiqué qu'ils continueraient leurs propres recherches.

Le volier de Jacques de Roux, Skotern IV, avait été localisé, vendredi, dérivant au sud-est de l'île de Gabo, à 482 kilomètres au sud de Sydney. Des marins australiens sont montés à bord et ont confirmé qu'il n'y avait aucune trace du navigateur.

Agé de quarante-neuf ans, ancien commandant sous-marin, Jacques de Roux s'était classé sixième de la première étape de la Course en solitaire. Il y a quatre ans, dans la troisième étape de la course, Jacques de Roux avait chaviré et avait pu être récupéré par un concurrent anglais.

Où trouver le Glenturret ?
Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky. Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Ecosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple : Le Potager des Halles, 15, rue du Cygne, Paris 1^{er}.

Le numéro de « Monde » daté 20 décembre 1986 a été tiré à 496 482 exemplaires.

A B C D E F G

PRÊT À EMPORTER
12.
rue de la Chaise - M^{re} Bac
LUXUEUX DÉJEUNERS
CHATEAUPHILIPPE CHIN
Cuisine, vins, biologie
à 25 %
Sur collection PARINGER 1988

Rayonnages Bibliothèques
au prix de fabrication
du kit au sur mesure
LEROY FABRICANT
équipe votre appartement
bureau, magasin, etc.
25 années d'expérience
Une visite s'impose
208, avenue du Maine, Paris (14^e)
46-80-87-40 - M^{re} Aïda

DE VENTE à 100 FR.